l'unité

N° 239 – 4 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 25 février 1977

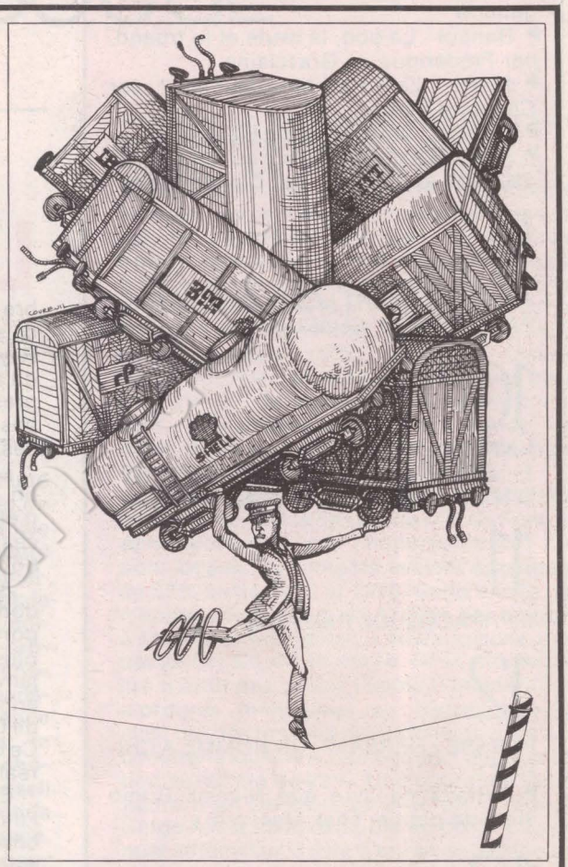
ELECTIONS MUNICIPALES

- NANCY
- BELFORT
- BANDOL
- MELUN
- PARIS

ET A QUOI SERVENT LES ECOLO-GISTES ? PAR ROBERT CHAPUIS

NATIONALISEES

I. CELLES QUI TRANS-PORTENT: R.A.T.P. S.N.C.F.





PRESSE : HERSANT UN HOMME A CHIRAC

Sommaire

3 à 8

MUNICIPALES : Est, une « terre de mission » qui bouge :
- Nancy : La capitale lorraine est lasse des gros sabots, par Emmanuèle Plas
- Belfort : Désormais, territoire de la gauche
- Bandol : Le bon, la brute et le truand, par Frédérique de Gravelaine
- Melun : La fin de Monsieur Ex ?, par Christine Cottin
- Combs : Stopper le gigantisme
- Paris : Le dialogue face au flot de propagande et d'argent, par Claude Estier

9

A QUOI SERVENT LES ECOLOGISTES ? PAR ROBERT CHAPUIS

10

NATIONALISEES
I. CELLES QUI TRANSPORTENT : S.N.C.F., R.A.T.P., PAR JEAN MATOUK

11

DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

12

PRESSE : HERSANT, UN HOMME A CHIRAC
- Extraits du livre que Nicolas Brimo vient de publier chez Maspero

16

ITALIE : LES AVATARS DU COMPROMIS HISTORIQUE, PAR FRANCIS PISANI

18

INTERNEMENTS ARBITRAIRES : DES GOULAGS CHEZ ROYER, PAR JEAN-LOUP REVERIER

19

ARGENT : LES « BLANCHISSERIES » DU MILIEU, PAR SERGE RICHARD

20

MŒURS : LE VIRUS ASTRONOMICUS, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

32

PAROLES DE FEMMES, PAR ANNE MANCERON

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 4) Barrigue (pages 16, 19, 25) Cagnat (page 4) Coureuil (pages 1,10, 21, 26) Cubo (pages 14, 22) Pascal Lebrun (pages 7, 20, 21) Pym (pages 20, 28) Solo (pages 1, 13, 27).

Economie

DEJA SIX MOIS, MONSIEUR LE PROFESSEUR...

Le « grand sachem » commence à perdre les quelques plumes dont il s'était paré. Consacré au début de septembre comme « le meilleur économiste français » par le président de la République, Raymond Barre, qui semble plus parler qu'agir et qui ne donne pas toujours l'impression de savoir mesurer ses phrases, n'a pas réussi, malgré ses astuces et ses artifices, à « tenir » son indice plus de deux mois.

Le plan Barre était — cela fut assez dit — un plan contre l'inflation. En réalité, ce n'était qu'un moyen de reculer les échéances. Car pour ce qui est de réduire l'inflation...

Après deux mois de gel, le seul résultat dont a pu s'enorgueillir le Premier ministre portait sur l'indice des prix de décembre : plus de 0,3 % seulement. Puis vint au début janvier la baisse de 2 % de la T.v.a. Et l'on annonce que l'indice des prix de janvier sera de 0,5 ou 0,6 %. Malgré la baisse de la T.v.a. Ce qui prouve tout simplement que farder la réalité n'a jamais permis de la modifier.

Et en même temps que la remontée de l'indice des prix, le chômage a continué de croître : 1 068 000 chômeurs officiels, soit, selon la définition du Bureau international du travail, 1 465 561 réels. La production continue de stagner, ce qui implique que dès les prochains mois la tension sur le marché du travail sera encore plus vive. Le déficit extérieur vient encore de s'alourdir : 2,4 milliards pour le mois de janvier. Et le franc s'est remis à glisser. Vers le bas, évidemment. Le succès du « professeur » est donc total !

Ces quelques faits traduisent une situation grave. Le mauvais indice des prix de janvier prouve que les tensions inflationnistes demeurent. Si l'on ne tient pas compte de la manipulation sur la T.v.a., on arrive à une augmentation de l'ordre de 0,8 à 0,9 % pour janvier. C'est-à-dire de l'ordre de 10 % l'an. Tout comme avant l'arrivée de Raymond Barre ! Ce qui élimine selon les critères gouvernementaux, toute relance. Compte tenu du bas niveau de la production et de l'importance des stocks, une seule chose est sûre : le chômage va s'accroître. Même la traditionnelle phase saisonnière d'amélioration de l'emploi n'aura pas lieu.

Face à cette recrudescence des risques, à la hausse des prix, les ménages vont donc restreindre un peu plus leur consommation. Or, en 1976 seul le secteur des biens de consommation avait tenu et permis une très légère reprise de la production industrielle. Pour acheter, les Français avaient réduit leur épargne. Et aujourd'hui les conjoncturistes s'attendent à un revirement de la situation. Ce qui signifie que tout comme pour les biens d'équipement ou les biens intermédiaires la production fera plus que s'essouffler. Avec le chômage, partiel ou total, que cela implique.

La conséquence du déficit du commerce extérieur est simple : le franc se porte mal. Il glisse face au dollar et face au mark. Ce qui, en raison de la structure de nos échanges, est grave. Nous payons en effet nos importations en dollars, sauf avec la République fédérale allemande, qui est notre premier client et notre premier vendeur. Et là nous payons en marks ! Toute modification des parités se traduira donc par un déficit supplémentaire. Pour tenter de tenir le franc, Barre va jouer sur les taux d'intérêt. Or non seulement cette mesure est inflationniste, car le crédit étant, dans le système actuel, chose courante, le renchérir revient à tout renchérir, mais, et l'exemple anglais le prouve, elle n'est pas toujours efficace...

On le voit, les perspectives sont peu réjouissantes. Certes, rien de cela n'est dit aux Français. Pour chaque échec une cause conjoncturelle est trouvée. Cela va du prix des matières premières, le pétrole ou le café, à la sécheresse en passant par les mesures protectionnistes que dressent ici et là les gouvernements des pays développés.

Et au fil des discours, période électorale oblige, les Français vont apprendre que le prochain objectif du Premier ministre est de « contenir » — le mot est savoureux — le chômage sans relancer l'inflation ni aggraver le déficit extérieur. Question subsidiaire : ne voulant surtout pas casser le système, que compte faire Barre pour arriver à un tel résultat ? Un plan, peut-être ?

Car il faut bien voir que, face à une crise généralisée du système — l'inflation repart dans tous les pays en même temps que le chômage — attendre de l'aide de l'extérieur est un rêve. Le temps où des relances « nationales » pouvaient tirer les autres économies est depuis longtemps terminé. La concurrence internationale est trop vive, chacun trop occupé par ses propres problèmes pour prendre des mesures pouvant aider ses voisins.

Le « professeur » qui est en même temps Premier ministre et ministre de l'Economie sait tout cela. Pourtant, face à une telle situation et à ce qu'elle signifie pour l'avenir, ses interrogations principales et ses décisions portent non pas sur l'essentiel, mais sur les coûts horaires — c'est-à-dire sur les salaires qu'il veut freiner ou sur les « nationalisées » — qu'il souhaite transférer au secteur privé. Ou sur la Sécurité sociale. Car il faut bien penser au patronat et tenter de réduire ses charges, afin que, sans augmenter la production, il augmente ses bénéfices.

Il y aura bientôt six mois que Barre est Premier ministre. Et il dispose de « tous les moyens ». Mais qu'en a-t-il fait, sinon de s'en servir pour gagner du temps ?

GUY PERRIMOND



Municipales

EST : UNE "TERRE DE MISSION" QUI BOUGE

NANCY : LA CAPITALE LORRAINE EST LASSE DES GROS SABOTS

De notre envoyée spéciale.

A Nancy, les divisions de la droite offraient à la gauche unie la possibilité de prendre la mairie. En effet, le maire sortant, Marcel Martin (sans étiquette), a déclaré qu'il ne se retirerait pas s'il arrivait en troisième position derrière la liste de Claude Coulais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, ancien député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle. Au premier tour, donc, la gauche serait en tête, avec — c'est ce qu'assurent les derniers sondages — entre 42 et 45% des voix. Mais si la liste Martin arrive deuxième, que fera Coulais ? Que fera par ailleurs l'électorat centriste du maire sortant ? Ne préférera-t-il pas voir à l'hôtel de ville un maire socialiste plutôt que Coulais ? Ce sont les deux inconnues des prochaines élections municipales dans la capitale de la Lorraine.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, que beaucoup, ici, appellent par dérision Zorro, viendra-t-il encore compliquer le jeu en dernière minute ? Ceux qui le croient font état d'un questionnaire de sondage circulant actuellement en ville : les questions visent à savoir si les Nancéiens pensent que l'ancien président du Parti radical serait un bon maire, un bon adjoint, un bon conseiller municipal. Mais des bruits courent aussi selon lesquels Sabine Servan-Schreiber ferait partie de la liste Coulais. « Si par extraordinaire, dit un journaliste du « Républicain lorrain », J.J.S.S. formait une troisième liste, les Nancéiens seraient tellement écœurés qu'ils feraient entrer la gauche à la mairie dès le 13 mars ».

« Une pause »

La gauche, que cette division à la limite de la farce amuse et sert, est déjà entrée en campagne. Le 11 février, un accord est intervenu entre les trois partis signataires du programme commun : ils présentent aux suffrages des Nancéiens une liste d'union de la gauche conduite par le socialiste Gérard Cureau et qui comprend 21 socialistes, 14 communistes et 3 M.r.g., ainsi que 3 personnalités indépendantes dont un gaulliste du Front progressiste.

Cureau mène sa campagne à partir d'une enquête réalisée par le P.s. dès le mois de novembre pour connaître de façon précise les préoccupations des Nancéiens. Quatre thèmes ont été dégagés pour quatre semaines de campagne : l'emploi, le logement, la qualité de la vie et les équipements collectifs. La campagne a démarré sur le problème de l'emploi : on compte 3 823 chômeurs à Nancy, soit 45% du total des sans-emploi du département. « Lors de la séance du 15 décembre du conseil municipal, le maire a reconnu qu'il ignorait tout du chômage à Nancy. Avec la majorité du conseil municipal, il a refusé la création d'un fonds d'aide aux familles frappées par le chômage, préférant qu'une subvention soit votée pour faire effectuer les sondages à son profit dans la période électorale », dit Cureau.



Gérard Cureau.

Nancy, qui compte actuellement 105 000 habitants, en a perdu 16 000 entre les deux derniers recensements. La cause en est la désindustrialisation de la ville puisqu'on a laissé les industries déménager à la périphérie au plus grand profit des promoteurs. Car dans le même temps on construisait 4 000 logements, la plupart de standing. « Depuis 1972, remarque Claude Sourdive, chef de file des communistes de la liste d'union de la gauche, on n'a pas construit un seul logement H.l.m. à Nancy. » A noter aussi que 16% des logements nancéiens n'ont pas de w.-c.

La pression fiscale est particulièrement forte : Nancy est la deuxième ville de France, après Bordeaux, par l'importance des impôts locaux. Ces impôts avaient augmenté de 37% entre 1975 et 1976. Cette année, ils n'augmenteront que de 11,92% par rapport à l'année précédente : « Nous faisons une pause fiscale, dit le maire. Si la municipalité n'avait pas vendu l'usine d'incinération d'ordures ménagères au district urbain, ainsi que les terrains du marché de gros à la commune voisine d'Heillecourt, l'augmentation aurait été de 22%. Une opération de ce genre n'est possible qu'une fois », répond Serge Alexandre, candidat au poste de premier adjoint sur la liste d'union de la gauche.

« La misère grandit, les saisies se multiplient, notent les communistes. L'an dernier, E.d.f. pratiquait déjà 50 à 60 coupures de courant par jour et, d'après nos renseignements, ce chiffre n'a fait qu'augmenter ». A cela, Martin répond : « Ceux qui ne paient pas sont des mauvais payeurs. La loi est la même pour tous. »

Réservoir à main-d'œuvre

La gauche, elle, a comme objectif de réintégrer les travailleurs dans Nancy et notamment dans le secteur sauvegardé qui reste à réhabiliter. Elle se préoccupe aussi des 16 500 Nancéiens de plus de 65 ans. Car si de nombreux équipements ont été construits pour les personnes âgées, les crédits de fonctionnement n'ont pas suivi : les foyers sont ouverts deux ou trois après-midi par semaine et une fois l'an pour un banquet. Certains quartiers en sont totalement dépourvus. L'animation est inexistante. Il en est de même pour les salles municipales, qui restent fermées faute d'animateurs.

De Cureau, magistrat, ancien directeur régional adjoint des P.t.t., on dit qu'il est l'homme de gauche qui n'effraie pas. C'est aussi un homme d'équipe qui possède avant tout le sens du service public et du bien-être des gens. Vice-président du Conseil du district urbain, il est chargé des affaires d'urba- →



nisme opérationnel. « Il a un avenir politique certain en Lorraine », reconnaissent même ceux qui ne sont pas de ses amis.

Cureau n'est pas tendre pour ses adversaires. De Martin, il dit simplement : « On n'est pas à la mairie pour faire des affaires. » Pour Coulais, qu'il qualifie de « pseudo-technocrate », il fait remarquer que ce secrétaire d'Etat ne peut être que solidaire du gouvernement qui a précipité le déclin de la sidérurgie lorraine et de la politique de chômage qui en découle. Les socialistes réclament aussi qu'on redéfinisse le rôle de Nancy dans la Lorraine et s'opposent au « schéma métropolitain » qui met Metz et Nancy en concurrence permanente jusqu'à l'affrontement. « Metz et Nancy, dit le candidat du P.s. à la mairie, ont des activités distinctes et cette compétition telle qu'elle est présentée est un faux problème pour mieux dissimuler le vrai : on a laissé l'arrière-pays nancéien, entre Vosges et Meuse, se désindustrialiser afin qu'il constitue un réservoir à main-d'œuvre pour les industries du nord de la région ».

Démagogie oblige : les thèmes de la campagne de la gauche sont repris par Coulais. Elu député pour la première fois en 1971, il a la réputation d'être un homme de dossiers, solitaire, lent et tatillon. Ne dit-on pas que chaque fois qu'un problème se pose à lui, il crée une commission ? Il s'est fait remarquer à l'Assemblée nationale par son attitude contre la libéralisation de l'avortement et pour ses déclarations fustigeant les fonctionnaires qui se préoccupent trop, à son goût, de la vie publique. Cet homme mal à l'aise dans les débats publics aime les formules à l'emporte-pièce et déclare sans sourire : « Il n'y a pas d'inégalité fiscale en France. » Ennemi juré du maire, il serait l'homme du préfet Rochet. Il y a 18 mois déjà qu'il prépare son entrée à la mairie par un accord avec Servan-Schreiber — à lui la mairie, à J.J.S.S. la présidence du Conseil régional — et par la création de l'association Nancy-Avenir.

Cadeau de la tour

En juin dernier, Coulais annonce déjà sa candidature. Il a, semble-t-il, l'accord de toutes les formations de la majorité. Il a besoin de la mairie pour sauver son siège de député : en 1973, il n'a été élu qu'avec 1 100 voix d'avance face à Cureau. Mais il hésite, car s'il perd les municipales il perdra à coup sûr les législatives de 1978. Le demi-maroquin que lui offre le gouvernement Barre est suffisant, lui semble-t-il, pour sauver son siège. Alors, il se tait. Pendant ce temps, Martin tente d'obtenir le label de la majorité. En vain : le maire n'est pas « crédible » à Paris, il n'a jamais eu d'étiquette et ne s'est vraiment engagé que pour soutenir Alain Poher contre Georges Pompidou en



Jean-Jacques Servan-Schreiber.



Claude Coulais.

1969. Il n'a pas été réélu sénateur en 1974. C'est un homme en perte de vitesse.

Michel Poniatowski, en accord avec Coulais, propose au R.i. Huriet, un des fondateurs lui aussi de Nancy-Avenir, de prendre la tête de la liste de la majorité. Mais Servan-Schreiber se fâche : puisque Coulais ne se présente pas, c'est lui qui se présentera. Dans le même temps, le ministère de l'Intérieur charge le préfet Rochet d'éliminer le maire sortant en « révélant » le scandale de la tour Thiers : le préfet fait ouvrir une enquête en suspicion légitime et accuse notamment Martin d'avoir fait cadeau aux promoteurs de cette tour de près de 10 millions de francs. Martin résiste. « Tout le monde était d'accord, le conseil municipal et le préfet aussi », dit le maire. Le ministre de l'Intérieur fait alors machine arrière, de crainte sans doute de remuer trop de boue et de discréditer la droite nancéienne tout entière. Il se résigne à deux candidatures à



Marcel Martin.

droite : Coulais se présente, soutenu par les R.i. et le R.p.r. local, contre Martin, à qui le R.p.r. national apporte son appui.

« Qu'est-ce que Coulais vient faire dans le circuit ? Il a été nommé pour aider un ministre qui doit mener une campagne électorale sur Paris et lui a les mêmes difficultés ici. Il lui faudrait peut-être un sous-secrétaire d'Etat sur Nancy », ironise Martin. Quant à lui, qui se veut un démocrate, ennemi de toute dictature, il a ouvert sa liste au parti d'extrême droite Forces nouvelles. « Il est vrai, dit un Nancéien, que la seule position politique de Martin est d'être anticommuniste ».

Le maire veut baser sa campagne sur le thème « Greffer l'écologie sur l'économie ». C'est à cette fin, sans doute, qu'il a fait planter des arbres, en décembre dernier, dans le quartier du Haut-du-Lièvre (3 500 appartements) où il n'y en avait jusque-là aucun, pas plus qu'il n'y a de pelouse. Il y a tout juste une semaine, quelques arbres ont même fait leur apparition près de la tour Thiers.

C'est aussi le temps des inaugurations, pour Martin, comme pour Coulais : le foyer club Foch-Anatole France pour personnes âgées a été inauguré deux fois en l'espace de 24 heures ! Une fois par Coulais, la deuxième par Martin...

EMMANUELE PLAS



BELFORT : DESORMAIS TERRITOIRE DE GAUCHE

De notre envoyée spéciale.

Belfort (54 000 habitants) est une ville dont la moitié de la population active appartient à la classe ouvrière. Alsthom, Honeywell-Bull et Peugeot emploient plus de 90% des salariés de l'industrie. Le secteur tertiaire est très peu développé : on comptait en janvier 1 524 demandeurs d'emploi, dont 954 femmes ; parmi ces femmes, 557 avaient moins de 25 ans.

Quatre-vingt-dix-huit voix séparaient, au deuxième tour des élections municipales de 1973, la liste de droite, conduite par l'ancien ministre et ancien député U.d.r. Jean Bailly, de la liste socialiste conduite par Emile Géhant. Les communistes avaient constitué une liste à part. La triangulaire profitait à la droite. Six ans plus tard, la gauche unie est pratiquement sûre d'entrer à la mairie.

Sur 35 candidats, on compte 21 socialistes, 8 communistes et 6 personnalités extérieures aux deux partis. Quatre de ces personnes ont été choisies par le P.s. et deux par le P.c.f.

C'est Emile Géhant, un avocat belfortain de 59 ans que tout le monde appelle familièrement « Milo », qui conduira la liste d'union de la gauche. Conseiller général de Belfort-Nord depuis 1967, il est président du Conseil général depuis mars 1976.

Le paysage politique belfortain a changé du tout au tout depuis 1971 : les deux députés du Territoire, Bailly et André Tisserand, tous deux U.d.r., ont été battus en 1974 par les socialistes Jean-Pierre Chevènement et Raymond Forni. Aux présidentielles, François Mitterrand remportait 54% des suffrages des Belfortains. Lors des élections cantonales de 1973 la gauche totalisait 53,45% des voix.

Trop discret

L'année 1974 s'achevait, à la mairie, sur un coup de théâtre : Jacques Chirac devait venir inaugurer la Maison Claude-Pompidou de Belfort et décorer dans la foulée son maire, également secrétaire d'Etat au Commerce. « Mais, la veille, raconte Géhant, on apprit que Chirac ne viendrait pas et que Bailly avait touché des pots-de vin. L'inauguration eut quand même lieu et c'est le préfet qui a décoré Bailly ».

Du côté de la mairie, on met alors Bailly en demeure de démissionner. Pierre Bonnef, deuxième adjoint, sans étiquette, mène le combat contre l'ancien maire et se fait élire au fauteuil de maire lors d'une séance houleuse. Quelque 300 personnes se sont massées aux portes de la salle des délibérations, certaines y ont pénétré et réclament avec les socialistes que toute la lumière soit faite sur l'affaire. Et que le conseil municipal présente une démission collective.

Au Conseil général, les élus socialistes demandent des éclaircissements à Jean Lecanuet, alors Garde des Sceaux. Ils attendent encore une réponse.

« Depuis la démission de Bailly, entend-on dire ici, l'atmosphère est plutôt restée tendue au conseil municipal. » Si tendue que Bonnef a fait une coupe sombre dans les rangs du conseil municipal sortant, dont 17 membres sur 35 élus en 1971 ne se représentent pas. A noter que, parmi les exclus, deux font l'objet d'une enquête de la part du fisc. La nouvelle liste est le reflet exact de l'ancienne : des R.i. au R.p.r. en passant par le C.d.s., la droite tout entière y est représentée.

Dans le mensuel belfortin du Parti socialiste, Chevènement, qui est candidat au poste de premier adjoint, écrit : « M. Bailly, en 1971, fit élire M. Bonnef, qui le supplanta en 1973 et fut élu maire... non par la population, mais par les conseillers municipaux et M. Bailly lui-même. Je ne dirai rien sur les circonstances de cette « relève », sinon qu'il n'est pas normal qu'à Belfort les citoyens ne soient pas mieux informés des affaires politiques de leur cité. Dans cette « discrétion » trop caractéristique de la manière dont sont gérées les affaires publiques de notre ville, il y a quelque chose de choquant : les grands choix de développement d'une ville comme la nôtre doivent pouvoir être débattus au grand jour, en toute démocratie, au vu et au su de toute la population. »

C'est dans cette perspective que les socialistes ont distribué dans tous les quartiers des questionnaires auxquels les habitants ont répondu. Des réunions de synthèse se sont tenues au niveau des quartiers avec les habitants et les associations — elles sont une centaine à Belfort — qui ont préparé les « Etats généraux de Belfort ». Ils se sont réunis le 19 février. C'est à partir des conclusions de cette réunion que seront déterminés les grands axes de la campagne de la liste d'union de la gauche. Car, comme le dit Géhant, « tout le monde peut faire du béton ; mais, pour faire de la qualité de la vie, il faut passer par la démocratie. »

E.P.

BANDOL : LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND...

De notre envoyée spéciale

Bandol, c'est tout le charme de la côte méditerranéenne. A dix minutes de Toulon, c'est encore un village, déjà défiguré bien sûr par les multiples constructions échelonnées sur la colline, face à la mer. Mais, sur la promenade longeant le port, Bandol jouit d'une animation toute provençale, même l'hiver.

Depuis quelques jours, l'ambiance est encore plus agitée : le maire sortant, un « apolitique » U.d.r. et son adversaire, autrefois colistiers, donnent le ton de la campagne électorale en échangeant insultes et coups bas.

Roger Charles, conduisant une liste « Bandol avenir : croire et oser » s'en prend surtout au maire : « Douze ans de mandat, c'est trop long pour si peu ». En cela il n'a pas tort. Dénonçant le pilotage à vue et le coup par coup, il stigmatise une gestion déficiente, oubliant ou espérant faire oublier que lui aussi a fait partie de cette municipalité... Reste que depuis 1965 Bandol a gagné peu de réalisations et beaucoup de béton sous l'égide de François Fabre, agent immobilier.

Roger Charles se présente comme le gestionnaire idéal, libéral et moderne, à la tête d'une « équipe aux mains propres, ni usée ni habituée à louvoyer ». Il prétend donc, refrain connu, ne pas faire de « politique » et préfère dans son bulletin électoral mettre le mot dangereux entre guillemets. Pour autant il ne répugne pas au soutien de Jacques Soustelle et de Giscard d'Estaing.

Pourtant, sa réputation à Bandol n'est pas à l'image de ce discours. « Comment voulez-vous qu'un homme qui a fait plusieurs fois faillite puisse convenablement

→



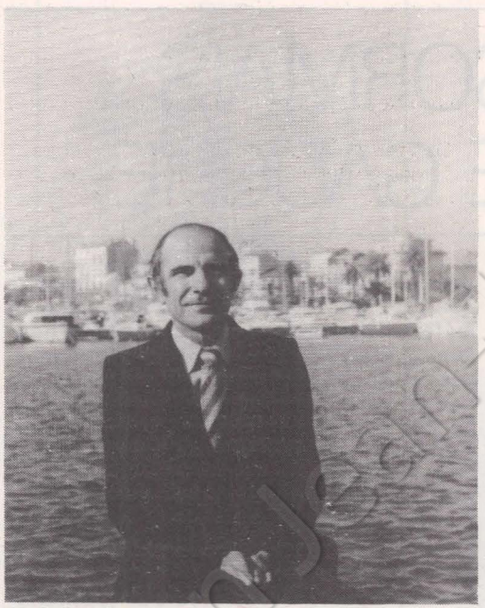
gérer une commune ? », demande un vieux pêcheur, adossé à un bar. Gérant de boîtes de nuit à Bandol et à Toulon, Roger Charles a été impliqué dans une rude affaire : son barman a tué un client en janvier dernier d'un coup de carabine. En juin, Roger Charles a été inculpé pour complicité d'homicide par imprudence. Après une semaine de prison, il a été mis en liberté provisoire. Affaire non classée.

Tout cela ne l'empêche pas d'attaquer François Fabre, de dénoncer non seulement son « égocentrisme » et son autoritarisme mais aussi certaines malversations par lesquelles le maire aurait « usé de ses fonctions pour faire fructifier ses affaires personnelles ». L'intéressé l'a d'ailleurs attaqué en diffamation.

Alors que les deux compères autrefois amis en viennent aux mains, ils oublient de présenter des programmes sérieux pour Bandol. Face à la gauche qui présente une liste d'union démocratique, conduite par Christian Goux, ils n'ont encore trouvé que l'accusation de collectivisme : « On va vous prendre vos petites maisons ».

Economiste socialiste connu, Christian Goux ne veut plus apparaître comme un expert et, en entrant dans la bataille politique, il s'est pris au jeu. Selon lui, « Bandol, même si elle a reçu beaucoup de coups bas, peut encore être sauvée ». Il propose donc d'agir tant qu'il en est encore temps.

Deux idées soutiennent son programme : développer le tourisme social et l'emploi. « Il faut d'abord mettre un frein au développement anarchique du secteur immobilier », dit-il. En même temps, Bandol, située entre Marseille et Toulon, risque d'être engloutie dans une vaste agglomération pour ne devenir qu'une banlieue-dortoir réservée aux plus nantis. La gauche propose donc, pour



Christian Goux

enrayer ce processus déjà commencé, de créer 100 à 150 emplois, en élargissant le chantier naval, en développant les activités du bâtiment et la pisciculture.

Si le maire sortant rêve l'avenir de Bandol comme une petite Croisette et Roger Charles comme un petit Las Vegas, Christian Goux veut lui conserver son authenticité de village provençal, sans ségrégation. Sa liste a une chance, même si François Mitterrand au second tour des présidentielles n'avait obtenu que 42 % des voix. Une vraie chance.

F. de G.

MELUN : LA FIN DE MONSIEUR EX ?

Marc Jacquet continuera-t-il à être Monsieur Ex ? Ex-secrétaire d'Etat, ex-ministre, ex-député, le voilà menacé à la mairie de Melun. Surtout, il y défend plus que sa place : sa défaite marquerait, pour les gaullistes, la fin d'un règne sans partage de 25 ans sur la préfecture de Seine-et-Marne.

En plaçant sa liste de majorité présidentielle sous la bannière musclée « Allez Melun », le maire sortant a donné le ton de sa campagne tous azimuts.

En face de lui, une seule liste : celle de l'union de la gauche. Le score sera serré, tout le monde le sait déjà. C'est pourquoi Jacquet entend bien tirer parti de tout ce qui plaide en sa faveur depuis 1971, et même depuis 1951, date de sa première élection comme député R.p.f. en Seine-et-Marne. Gaulliste, il n'hésite pas à affirmer qu'il a toujours pratiqué une politique radicale. Ouvert, il le prouve par une liste rassemblant des personnes d'horizons très variés. Réputé pour être un politicien habile, Jacquet rappelle toujours à bon escient le poids des amis qu'il a su se faire du temps où il était ministre. Enfin, il ne néglige aucune des facilités mises à sa disposition par 25 ans de présence à des postes de responsabilité.

Ainsi, dès la fin de l'année 1976, sous couvert de souhaiter la bonne année à ses « chers administrés », il a fait imprimer un magnifique bulletin en couleur sur papier glacé, plein des photos de ses réalisations (hôpital, salle des fêtes, pont, gymnase, etc.) Aux frais de la municipalité, cela va de soi. Un louable souci d'« information » auprès de la population qui regrette que cette initiative ne se reproduise pas plus d'une fois tous les six ans, environ...

De toute façon, personne ne conteste au maire l'effort d'aménagement entrepris à Melun. Ainsi l'hôpital intercommunal qui devait s'implanter à Pontoise : personne n'a très bien su comment il était arrivé à Melun. Mais tout le monde s'en est réjoui. Cependant, malgré la multiplication des bâtiments publics et privés qui témoignent de l'activité du maire, la liste d'union de la gauche a une sérieuse chance de l'emporter.

En attendant le bus

Alors, Melun, ville ingrate ? « Les Melunais reprochent surtout à Jacquet sa gestion dictatoriale », affirme Alfred Zins, secrétaire fédéral du Parti socialiste et premier adjoint sur la liste de la gauche unie. Les colères de l'ancien député U.d.r., son tempérament ombrageux supportant mal le partage des responsabilités et la contestation, même au sein de son équipe, sont de notoriété publique. Pierre Lespiat, médecin généraliste depuis 30 ans à Melun, radical de gauche, tête de liste de l'opposition, confirme : « La plupart des décisions importantes de la Ville ont été prises dans une tour d'ivoire, à l'insu même du conseil municipal. Ce dernier n'avait plus qu'à s'incliner devant le fait accompli ». C'est si peu un secret qu'il y a à peine plus d'un mois plusieurs conseillers municipaux estimaient, pour ces raisons, ne plus pouvoir exercer leur mandat et donnaient leur démission.

Championne d'une gestion démocratique, l'union de la gauche se veut et s'affirme comme telle. Pour permettre aux Melunais de s'exprimer sur leurs conditions de vie, un questionnaire leur a été distribué il y a trois semaines. Le nombre déjà important de réponses parvenues à la permanence du candidat de la gauche faisait apparaître au premier rang des problèmes celui des transports en commun. « Les circuits d'autobus sont mal adaptés et les passages trop peu fréquents, dénonce Lespiat. Aucune liaison ne relie, par exemple, le quartier de l'Almont à celui de Melun-Nord. Jusqu'à présent, Jacquet avait, dans ce domaine, coutume de se décerner tous les satisfecits. Comme par enchantement, depuis quelque temps, il parle de revoir les circuits, d'augmenter la fréquence des bus, notamment le dimanche : « Doux euphémisme ! ironise Lespiat. Le dimanche, les bus passent à peine une fois par heure ! »

Trop souvent, Jacquet a fait donner l'artil-



PAR ROBERT CHAPUIS



Pierre Lespiat.

lerie lourde du « tape-à-l'œil ». A Noël, il organise la distribution de jouets dans les rues pour « nos » enfants de la ville. Un comité de parrainage s'occupe activement de « nos anciens » en distribuant « discrètement » des colis aux plus nécessiteux. Comme « nos » Melunais et « nos » Melunaises n'avaient pas de salle des fêtes, il leur en a fait construire une. Pour 3 millions de francs, avait-il annoncé au conseil municipal. Coût réel de l'opération : 6 millions de francs et une salle luxueuse de 1 700 places. Aucune association, hélas ! ne peut en bénéficier, le prix de location demandé par la ville dépassant largement leurs possibilités.

700 F, « faire avec »

La « Maison pour tous » s'étale, elle aussi, en pleine page et en couleur dans le bulletin de Jacquet. Ce que le bulletin ne montre pas : les trois animateurs qui doivent faire face à la demande culturelle et aux loisirs d'une population de 40 000 habitants. « Il en faudrait quinze au minimum », affirme Lespiat.

Dans tous les domaines, la pratique municipale de Jacquet qui, au premier coup d'œil, semble donner des résultats satisfaisants, comporte en fait des vices de forme et de fond qui pénalisent durement la vie des habitants. Une crèche, oui, mais seulement sur le plateau nord. Les mères de l'Almont ou de Melun-Sud se débrouillent pour amener l'enfant à l'autre bout de la ville ou lui trouver une nourrice. Des haltes-garderies, oui, mais aucune n'est permanente. Encore une fois, les mères se débrouillent avec les horaires. Des H.l.m., oui, mais les grands appartements ont été privilégiés au détriment des plus modestes. Studios et deux pièces sont des produits rares à Melun, sauf dans les constructions privées. Là, le loyer courant pour un F 2 tourne autour de 700 F : personnes seules et jeunes ménages doivent « faire avec. »

Des témoignages de ce genre affluent auprès des partis de gauche, dont les propositions commencent à beaucoup intéresser. Assez de ces concerts à 35 F la place qui excluent d'autorité les couches populaires ! Assez de ces soirées « très chic, très melunaises » qui permettent à une bourgeoisie bien pensante, grâce à des invitations à 100 F l'une, d'entretenir les paralysés locaux, ou d'offrir une ambulance aux services de santé ! Au programme de la gauche : créer une animation de quartier, qui prendrait en compte les besoins sociaux, économiques et culturels de ses habitants. Faire franchir à la ville un seuil qualitatif, dans l'organisation des loisirs, par exemple, qui donnerait aux Melunais le choix de rester sur place le dimanche au lieu de fuir, même sans argent, une ville qui les ennuie.

A Melun, les militants d'opposition ont grand espoir que cette fois sera la bonne. Un rêve qui ne fait plus sourire personne du côté de la majorité. Depuis 1973, avec l'élection comme député du socialiste Alain Vivien, beaucoup de choses ont changé par ici. Et ce ne sont pas les élections cantonales de 1976 qui ont prouvé le contraire. Sur neuf conseillers généraux, il n'en reste plus que trois à droite. Marc Jacquet, lui-même, dans un canton qu'il avait cru taillé à sa mesure, n'a devancé son adversaire socialiste Alfred Zins que de 80 voix...

CHRISTINE COTTIN

COMBS : STOPPER LE GIGANTISME

La terre de Brie produira bientôt plus de pavillons à l'hectare que de quintaux de blé : ainsi le veulent les prévisions gouvernementales du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Combs-la-Ville (Seine-et-Marne), à 15 kilomètres de Paris, offre l'exemple type de ces bourgs campagnards décrétés « ville nouvelle ».

Depuis 1972, ils sont 4 000 nouveaux habi- →



Alain Vivien.



tants à être venus s'installer dans la multitude uniforme des pavillons de brique qui ont recouvert les champs encerclant plusieurs fermes briardes autrefois isolées. En général, une aubaine pour ses anciens locataires d'immeubles de banlieues parisiennes. « Ces pavillons sont confortables, mais il aurait fallu rompre la monotonie des lotissements en évitant de confier à un seul promoteur une immense zone d'habitation, déclare Alain Vivien, député socialiste de Melun et tête de liste pour les municipales à Combs-la-Ville. « Si la gauche l'emporte, précise-t-il, il faudra faire vite car les promoteurs attendent le feu vert : nous renégocierons immédiatement toute la partie encore non édifiée de la Zac-Sud ». Deux objectifs sont visés par cette opération : d'abord, minorer le volume de population prévu (le schéma prévoit encore l'arrivée de 7 000 habitants supplémentaires). Ensuite et surtout, créer dans ces zones nouvelles des petits centres d'animation sociale, culturelle et commerciale. Car dans la ville neuve déjà construite, rien de ce genre n'a été fait. La partie rentable du programme — vendre des pavillons à la population — a été menée bon train. L'imagination des bâtisseurs s'est arrêtée là. Les nouveaux propriétaires se retrouvent donc dans des lotissements sans vie, sans magasins, sans lieu pour se retrouver, ni discuter. Aller au cinéma devient ici une expédition.

Parallèlement, une zone industrielle a été créée. Mais les entreprises ont été découragées de s'installer par les taxes gouvernementales : la Datar préfère voir les entreprises se décentraliser plus loin de Paris. Contradiction d'un schéma directeur qui prévoyait la création de 7 ou 8 emplois pour 10 personnes actives et d'un autre service gouvernemental qui veut une décentralisation plus importante. Résultat : le taux des créations d'emploi tourne autour de 0,1 et les habitants de la ville neuve se retrouvent tous les jours dans le train pour Paris.

Dans cet ancien fief de Jacquet, la municipalité sortante — qui se présente pour la troisième fois — se réclame, bien sûr, de la majorité présidentielle.

C.C.

PARIS : LE DIALOGUE FACE AU FLOT DE PROPAGANDE ET D'ARGENT

Tout est maintenant en place pour la bataille de Paris. Dès l'ouverture officielle, ce vendredi, d'une campagne électorale depuis longtemps engagée par les deux clans de la majorité sur les murs et les panneaux publicitaires, les principales listes en présence seront déposées à l'Hôtel de Ville. Trois principaux protagonistes : l'union de la gauche, les listes de Jacques Chirac, celles de Michel d'Ornano ; et plusieurs plus petits : extrême gauche, jobertistes, écologistes, ces derniers encouragés par quelques sondages qui leur laissent espérer un score non négligeable.

Du côté de la majorité divisée, après la décision de d'Ornano de quitter le 17e arrondissement, où il se savait irrémédiablement battu dès avant la mort de Bernard Lafay, pour venir affronter la gauche dans le 18e, le dernier incident aura été, dans le 12e arrondissement, le ralliement du R.p.r. Pierre de Bénouville au ministre de l'Industrie. L'Histoire dira peut-être de quel prix celui-ci a payé ce point marqué sur son rival. Il n'est en tout cas pas interdit de penser que le gouvernement dont d'Ornano est membre avait quelques moyens de pression sur Marcel Dassault dont ledit général de Bénouville est le bras droit ! Avatar aussi, et un peu ridicule celui-là, le passage de Mme le Maire du 18e du camp chiraquien au camp ornaniste !

Même si la présence de quelques Républicains indépendants sur des listes R.p.r. et d'une poignée de R.p.r. sur des listes giscardiennes jette un certain doute sur la nature idéologique de l'affrontement, la majorité présente donc deux listes rivales dans chaque arrondissement, à l'exception du 7e où tous se sont regroupés derrière l'œcuménique et interchangeable Edouard Frédéric-Dupont. Pour l'instant, cette rivalité se traduit par une débauche de moyens de propagande — l'emploi de colleur d'affiches est l'un des mieux rémunérés à l'heure actuelle à Paris — et par une surenchère dans la démagogie.

Chirac et d'Ornano semblent avoir, en effet, oublié que leurs amis ont dirigé ensemble depuis près de 20 ans les affaires de Paris et sont donc au même titre responsables d'une politique qui a, peu à peu, asphyxié la ville, qui l'a livrée aux promoteurs, qui a conduit aux scandales de La Villette, du trou



Georges Sarre.

des Halles et de quelques autres hauts lieux de la spéculation parisienne. L'un et l'autre ne rêvent aujourd'hui que de ces logements sociaux et de ces espaces verts que la majorité régnant à l'Hôtel de Ville, au sein de laquelle les giscardiens Dominati et de Maigret faisaient fort bon ménage avec les U.d.r. de La Malène et Tibéri, a constamment refusés au cours des précédents mandats.

Le débat truqué d'Antenne 2 a été, lundi soir, révélateur à ce sujet : Chirac feint de ne pas savoir que la politique des tours, prétendument stoppée depuis 1973 sur ordre de Georges Pompidou, s'est poursuivie par une série de dérogations toujours acceptées par ses amis R.p.r. D'Ornano ose affirmer que c'est l'intervention de Valéry Giscard d'Estaing qui va permettre aux Parisiens d'avoir un jardin aux Halles ; en omettant de dire que c'est la décision du même Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, d'y faire construire un Centre de commerce international qui a été à l'origine de la destruction des pavillons Baltard et du creusement du fameux trou qui a déjà coûté si cher aux contribuables parisiens !

Il est vrai que d'Ornano n'en est pas à une contradiction près : vendredi dernier, alors qu'il venait de prendre la décision de se présenter dans le 18e arrondissement, les

électeurs du 17e recevaient un journal intitulé « Dix-sept » et dans lequel, sous le titre « Soyons sérieux » (sic), on leur lançait l'appel suivant : « Michel d'Ornano vous tend la main avec confiance, donnez-lui votre voix avec sérieux, vous ne le regretterez pas ». Appel que d'Ornano lui-même ponctuait dans une autre page du même journal de cette émouvante proclamation : « Le 17e est une vieille connaissance puisque j'y fis une partie de mes études. Avec les habitants du 17e, je conduirai le renouveau de leur quartier pour une plus grande qualité de la vie ».

Le contrat de la gauche

Face à ces palinodies qui témoignent, pour le moins, d'une certaine inquiétude de la droite quant à l'issue de la bataille de Paris, la gauche se trouve stimulée par la constitution de ses listes d'union auxquelles participent, aux côtés des trois partis du programme commun (44 communistes, 43 socialistes, 9 radicaux de gauche, 1 apparenté U.g.s.d.) 4 P.s.u., 6 gaullistes d'opposition, un syndicaliste et l'écrivain René-Victor Pilhes. Union plus large donc qu'en 1965 et 1971 et aussi plus équilibrée puisque les socialistes, qui n'avaient il y a six ans aucune tête de liste, en ont aujourd'hui 9 sur 18 dont celles de trois des quatre circonscriptions considérées comme gagnables par la gauche : les 2e / 3e arrondissements avec Georges Dayan, le 12e avec Jean-Baptiste Bouis et le 14e avec Bernard Parmentier.

Dans chaque arrondissement, les formations de gauche vont mener à la fois une campagne propre à chacune d'elles (réunions de présentation de leurs candidats sur la liste d'union, collage d'affiches, distribution de tracts, animation audio-visuelle sur les marchés, etc.) et une campagne unitaire marquée par au moins un meeting commun dans chaque arrondissement, par la présentation du contrat communal et par un affichage, sur les panneaux officiels, correspondant à un même modèle pour tout Paris.

Ne disposant pas des énormes moyens financiers mis en œuvre par la droite pour cette campagne, la gauche fonde la sienne sur la capacité de ses candidats et de ses militants à être présents dans les rues, sur les marchés, à tenir des réunions d'immeuble, à dialoguer avec les associations représentatives. De nombreuses indications permettent de penser que cette forme de campagne, qui permet d'aborder des problèmes concrets, est beaucoup mieux comprise que celle qui consiste à noyer les électeurs sous des flots de propagande. Chirac et d'Ornano commencent peut-être aujourd'hui à s'apercevoir — les sondages le confirment — qu'ils n'ont fait ni l'un ni l'autre la percée qu'ils espéraient. Partie plus lentement et sans tapage, la gauche garde toutes ses chances de réussir la sienne.

CLAUDE ESTIER

A QUOI SERVENT LES ECOLOGISTES ?

PAR ROBERT CHAPUIS

Qu'est-ce que l'écologie ? Une science — comme son nom l'indique : celle des milieux naturels, de leur équilibre et de leur développement.

C'est aussi un mouvement, qui est né de la rupture des équilibres naturels dans les sociétés industrielles et vise à réconcilier l'homme et son environnement. Depuis 15 ans, ce mouvement n'a cessé de se développer, dans les sociétés occidentales, en réponse aux agressions quotidiennes d'une urbanisation sauvage, d'une alimentation dégradée, d'une circulation démentielle, du matraquage publicitaire, de l'organisation scientifique du travail, du conditionnement socio-économique du loisir. Il est l'image renversée de l'expansion capitaliste des années soixante : il en est la rançon et la mauvaise conscience. La crise de ce « modèle », où la croissance des satisfactions semblait aller de pair avec celle du profit, a mis en pleine lumière les thèmes écologiques : la lutte contre les pollutions et les nuisances, l'économie des biens naturels (sources d'énergie ou matières premières), la protection de la nature et de l'environnement, le respect de la vie sous toutes ses formes, le refus des techniques trop « lourdes » et des systèmes concentrationnaires... La campagne de René Dumont en mai 1974, l'opposition au programme nucléaire démentiel qu'avait annoncé Pierre Messmer en mars 1974 ont servi de point d'appui à l'élargissement populaire du mouvement et à la vulgarisation de ses thèmes.

La prise de conscience écologique s'est développée en même temps que la prise de conscience politique qui s'est traduite dans le renouveau du Parti socialiste et l'affirmation de l'union de la gauche. Elles se sont confondues chez certains militants, elles se sont rejointes à plusieurs reprises sur le terrain, dans l'action ou la contestation.

Aujourd'hui, pourtant, un malaise se fait jour : en devenant un parti, le mouvement écologique ne va-t-il pas devenir contradictoire avec le mouvement socialiste ?

Deux raisons peuvent expliquer ce malaise :

1) Les thèmes écologiques peuvent aussi servir, en périodes de crise économique, de bonne conscience à la prétendue majorité qui nous gouverne : elle se montre prête à « compenser » l'industrialisation capitaliste et ses outrances par une certaine dose d'écologie, comme Pechiney paye le prix de ses pollutions sur le dos des travailleurs et des utilisateurs ; pour garantir les profits tirés de la spéculation foncière, on sera prêt à « payer » (avec l'aide de l'inflation) les espaces verts ou les couloirs de circulation que demandent les écologistes.

2) En devenant le support d'un parti, après avoir été une science et un « mouvement », l'écologie devient le refuge des anti-partis et de ceux qui se refusent à choisir entre la gauche et la droite.

Elle en vient ainsi à accompagner ceux qui — comme Michel Jobert — se prétendent aujourd'hui « ailleurs » pour être sûrs de se trouver demain quelque part, dans tous les cas de figures !

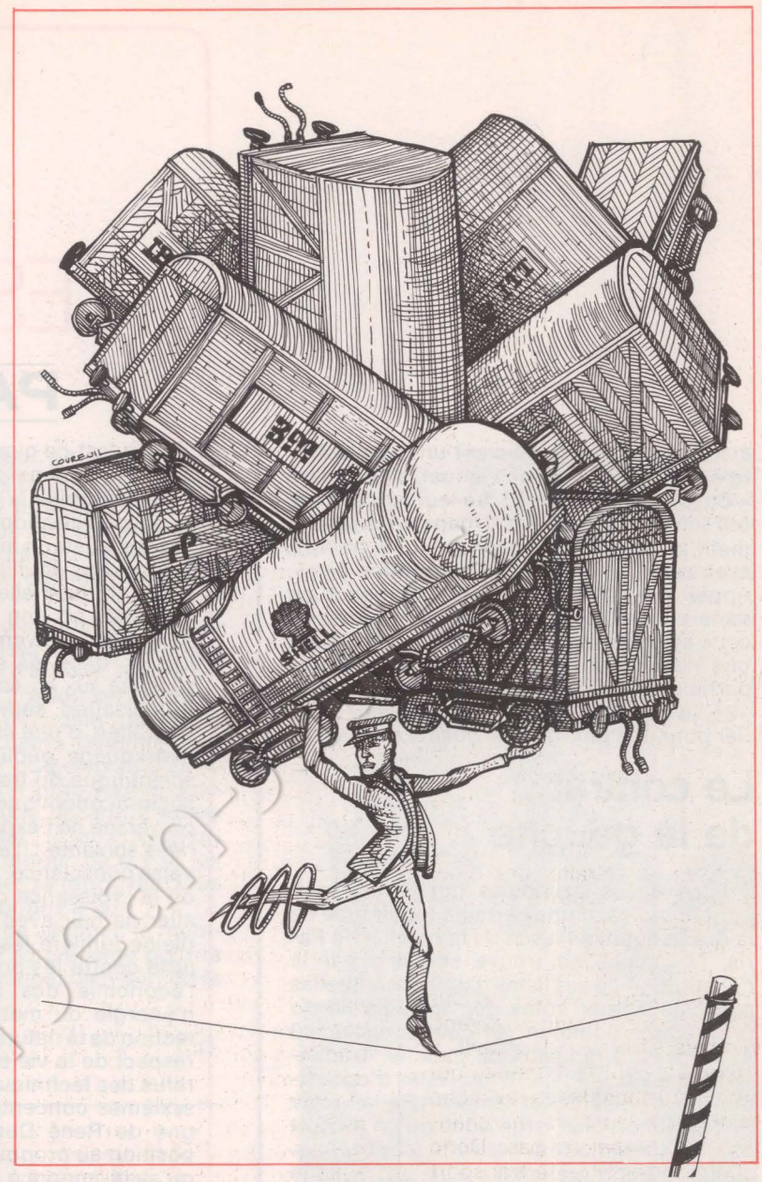
Les groupements écologiques qui ont constitué des listes dans certaines grandes villes pour les municipales voudraient ainsi contraindre les partis à négocier avec eux pour le 2e tour. Curieuse manière de mener le débat politique, le débat démocratique, le débat autogestionnaire que de renvoyer dos à dos la gauche et la droite, c'est-à-dire, d'une part, les forces qui ont la confiance des travailleurs et des exploités, d'autre part celles qui ont la confiance des patrons, des pollueurs et des exploiteurs !

Ce calcul « politique » (?) ne risque-t-il pas de geler une partie de l'électorat — notamment celui des jeunes — dans un scepticisme bougon, un apolitisme commode qui n'a pas d'âge, mais qui a toujours la même couleur : celle de la droite ?

En se situant sur le terrain électoral, tout en déplaçant le champ des contradictions du terrain économique et politique où elles sont aujourd'hui le plus accusées et où la gauche trouve sa force et ses racines vers le champ social et culturel (ou idéologique), où le Pouvoir possède encore une redoutable capacité d'influence (n'est-ce pas la base du réformisme giscardien ?), les candidats écologiques ne risquent-ils pas de donner à la droite des chances qu'elle n'osait même plus espérer ?

Il est temps que le débat s'ouvre entre le mouvement écologique et le socialisme autogestionnaire qui ont tant de liens entre eux. Le Parti socialiste n'a sans doute pas été suffisamment le lieu de ce débat : il peut le devenir, il est en train de le devenir. Il n'a jamais refusé non plus le dialogue, la confrontation. Encore faut-il que les ambiguïtés soient levées : pour des socialistes, ce ne peut être qu'un débat interne à la gauche, dans la reconnaissance de l'importance historique de l'union de la gauche. Si ce n'était pas le cas, cela voudrait dire que de tels candidats refusent de se situer à gauche ; dans les conditions d'aujourd'hui, dans le conflit de classe tel qu'il se déroule, ce serait automatiquement se situer à droite, du côté de ceux qui ont organisé, pour leur plus grand profit, la dégradation savante de l'homme et de son environnement. Si ceux-ci l'emportent à nouveau, il y aura sans doute de beaux jours pour les mouvements contestataires. Mais qu'ils prennent garde : viendra aussi le jour où une société capitaliste bien dressée et bien conditionnée les rejettera parmi ses marginaux et ses inadaptés comme une autre société rejette ceux qui contestent ses vices dans l'enfer du Goulag. A ce moment-là, il sera trop tard pour dire : « Ah ! si nous avions su... »

I. Celles qui transportent : S.n.c.f., R.a.t.p.



« Main basse sur l'épargne, spoliation, bureaucratie », les milieux financiers et patronaux déroulent leur litanie imprécatoire contre les nationalisations présentes et à venir. Le gouvernement a lancé lui-même l'offensive : parmi les premières — et, semble-t-il, les seules — mesures « structurelles » du plan Barre figure la « réforme » des entreprises nationalisées. Pour cette année, on leur demande non sans arbitraire deux milliards d'économies. Quant au principe même des nationalisations envisagées par le programme commun, il constituerait « un danger pour l'économie et la prospérité des Français » a déclaré Raymond Barre à Tarbes le 14 février. Bref, c'est reparti. Il est vrai que, en fait, « ça » ne cesse jamais complètement. Il y a une composante continue de la campagne anti-nationalisations et une composante cyclique qui enfle à l'approche de chaque élection. C'est le cas actuellement et nous allons entendre parler des nationalisations jusqu'aux législatives au moins. Aussi est-il bon de préciser quelques éléments du dossier.

Les « nationalisées » et les entreprises publiques touchent un peu à tout : banques, transports, mines, industrie. Elles représentent déjà une bonne part de l'emploi – près de 15 % – et de la production intérieure brute — plus de 10 %. Leurs succès sont connus. Leurs difficultés aussi. Faut-il encore en préciser les raisons ? C'est ce que fait cette semaine Jean Matouk à propos de la S.n.c.f. et de la R.a.t.p.

PAR JEAN MATOUK

Contre les « nationalisées l'offensive se déroule sur deux fronts. D'abord leur coût lié à leur gestion. « La contribution de l'Etat » (à l'équilibre des entreprises nationalisées) atteint 4 200 francs par agent et par an. « Nos entreprises publiques ignorent de plus en plus la notion de résultat » avait déclaré Jean-Pierre Fourcade lors du débat budgétaire d'automne. Vient ensuite l'argument syndical.

Il est exact que les contribuables ont versé en 1976 environ 23 milliards de francs pour les entreprises publiques dont 15 milliards pour les cinq entreprises de transport publiques (S.n.c.f., R.a.t.p., Air France, Aéroport de Paris, Compagnie générale maritime). Mais c'est précisément parce que ces entreprises assurent en service public à tarifs contrôlés et que leur gestion est soumise à des contraintes extraordinaires qu'elles doivent être subventionnées. Tout d'abord ces entreprises doivent chaque jour assurer le transport des salariés. Et à des prix compatibles avec les niveaux des salaires. On comprend que l'Etat ne souhaite pas, en libérant les tarifs pousser à la revendication. Minorant les prix et compensant le manque à gagner par une subvention il opère ainsi un transfert dont les seuls bénéficiaires sont les patrons. De plus, la R.a.t.p. par exemple assure la desserte de lignes de banlieue sur lesquelles aux heures creuses les wagons sont presque vides. Un exemple : sur le prolongement Maison-Alfort-Chantiers (ligne 24) entre 9 et 11 heures du matin, il est fréquent que les rames roulent complètement à vide pendant trente minutes consécutives ; à Saint-Cloud le « Bus-Phone » ligne d'autobus fonctionnant sur appel téléphonique et inspirée par Jean-Pierre Fourcade, maire de Saint-Cloud, est la plus déficitaire de ces « obligations » de service public. De plus, ces entreprises sont tenues — ce qui est naturel — de fonctionner les dimanches et jours fériés ce qui ne manque pas d'alourdir les coûts.

Pour équilibrer sa gestion, la R.a.t.p. devrait vendre le ticket en carnet 1,80 franc l'unité ; son prix actuel est de 1 franc. Faut-il relever le prix ? Ce ne sera plus le contribuable mais l'usager qui paiera, et derrière, l'ensemble des consommateurs par la hausse consécutive de l'ensemble des prix. Contribuable ou consommateur ? C'est un choix, mais il n'a rien à voir avec la gestion de l'entreprise publique. Toutes les entreprises de transports urbains au monde sont d'ailleurs en déficit, et la R.a.t.p. a réalisé depuis 1968 des efforts sans précédent dans les domaines de la productivité (le nombre de ses agents est passé de 37 888

Coll. Roger-Jean-S

en 1968 à 35 968 en 1975) et de l'innovation sociale (carte orange). Enfin, pour l'entretien et les modifications techniques, ses coûts, comparés à ceux du secteur privé par de fréquents appels d'offres, sont tout à fait compétitifs.

Même constat à la S.n.c.f. L'Etat lui a versé en 1976 1,3 milliard de francs pour compenser les billets à prix réduits des soldats et familles nombreuses, et les cartes de travail, 1,6 pour le maintien en service de lignes omnibus sous-fréquentées dans les campagnes, 2,3 pour l'entretien de l'infrastructure, 4,4 pour la caisse de retraite. Les deux derniers versements sont-ils discutables ? La direction de la société nationale souligne, non sans raison, que l'Etat entretient aussi les routes et que, si sur celles-ci les particuliers payent, en taxes diverses et péages à peu près le coût de l'« usure » qui leur est attribuable, en revanche les transporteurs de marchandises ne le paient pas. Donc l'Etat subventionne le transport routier de marchandises. Or la S.n.c.f. aussi transporte à bas prix et au profit de l'industrie et du commerce des milliards de francs de marchandises chaque année. Il est normal qu'elle reçoive un dédommagement même s'il n'est que partiel... Quant au régime spécial de retraite de la S.n.c.f., il est déficitaire parce qu'elle a réduit le nombre de ses effectifs cotisants de 500 000 à la Libération à 270 000 aujourd'hui : il n'y a plus assez d'actifs pour payer les retraites selon un régime accordé aux cheminots avant la nationalisation par les sociétés privées des chemins de fer... La productivité des cheminots est-elle trop faible ? En 15 ans leur « rendement » mesuré en voyageurs ou tonne-kilomètre par cheminot a progressé de 140 %. Pour un trafic doublé sa consommation d'énergie a diminué de moitié... Sans parler de la modernisation du réseau et de la construction du « Train à grande vitesse ». Il reste un déficit de 2,6 milliards parce que la S.n.c.f. comme la R.a.t.p. n'a pu augmenter suffisamment ses tarifs.

Analyser cas par cas les autres entreprises serait fastidieux parce que répétitif. Sautons donc au cas exemplaire : Renault. De 1963 à 1976, l'Etat a apporté à Renault 1,9 milliard de francs en capital soit environ 2,5 % des immobilisations. Apport normal : dans toutes les grandes entreprises privées les actionnaires sont amenés régulièrement à augmenter le capital. Apport particulièrement faible si on le compare alors aux augmentations de capital de Peugeot (capital multiplié par 8 sur la même période) ou de Thomson (multiplié par 3). Et dans le même temps l'Etat, cet actionnaire unique de Renault, percevait 474 millions de dividendes.

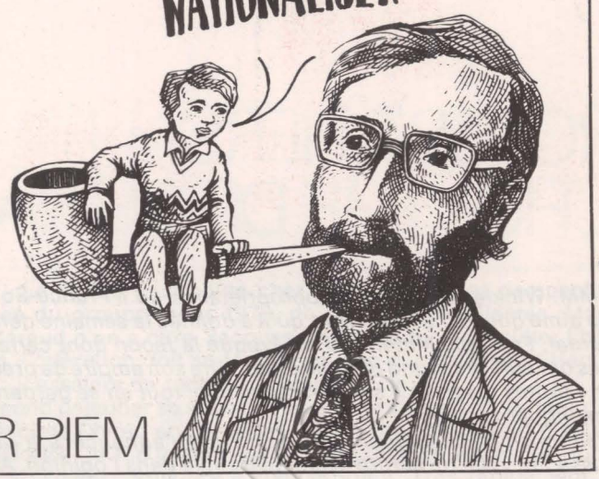
Bien sûr, de 1971 à 1975, la Régie n'a guère payé d'impôts. Mais la direction fait remarquer qu'elle a, elle aussi, assumé sa part de « services publics » en conservant un noyau français de tracteurs agricoles au milieu du déferlement américain, en rachetant l'entreprise déficitaire Berliet pour la joindre à la Saviem en maintenant une fabrication de roulements à billes face au géant suédois S.k.f., et en développant son « pôle » de machines-outils.

Bref l'argument financier n'est pas recevable. Mais il n'est pas le seul dont usent les détracteurs des nationalisations. Le second est plus sournois. Les entreprises publiques, « bastions syndicaux », avec leurs progrès sociaux incessants, créent par contagion une pression permanente sur les coûts du secteur privé.

Première remarque : les salaires du secteur public et nationalisé ont crû moins vite, depuis dix ans, que ceux du secteur privé. Mais il est exact que Renault a de tout temps joué le rôle de « laboratoire social » et qu'elle continue à tenir la tête des progrès sociaux dans les domaines de la retraite anticipée, de la « recomposition des tâches » et de l'environnement du travail. Mais ce que peut Renault en restant concurrentielle, en investissant, et en exportant 50 % de sa production, la moyenne des entreprises privées le peut aussi. C'est encore une question de choix entre la distribution des profits et des avantages sociaux.

DIPAPACÉQUOI

NATIONALISER



PAR PIEM

Le père, qui est homme d'action avait décidé ce jour-là d'atteindre le sommet du grand Capital. C'était un petit porteur de parts aussi avait-il pris son fils sur ses épaules au début de cette difficile ascension.

Les deux grimpeurs s'étaient équipés pour la circonstance. Ils avaient emprunté cinquante mètres de route nationale afin de pouvoir s'encorder en cas de nécessité.

— Courage fiston, dit le père, nous devons vaincre ce sommet de l'égoïsme avant la nuit des temps (il voulait dire « qui remonte à la nuit des temps »).

La longue marche commence. La première partie est parcourue rapidement car le chemin en a déjà été tracé par quelques pionniers en 36 et les nationalisations déjà en place assurent une avance facile. Les voici enfin au pied du mur d'argent. Ils bivouaqueront dans le refuge du Couvercle de la marmite avant de reprendre l'escalade ; le plus dur, en effet, reste à faire. La face Nord du Grand Capital est restée invaincue ; elle est de glace.

A l'aube d'un jour nouveau, ils attaquent la muraille.

Les mains calleuses qui tentent de s'y agripper, s'écorchent et saignent, arrachant seulement quelques glaçons qui s'en iront tinter dans les verres que l'on trinque à la fin des Conseils d'administration.

— Papa, jamais nous n'arriverons là-haut à mains nues. Plantons quelques épines de rose en guise de pitons.

Ainsi fut fait.

Dents serrées, mâchoires crispées la lente progression commence. Ils montent, ils montent. La glace, sous les épines, craque mais ne rompt pas.

De gros bénéfices accumulés au cours des siècles, leurs barrent un moment le passage, les forcent à emprunter une cheminée désaffectée à la suite de la crise.

L'enfant n'ose regarder en bas, la pente tombe à fric.

Le froid est intense, tellement l'argent pour l'argent manque de chaleur ; l'enfant claque des dents pendant que d'autres, au loin, claquent leur pognon.

— Courage, mon fils, nous y sommes presque.

Au-dessus de leurs têtes ils peuvent apercevoir le sommet du Capital enveloppé d'une brume de fraude.

Les derniers maîtres furent les plus difficiles à franchir. Il y avait des maîtres de forges, des maîtres chanteurs et des maîtres fripons. Epine après épine ils furent escaladés tour à tour.

Epuisés mais ravis, le père et le fils ont atteint le sommet. Ils s'embrassent tout heureux de leur victoire. La chaleur de leur accolade fait fondre la glace et l'herbe des verts pâturages recouvre la montagne.

— Ce n'est plus la même, dit le fils. Nous l'appellerons Montagne de la Fraternité.

Ils redescendirent en rappel, car il faut être toujours prudent et vigilant.



PRESSE : HERSANT, UN HOMME A CHIRAC

MM. Winkler et Hersant, copropriétaires de « France-Soir », n'ont pas aimé que, dans l'interview qu'il a donnée la semaine dernière à ce journal, François Mitterrand ait évoqué la façon dont certaines banques ont aidé le second nommé à accroître son empire de presse. Ils ont fait « toutes réserves » sur cette question, tout en se gardant bien de s'expliquer au fond.

Ils sont moins regardants quand il s'agit d'annoncer à la « une » une fausse nouvelle de nature à jeter le trouble dans l'opinion. Ainsi, dans « France-Soir » de mardi, ces gros titres répétés d'édition en édition sur « les espions soviétiques qui noyautaient les comités de soldats » alors qu'une dépêche A.f.p. indiquait de bonne source, dès la fin de la matinée, que le diplomate soviétique qui venait d'être expulsé de France était accusé d'espionnage industriel sans aucun rapport avec les comités de soldats.

Ce ne sont pas seulement les lecteurs de « France-Soir » et du « Figaro » qui sont soumis à l'information selon Hersant. Depuis quelques jours, « Paris-Normandie » paraît sous un titre commun avec « le Figaro », avec les mêmes articles, les mêmes chroniques, les mêmes dessins.

Plus que jamais donc les Français doivent savoir qui est Robert Hersant et le péril mortel qu'il représente pour la liberté de l'information.

« Un champion du journalisme couché tient 20 % de la presse française » : c'est le surtitre que Nicolas Brimo (journaliste au « Canard enchaîné » et ancien rédacteur à « l'Unité ») a donné à son « Dossier Hersant », publié chez François Maspero avec la collaboration d'Anne Guérin. On trouvera ci-dessous quelques passages qui montrent par quelle série de coups de force l'ancien collaborateur des nazis s'efforce — la main dans la main avec Jacques Chirac et son entourage — de devenir le Springer français. Au grand dam de la démocratie.

1 mai 1975 : avant cette date Jean Prouvost devra avoir remboursé sa banque, c'est-à-dire la maison Louis-Dreyfus, qui détient deux milliards six cents millions d'anciens francs de créances sur le propriétaire du « Figaro ». Les banquiers ne plaisantent pas avec les échéances ; il va falloir vendre.

A plusieurs reprises, Pierre Juillet, le patron du « cabinet noir » de Chirac, est intervenu auprès des dirigeants de la banque Dreyfus pour tenter d'arranger l'affaire. La dernière fois, c'était au cours d'un dîner dans les premiers jours de l'année 1975. Ce jour-là, Pierre Louis-Dreyfus, qui dirige encore la dynastie, est interpellé par Pierre Juillet, qui lui demande d'accorder des délais à Jean Prouvost. Premier refus. Juillet suggère alors que la banque Dreyfus facilite les transactions entre le propriétaire du « Figaro » et un acheteur qui pourrait être Robert Hersant. Second refus. La banque Dreyfus ne veut qu'une chose : rentrer dans ses fonds. Point final.

D'abord « le Figaro »

Robert Hersant, lui, est à l'œuvre depuis janvier. L'année précédente, il s'est rendu maître de « Paris-Normandie » pour 10 millions de francs, ses caisses sont vides, mais peu lui importe, il veut « Le Figaro », il trouvera les moyens. Dans la première semaine de janvier, l'état-major du groupe a établi un plan de bataille, qui sera parfaitement appliqué, et, quand les journalistes du « Figaro » s'en rendront compte, il sera trop tard.

Au début, dans le groupe, nombreux sont ceux qui se demandent comment le patron va pouvoir s'offrir « Le Figaro ». Lors de la première réunion des cadres, Hersant leur a même demandé s'ils étaient prêts à hypothéquer leurs appartements, leurs maisons de campagne pour régler la facture, et tous ces bons employés ont accepté. De toute façon, quelques jours plus tard, le patron les rassure : « Vous verrez, dans six mois, on aura trop d'argent. » Une plaisanterie qui deviendra bientôt réalité.

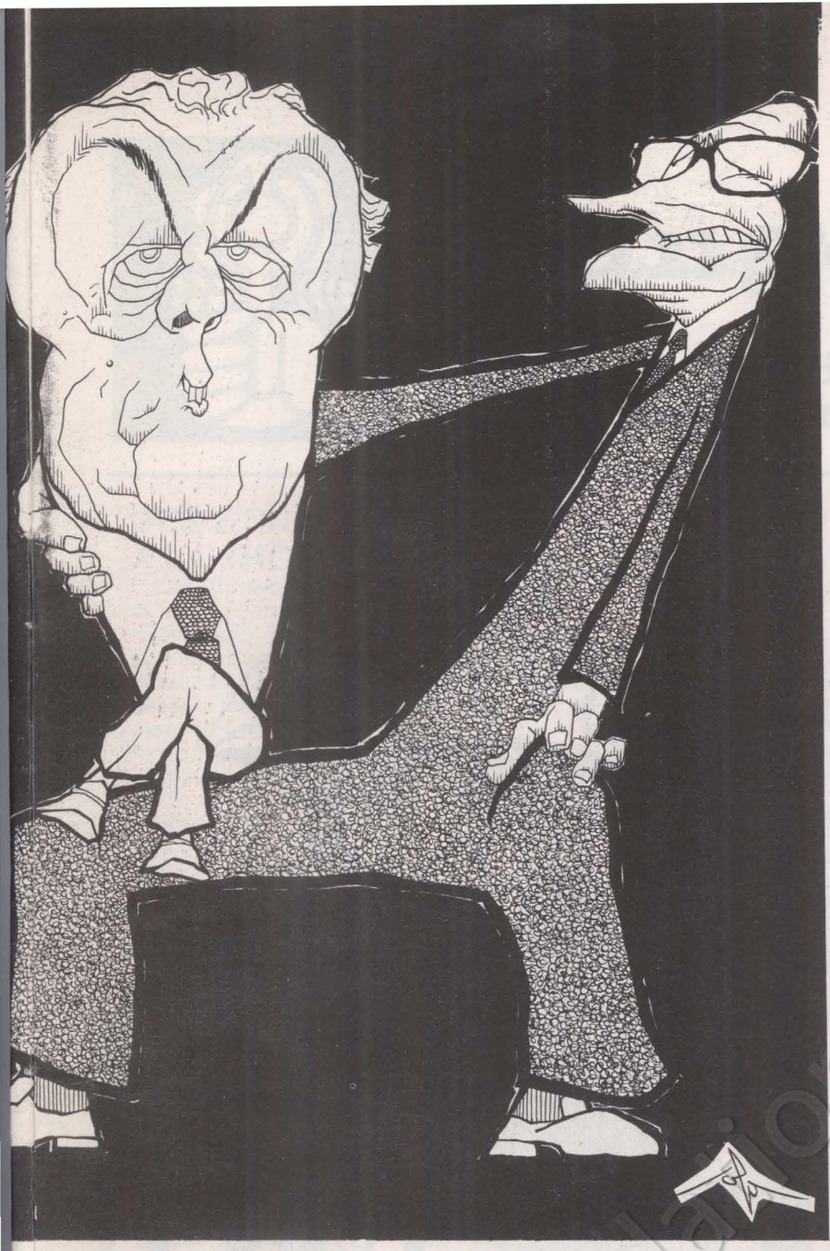
Déjà, l'essentiel est acquis : l'appui du Pouvoir, en la personne du Premier ministre, Jacques Chirac. Bien évidemment, tout s'est passé dans le plus grand secret — c'est la clé du succès de l'opération. Chirac connaît bien Hersant et ne doute pas de son efficacité : déjà du temps de Georges Pompidou, en 1967, ce dernier n'avait pas hésité à mettre ses journaux au service des jeunes loups U.n.r. qui partaient à la conquête de la province. Jacques Chirac était l'un d'entre eux.

La démarche du Premier ministre n'est du reste pas sans arrière-pensées : depuis des mois, les relations se dégradent entre l'Elysée et Matignon, entre giscardiens et chiraquiens ; la rupture, chacun la sent inévitable à plus ou moins brève échéance. Mieux vaut donc tenter par avance de se ménager des appuis dans la presse. Face au « Monde » toujours coupable d'indépendance, il n'est pas inutile de disposer d'un « Figaro » aux mains d'un Hersant. Quand viendra l'heure des explications, certains comprendront soudainement qu'ils auraient dû s'en préoccuper à temps (...).

(...) 15 mai 1975, la date fatidique. R.H. reste seul en lice. Ses amis et ceux de Jacques Chirac peuvent être satisfaits d'eux-mêmes. Dix banques, travaillées par Marie-France Garaud, ont accepté de prêter l'argent nécessaire : la note à payer s'élève à 73 440 000 francs lourds, en trois échéances. C'est donné. Le 30 juillet, le capital de la société éditrice du Figaro, divisé en 60 000 actions, se voit augmenté de 36 000 autres : la Socpresse, société holding du groupe Hersant, s'en porte acquéreur. Peu à peu, Robert Hersant règle Jean Prouvost. En décembre 1976, il ne lui reste plus que 23 millions de francs actuels à payer.

Dix-huit mois plus tard, en octobre 1976 l'indépendance de la rédaction est définitivement morte. Le nouveau directoire, présidé par Robert Hersant, est entièrement passé sous son contrôle. Avec l'aide d'un journaliste, Yann Clerc, syndicaliste de la C.g.c. et avec l'aimable complicité du directeur de la rédaction, Jean d'Ormesson, académicien de naissance et écrivain de salon, Robert Hersant est parvenu à éliminer toute opposition. Quant à Raymond Aron, « l'ancien ami de Jean-Paul Sartre », il accepte de devenir directeur politique du « Figaro ».

Le tirage du « Figaro » continue cependant de baisser. Pour août,



septembre et octobre 1976, la vente n'est plus que de 87 478 exemplaires pour Paris-surface, contre 109 069 pour « Le Monde ». La rédaction s'est, il est vrai, complètement vidée de sa substance : 56 journalistes ont démissionné, et, en novembre 1975, l'inspection du travail a autorisé soixante-treize licenciements.

Hier journal libéral où les journalistes avaient réussi à faire respecter leurs droits au sein d'une société de rédacteurs, « Le Figaro » n'est plus aujourd'hui qu'un simple support de propagande pour le clan chiraquien.

Puis « France-Soir »

Jacques Buob a vingt-neuf ans, dont sept de journalisme. L'an dernier, l'arrivée de Robert Hersant lui a fait quitter « Le Figaro » pour « France-Soir ». En ce mois d'août 1976, il sait qu'il va devoir faire jouer la clause de conscience et se remettre à chercher du travail. Après « Le Figaro », Robert Hersant a décidé d'acheter « France-Soir ».

Dans une interview au « Quotidien de Paris », Jacques Buob s'explique : « Hersant me poursuit. Il ne me connaît pas. Je ne le connais pas. Je n'ai dû le rencontrer qu'une ou deux fois au hasard d'un couloir dans l'immeuble du Rond-Point. Pourtant, depuis un an, je fais partie de ceux qui se battent contre lui et contre ce qu'il représente. Combat dérisoire au terme duquel la logique voudrait qu'il sorte vainqueur. Ma victoire à moi, jusqu'à présent, ce fut de partir. De prendre en quelque sorte pacifiquement le maquis. C'est mon luxe. »

Le sort de Jacques Buob et de ses confrères de « France-Soir » s'est réglé au cours de deux déjeuners en ville. Le premier a réuni Marie-France Garaud et Robert Hersant. Depuis des mois, des rumeurs circulent dans Paris : « France-Soir » va être vendu. Jacques Chirac a chargé son égérie de convaincre Robert Hersant de s'intéresser au journal de la rue Réaumur. Pour une fois, le « papivore » est réticent. « Le Figaro » lui coûte cher, très cher, et les perspectives financières du groupe, pour 1976, ne sont pas excellentes. Marie-France Garaud n'en a cure. Jacques Chirac va bientôt quitter l'hôtel Matignon, l'opération doit se faire avant son départ. Robert Hersant s'incline : il essaiera de racheter « France-Soir ».

Le second déjeuner se situe quelques jours plus tard. Autour de la table : Jacques Chirac en personne, Marie-France Garaud bien sûr, Jacques Douce, le P.d.g. de l'agence de publicité Havas, et Robert Hersant. Au menu : toujours « France-Soir ». Très rapidement, on convient que Robert Hersant ne doit pas avancer à visage découvert. Depuis des mois, les autres patrons de presse, qui se sont enfin réveillés, mènent contre lui une guérilla de longue haleine. Quant aux journalistes, on sait que leur réaction sera immédiate dès que le nom même d'Hersant sera cité pour « France-Soir ». Il faut donc jouer fin. Avant de quitter la table, Jacque Chirac précise à Robert Hersant que, bien sûr, il fera tout pour inciter les banques à l'aider. Elles le feront sans rechigner.

Dans les années soixante, « France-Soir » tirait à près d'un million d'exemplaires. Avec Pierre Lazareff à sa tête, c'était le quotidien le plus lu de France. En 1976, son tirage s'est écroulé de moitié. Depuis la mort de son inventeur, rien ne va à la Fep (France Edition Publication), la société de presse de la maison Hachette, la célèbre « pieuvre verte ».

Après une période de flottement, Hachette confie le soin à Henri Amouroux, l'ancien directeur de « Sud-Ouest », de remonter la pente. La situation du journal commence à se redresser quand un jeune « énarque » nouveau patron de la Fep, Dominique Ferry, décide de licencier Henri Amouroux. Celui-ci, il est vrai, a un tort : il veut faire de « France-Soir » autre chose qu'un simple journal gouvernemental.

L'opération de reprise en main de la rédaction débute aussitôt. Résultat : le déficit pour l'année 1975 s'élève à un milliard huit cents millions de francs anciens ; les ventes baissent de 8 % à Paris et banlieue, de 20 % en province. Une performance d'autant plus remarquable qu'en 1974, sous Henri Amouroux, « France-Soir » gagnait encore de l'argent.

Sur sa lancée, Dominique Ferry décide, en novembre 1975, d'embaucher un nouveau directeur de la rédaction, Jean Gorini, un ancien de l'équipe de Maurice Siégel à Europe 1. Ferry et Gorini font étudier une nouvelle formule, dépensent cinq cents millions anciens dans une coûteuse campagne de publicité et attendent de pied ferme la remontée du tirage du journal, qui continue de baisser.

La maison Hachette, pour sa part, en a plus qu'assez de combler le déficit de « France-Soir ». D'autant plus que l'année 1975 n'a guère été favorable pour la trésorerie du groupe. Au journal, personne ne se fait d'ailleurs d'illusion : « C'était l'expérience de la dernière chance. »

En juin 1976, la nouvelle éclate comme une bombe : « France-Soir » est officiellement mis en vente. Aussitôt, chacun, dans la profession, pense à Robert Hersant, qui s'empresse de démentir. Au bout de quelques jours, la maison Hachette annonce qu'elle vend à Paul Winkler. P.d.g. de l'agence de presse Opera Mundi et directeur général de la société Edimonde (« Mickey », « Confidences », etc.). Ce vieil homme de soixante-dix-huit ans est très lié avec Hachette. Et l'on s'étonne qu'il ait pu trouver les fonds nécessaires pour acheter « France-Soir » : neuf millions et demi de francs actuels pour le titre et quarante millions pour les locaux et le matériel. Paul Winkler reste vague sur ses sources de financement, mais dément à son tour qu'il puisse être en pourparlers avec Robert Hersant. Premier mensonge d'une longue série.

Le 6 juillet, Dominique Ferry annonce la vente au comité d'entreprise. Plus personne ne parle de Robert Hersant. Un fait aurait pourtant dû attirer l'attention : pendant la traversée du désert des gaullistes, sous la IVe, le patron du cabinet noir de Jacques Chirac, Pierre Juillet, a travaillé chez Paul Winkler, à Opera Mundi.

Les journalistes, mobilisés, décident alors d'assigner la Fep devant le tribunal de commerce pour connaître les conditions exactes de la vente de leur journal, quand soudain, le 11 août, Paul Winkler annonce aux délégués du personnel qu'il a demandé à Robert Hersant de s'associer avec lui à 50 %. Les masques sont tombés.

Très vite, les journalistes organisent la riposte et menacent de se mettre en grève. Paul Winkler accepte de reculer au 17 août la date de

→

ROBERT HERSANT L'HOMME DE CHIRAC

→

la signature de l'acte de vente à Robert Hersant. Entre-temps, d'autres candidats sérieux se sont déclarés : Claude Perdriel, du « Nouvel Observateur », Henri Amouroux, Jean-Claude Smadja. Tout est fait pour les décourager. Avec succès.

Le 17 août, Robert Hersant devient officiellement coactionnaire de Presse-Alliance, la société de Paul Winkler qui a acheté « France-Soir ». La veille, le 16 août dans la soirée, l'assemblée générale des journalistes a voté la grève. Au bout de onze jours, la rédaction reprend le travail après que le syndicat du Livre se fut désolidarisé de son combat. Jacques Chirac, Marie-France Garaud, Pierre Juillet et Robert Hersant ont, une fois de plus, gagné.

Les journalistes ont quand même obtenu de Paul Winkler qu'il signe deux engagements précis : tout d'abord, Robert Hersant ne s'occupera que de la seule gestion de « France-Soir » et n'aura aucun droit de regard sur son contenu. Ensuite, des négociations s'ouvriront pour que les journalistes qui souhaitent quitter le quotidien puissent se prévaloir de la clause de conscience. Pour ce qui est de la première promesse, on sait comment Robert Hersant en tient compte en général. Quant à la seconde, elle va se traduire rapidement par le départ d'une cinquantaine de rédacteurs.

Avant de cesser leur mouvement, les journalistes et leurs syndicats décident d'introduire plusieurs instances devant les tribunaux. Toutes reposent sur les ordonnances sur la presse de 1944, textes que Robert Hersant viole tranquillement depuis des années. Depuis, la Justice suit son cours. Bien mollement, en apparence du moins. Il faut d'ailleurs noter que le juge chargé de l'affaire n'est autre que celui qui a réglé le délicat dossier du scandale de « La Garantie foncière ».

En trente-six ans de carrière, Robert Hersant a aussi appris à domestiquer la justice.

Fusion et encerclement

Mardi 7 décembre 1976, 21 heures. Le bar d'Orly-Ouest est presque désert. A une table, devant une coupe de champagne, un homme seul attend de prendre son avion pour Genève. Le patron l'a chargé d'une mission délicate : trouver un imprimeur suisse pour fabriquer du côté de Genève l'édition internationale du « Figaro ». A partir de clichés transmis par fac-similé depuis Paris, les pages seraient roulées sur place. Résultat, un gain de temps et d'argent, et la possibilité de prendre quelques lecteurs au « Monde ».

Cet homme est un pur produit du groupe Hersant. Jean Miot, c'est son nom, a entamé sa carrière à « Centre-Presse ». Il n'était alors que simple secrétaire de rédaction, et plutôt à gauche. Mais le patron l'avait déjà remarqué. Quelques années plus tard, après un passage au « Havre-Presse », le voilà à Fort-de-France, à la tête de « France-Antilles ». Le sable, les cocotiers, le soleil... ce serait la belle vie s'il n'y avait une rédaction qui renâcle et sort à peine d'une longue grève. Jean Miot est venu pour la casser, elle pliera comme toutes les autres.

De telles aptitudes devaient aussi s'exercer en métropole. En juin 1976, Robert Hersant, qui se rend régulièrement en vacances aux Antilles, demande à Jean Miot de rentrer en France. Celui-ci s'empresse d'accepter. Première étape : « Paris-Normandie », où quelques rares journalistes essayent encore de se battre malgré tout. Sa mission, Jean Miot l'explique, en privé, ainsi : « Je ne suis là que quelques mois pour jouer les « rédacteurs en chef Pinochet ». Après ça, je vais me consacrer à autre chose. »

Cette « autre chose », c'est la fusion entre « Le Figaro » et « Paris-Normandie ». Une idée récente de Robert Hersant. Il y a encore cinq ans, avant son rachat par le « papivore », le quotidien de Rouen faisait encore des bénéfices. Aujourd'hui, il perd de l'argent. Qu'importe... pour masquer cet échec, Robert Hersant a trouvé la solution : le transformer en « Figaro »-bis. Les avantages sont multiples : centralisation des moyens, économies rédactionnelles et publicités couplées ; une opération qui permettra aussi de contrôler de plus près la ligne politique du journal.

« Paris-Normandie » servira de test. Si l'expérience est probante, elle s'appliquera bientôt à « Centre-Presse », puis à « Nord-Matin ». Les uns après les autres, tous les quotidiens du groupe y passeront. Peu importe que les lecteurs aient alors l'impression que leur journal



sort d'un moule unique. Financièrement, le groupe Hersant, lui, s'y retrouvera.

Voilà le projet le plus immédiat de Robert Hersant. Mais il en a d'autres. L'un d'eux semble pour le moment abandonné, mais rien n'indique qu'il ne reprendra pas vie dans un quelconque avenir. Il s'agit tout simplement de transformer « France-Soir » en France-Matin. Histoire de concurrencer « l'Aurore » et « Le Parisien libéré ». Puis, dans un second temps, de faire du « Figaro » un quotidien du soir. Histoire cette fois de faire baisser la vente du « Monde ».

Au C.n.p.f., bien sûr, on est prêt à aider financièrement cette manœuvre d'encerclement du « Monde ». Depuis des années, ces messieurs rêvent d'abattre le quotidien de la rue des Italiens. L'échec du « Temps de Paris », lancé en 1956 avec leurs fonds, les a certes traumatisés, mais périodiquement ils s'imaginent avoir trouvé la solution miracle. Robert Hersant le sait et compte bien en profiter.

Enfin, l'empire et ses hommes se sont mis à regarder du côté de l'étranger. Robert Hersant ne souhaite pas seulement s'implanter en Suisse, mais aussi en Belgique. Là, des contacts ont déjà été pris pour permettre au groupe d'acquérir certaines participations dans des imprimeries et des entreprises de presse.

La France de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac sera alors parvenue à faire de Robert Hersant et de ses méthodes un article d'exportation.

changer la vie sociale et économique

DES ETINCELLES A LA THOMSON ?

La Thomson-C.s.f. veut réduire son personnel et ses activités dans le domaine des semi-conducteurs. Les semi-conducteurs, ce sont des composants électroniques absolument indispensables à l'informatique, en particulier. Les fabriquants américains contrôlent 70 % du marché mondial. En France, deux centres principaux de production, dépendant de la Thomson par le biais de sa filiale Sescosem : Aix-en-Provence et Saint-Egrève, près de Grenoble, assurent 15 % du marché français. La situation financière de Sescosem étant mauvaise, la direction a cherché une solution dans un blocage du recrutement, puis envisage aujourd'hui un « allègement » de personnel. La C.g.c., face à cette aberration, a demandé l'intervention de l'Etat pour éviter que la Thomson ne brade son département semi-conducteurs.

COMBATIVITE SANS FREIN

La grève des ouvriers de la fonderie de Manil-Eaton, à Vivier-au-Court, dans les Ardennes, risque-t-elle de paralyser l'industrie automobile ? C'est, du moins, la thèse patronale. Dans cette entreprise qui, seule en France, fabrique la qualité de fonte nécessaire pour les plaques de frein Renault, les 770 salariés sont en grève depuis un mois. Grèves tournantes au départ, quand la direction refuse de reconduire le contrat salarial habituel et souhaite que les augmentations ne dépassent, cette année, l'indice des prix. Dans un vote à bulletin secret, 600 employés refusent ce qui amène une baisse de leur pouvoir d'achat. Réplique de la direction : elle renvoie à d'autres employeurs les 200 intérimaires qu'elle emploie et bloque toute négociation. Les grévistes, devant le durcissement patronal, occupent leur usine.

Depuis, les grandes orgues sont déclenchées : les grévistes de la fonderie portent une lourde responsabilité. Et l'usine D.b.a., à Beauvais, sous-traitant de Maniel-Eaton, met en chômage technique 800 des 2 200 employés. La menace va même plus loin. Comme B.d.a. alimente Renault en freins, des bruits courent : le mouvement à la fonderie de Vivier-au-Court pourrait entraîner le chômage technique chez le constructeur automobile.

En réponse à cette campagne, les grévistes font remarquer que ce n'est pas la première fois que Manil-Eaton connaît une grève aussi longue : les accords salariaux de 1975 ont été obtenus après une grève de cinq semaines, sans que les salariés d'autres entreprises soient lock-outés. Il est vrai qu'à l'époque le gouvernement n'avait pas à défendre le plan Barre. Ni à s'opposer par tous les moyens à ceux qui combattent ce plan.

LE P.S. AVEC SAINT-JOSEPH

De notre correspondant

La Gironde est particulièrement bien placée pour mesurer l'étendue de la crise de l'industrie textile. Depuis l'été dernier, Saint-Joseph, une importante entreprise bordelaise de confection, connaissait de graves difficultés. Cette affaire familiale était dirigée par Alain de Naurois, bien connu dans la région bordelaise, mais l'Institut de développement industriel (Idi) y détenait également 15 % du capital. Elle employait 1 006 personnes dont 87 % de femmes, réparties dans des ateliers à Gradignan (banlieue de Bordeaux), Guitres, Sainte-Foy-la-Grande, Podensac et Bazas.

Sur fond de récession générale, une mauvaise orientation de la production et des fautes de gestion ont aggravé la situation des établissements Saint-Joseph qui est devenue très sérieusement préoccupante en juin dernier. Six mois plus tard, c'était le dépôt de bilan. Un plan de restructuration était alors proposé aux syndicats. Il prévoyait 360 licenciements à plus ou moins long terme, le démantèlement de l'entreprise par l'éclatement de celle-ci en quatre sociétés de gérance sans aucune garantie sérieuse pour l'avenir de la société et l'emploi.

Devant l'absence de négociations directes avec les quatre sociétés intéressées par la reprise de Saint-Joseph et ces propositions inacceptables, la très grande majorité des travailleurs a rejeté ce plan. La liquidation est alors prononcée, entrainant le licenciement du personnel. Celui-ci occupe le principal atelier, à Gradignan, depuis le mois de décembre. Il tient à conserver les stocks pour pouvoir négocier avec les pouvoirs publics et d'éventuels acquéreurs.

Mais, le 18 janvier, un commissaire-priseur représentant le syndic a voulu pénétrer dans les locaux pour y prendre des stocks du produit Archimode, un département d'activité appartenant à Saint-Joseph. Sur mandat du personnel, six délégués syndicaux s'y opposent. Moins d'une semaine plus tard, ils sont traduits devant le tribunal des référés. Mais les ouvriers girondins sont présents à ce rendez-vous. Ils viennent tellement nombreux pour assister à l'audience que tous ne peuvent entrer dans la salle. Quelques jours après, le juge reconnaîtra le bien-fondé des revendications des travailleurs.

Néanmoins, le personnel, qui est sans grande tradition de lutte, doit continuer à déjouer certaines manœuvres. Depuis le début du conflit il est victime de « coups bas ». Une fausse circulaire, signée au nom de l'intersyndicale, a été distribuée un jour d'assemblée générale afin de diviser et d'isoler les ouvrières des différents ateliers. Les délégués syndicaux traduits en référé le lundi 24 janvier n'ont été avertis de leur comparution que le samedi seulement. Enfin, les pressions de Léon Gros, P.d.g. des tricots Montagu qui a créé avec l'Idi une S.a.r.l., Bazas-Mailles, s'intensifient. L'industriel a rouvert effectivement l'atelier de Bazas en embauchant seulement une vingtaine d'ouvrières sous contrat déterminé. Mais il exige un déblocage des marchandises stockées à Gradignan pour assurer un redémarrage complet de l'ex-Saint-Joseph.

La fédération du Parti socialiste et les sections locales soutiennent les travailleurs de Saint-Joseph. Une délégation du Conseil général, à la tête de laquelle se trouvait son président socialiste Philippe Madrelle, a tenté de plaider le dossier auprès de Raymond Barre. Elle a été éconduite. Il s'agit pourtant du sort d'un millier de personnes.

J.-P.B.

MALODORANT « DEGRAISSAGE »

Grève aux établissements L'Oréal, à Aulnay-sous-Bois, où les 1 600 salariés s'inquiètent pour leur emploi. La direction de L'Oréal a en effet décidé de réorganiser l'établissement et elle tente de mettre en place plusieurs schémas de réorganisation des services. Malheureusement, chaque schéma comporte, en prime, des réductions d'effectifs.

C'est pourquoi les 60 employées du service clients de L'Oréal-Parfumerie se sont mises en grève, la semaine passée, lorsqu'elles ont appris qu'elles risquaient de n'être bientôt plus que 40 : depuis maintenant dix jours, elles n'enregistrent plus les bons de commande — ce qui prive les clients de toute livraison — et n'encaissent plus les règlements. Une grève de tout le personnel de l'usine, pendant 48 heures, les 17 et 18 février, leur a montré que leur problème concernait tous les employés de L'Oréal. D'ailleurs, un autre secteur, celui de la fabrication (80 salariés), est toujours en grève.

BILAN POUR LA BRETAGNE

« Paris S.a., la plus grosse entreprise de construction de charpentes métalliques de Bretagne, est en plein démantèlement. La direction vient d'annoncer un nouveau projet de licenciement collectif de 100 personnes. Si ce projet se réalise, cette entreprise qui, en 1966, comptait 810 salariés, aura un effectif réduit de moitié en 1977 »... Ainsi, en plusieurs « flashes » réalisés avec la collaboration des fédérations de l'Union démocratique bretonne de Brest et Trégor-Goëllo, « Le peuple breton », dans son numéro de février, fait son bilan mensuel de la santé économique et sociale des départements bretons. Pas de quoi réjouir leurs habitants. Pour plus de renseignements et pour soutenir ce journal qui connaît de grosses difficultés : « Le Peuple breton », B.p. 304 - 29273 Brest Cédex.

LES AVATARS DU " COMPROMIS HISTORIQUE "

Le « « compromis historique » serait-il en difficulté ? En Italie, la question est aujourd'hui posée. En effet, la politique d'austérité prônée par le gouvernement d'Andreotti et appuyée — non sans réserves — par le Parti communiste italien, est loin d'être unanimement admise par les salariés. Les étudiants — comme en 1968 — ont repris le flambeau de l'agitation en occupant diverses universités. Et Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.c.i., l'« inventeur » de la formule, semble lui-même avoir pris quelque distance dans un récent discours adressé aux intellectuels.

En réalité les partis de gauche, communiste et socialiste, dressent aujourd'hui un bilan négatif de l'action du gouvernement Andreotti dont leur abstention a permis la constitution l'été dernier. Ils se rendent parfaitement compte que cette expérience ne peut se prolonger telle quelle sans créer de profonds remous parmi leurs propres troupes. Ce qui peut laisser prévoir, à brève échéance, deux types de situation nouvelle : ou bien les deux partis de gauche abandonnent officiellement leur soutien au gouvernement et celui-ci, minoritaire, est condamné à une existence précaire ou bien la démocratie chrétienne admet la nécessité d'un gouvernement élargi à gauche et s'appuyant sur une nouvelle majorité comprenant le P.s.i. et le P.c.i. On entrerait alors dans une nouvelle phase du « compromis historique ».

Mais qu'est-ce que le compromis historique ? Quelles en sont les bases (historiques) ? Quelle est sa signification profonde ? Bien peu de personnes, de ce côté-ci des Alpes, en ont une idée cohérente. Un livre, « La longue marche » (le P.c. italien), de Marcelle Padovani (Editions Calmann-Lévy), peut permettre de combler ces lacunes.

La correspondante du « Nouvel Observateur » à Rome a restitué tout ce qui, depuis la Libération, a poussé le Parti communiste italien à élaborer, puis à imposer, la formule du compromis historique. Vertu essentielle de l'ouvrage : il s'agit moins d'une défense et illustration de la stratégie du P.c.i. — ou, à l'inverse, d'une attaque en règle — que d'une tentative d'explication. Ce qui permet tout simplement de comprendre. Et, en outre, de suivre le débat suscité par l'adoption du compromis historique aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur d'un des seuls partis communistes qui ne cachent pas l'existence de courants différents en leur sein. Reproche de détail : le titre est trompeur. Moins que l'histoire, la vie ou la réalité du Parti communiste italien, il s'agit de la longue marche des rapports entre communistes et catholiques, du long cheminement qui a mené le P.c.i. des prisons fascistes à l'antichambre du gouvernement, du bannissement à son intégration dans la société italienne dont il est aujourd'hui la force dominante.

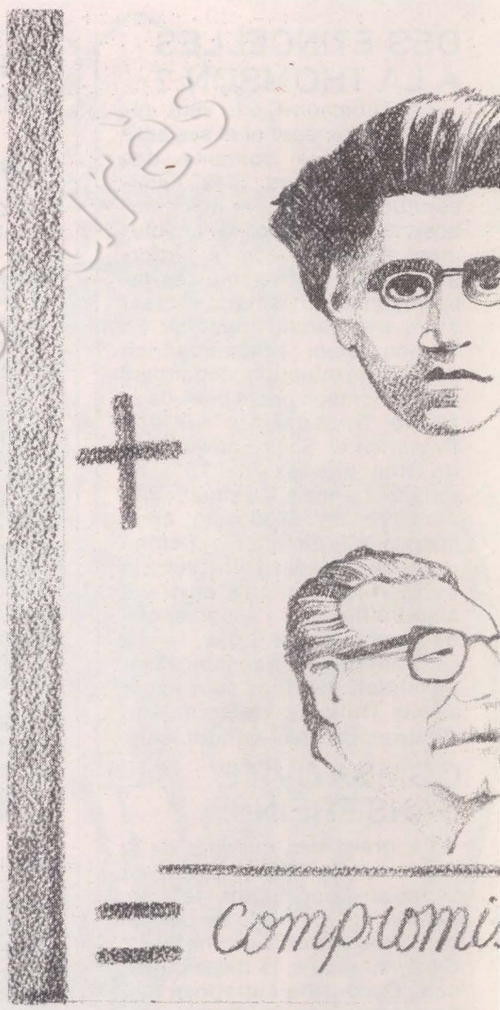
Première difficulté pour un Français voulant comprendre le P.c.i. : la référence au P.c.f. Dans son livre, Marcelle Padovani consacre une place assez importante à la comparaison entre les deux ou plus exactement, ce qui revient au même, à l'histoire de leurs rapports récents. Pour elle, la différence se résume en une phrase : « Le P.c.f. demeure un fort parti ouvrier à psychologie de « contre-société », alors que le P.c.i. est un parti de masse national qui entend tirer le meilleur parti de la société et même de l'adversaire ».

Capacité d'ouverture

L'originalité du P.c.i. se mesure à de multiples niveaux. Depuis les militants peu orthodoxes jusqu'à l'aristocrate solitaire qu'est le secrétaire général du P.c.i., voilà un parti qui présente des candidats indépendants aux élections sans donner l'impression de tomber dans l'opportunisme. Mieux : il prouve ainsi sa capacité d'ouverture. C'est aussi un parti où, dans les écoles de cadres, on fait non seulement la critique du stalinisme, mais encore la critique de la critique qui en fut faite, de façon que les militants apprennent à se faire une opinion personnelle !

Surtout, Marcelle Padovani montre que la politique actuelle du P.c.i., n'est pas le fait d'un brusque revirement : « Dès la Libération, les communistes italiens ne conçoivent pas l'Etat comme un autre monde imperméable et opaque, mais comme un lieu qui offre toutes sortes de possibilités de conquête interne. Il faut que la classe ouvrière, qui se considère dès à présent comme classe dirigeante, puisse faire ses preuves, même dans l'Etat bourgeois. Non par la subversion, le noyautage ou la constitution d'une contre-société, mais en étant là, en cueillant le meilleur de ce qu'offre la démocratie bourgeoise et en posant les jalons pour la future société socialiste, en semant des réformes petites ou grandes car ces réformes ne sont jamais, au bout du compte, totalement mangées par le système ».

L'une des différences essentielles entre l'Italie et la France — donc entre deux P.c. — est le rôle joué là-bas par l'Eglise et par le parti qui la soutient et la représente : la Démocratie chrétienne. Ce n'est pas un mince problème si l'on songe que depuis de longues années, règne à Rome un véritable « Etat D.c. ». C'est peut-être une des lacunes de ce livre, qui n'en parle pas. La Démocratie chrétienne en effet, chaussant les pantoufles du fascisme sans presque rien changer aux structures de l'Etat, s'est emparée de tous les leviers de commande de l'administration et de l'économie. Grâce à ce qu'on appelle la politique clientélaire, elle a échangé des faveurs, des postes contre des voix, des soutiens politiques. Présente partout elle pourrait, même après avoir perdu le contrôle du Parlement, gouverner le pays, ou du moins l'empêcher d'être gouverné.



C'est peut-être pour cela que 51 % des voix ne suffiraient pas à la gauche pour conduire la société italienne vers le socialisme !

Plus question de « manger » les catholiques

Quoi qu'il en soit, les communistes italiens ont depuis longtemps une attitude nuancée vis-à-vis de l'Eglise. Déjà Gramsci défendait les « popolari » — ancêtres de la Démocratie chrétienne — en disant qu'ils avaient introduit la solidarité et le besoin d'association dans les masses paysannes là où le socialisme n'avait pas, à l'époque, les moyens de le faire. Mais il gardait l'espérance qu'un jour les socialistes pourraient « manger » les catholiques. Les temps ont changé. S'il n'est plus question aujourd'hui de « manger » les catholiques, il ne faut pas négliger la résonance profonde du compromis qui leur a été proposé. Le peu d'écho



de la menace d'excommunication des candidats chrétiens sur les listes communistes en 1976 en est un bon indice.

Enraciné dans la tradition du P.c.i., explicable en raison de l'importance de l'Eglise et des chrétiens, le compromis historique a pris toute sa dimension après un événement extérieur : la chute d'Allende. Si la mort du « compañero presidente » nous a tous frappés, peu d'hommes politiques de gauche ont autant réfléchi sur sa signification, ont tenté d'en tirer les conséquences, que Berlinguer. Mais rappeler que ce dernier est l'héritier d'une longue tradition de recherche théorique ne suffit pas...

Berlinguer a maintes fois répété que sa proposition frisait la provocation. C'est l'effet qu'elle a eu à l'intérieur du Parti. Un effet salutaire dans la mesure où elle a ravivé la discussion. Cette mini-révolution culturelle a « contraint le Parti à faire de la politique au lieu de se réfugier dans l'anathème, le sectarisme et les invectives inutiles ». Le débat fut d'une richesse à faire rêver le militant français : l'ensemble d'un parti s'interrogeant sur la démocratie et ses rapports avec le socialisme étant, ici, chose rare.

« Il n'y a pas de frontière nette, pour le P.c.i., entre capitalisme et socialisme : l'évolution internationale de ces dernières années lui fait plutôt concevoir une société en phase de transition continue du capitalisme vers le socialisme ». Reprenant le concept d'hégémonie chez Gramsci, le P.c.i. en est venu à formuler « une stratégie de réformes qui rendent inséparables réforme et révolution ». Cette stratégie de marche vers le socialisme tient compte des apports d'une composante chrétienne et d'une composante socialiste dont les communistes doivent reconnaître la valeur, surtout dans le domaine des libertés. Au point qu'aujourd'hui il est courant d'entendre dire en Italie que les libertés bourgeoises sont considérées comme indissociables du socialisme. Il faut, peut-être, avoir connu le fascisme pour dire cela tout simplement. Mais l'avancée théorique ne va pas sans risques, dont le plus redoutable est de « réussir à noyer le conflit sans réussir à le dépasser ». Le succès de la formule repose sur une série de « paris » que Marcelle Padovani tente de cerner.

En premier lieu, le compromis historique conduit le P.c. à « temporiser », à ménager une D.c. malade. Si les militants comprennent la nécessité du dialogue avec les masses populaires chrétiennes, ils renâclent devant ceux de leurs dirigeants qui en sont arrivés à prôner le « non-changement » au sein de la Démocratie chrétienne. N'est-ce pas là un des dangers essentiels que ce rapport d'institution à institution, de hiérarchie à hiérarchie ? Mais semer le désordre chez le voisin n'est-ce pas, par contrecoup, risquer de semer le désordre dans son propre camp ?

Une série de paris

Deuxième piège : la pratique de la démocratie à venir. Bien sûr, des propositions existent. Qu'il s'agisse de la démocratie mixte, mélange de délégation et de démocratie directe, ou de la démocratie de base que défend le président de l'Assemblée nationale, Pietro Ingrao. Pour lui, « en l'absence d'un (vrai) processus d'autoorganisation des masses, même le Parlement le plus avancé peinera à produire une synthèse démocratique dans une société aussi riche et contradictoire que la société italienne d'aujourd'hui ». Car il reste un « dernier piège » : pour être enrichissant, le compromis historique implique la « confrontation de trois monolithismes givrés par l'Histoire » : le chrétien, le socialiste et le communiste. Le P.c.i. lui-même, qui est déjà une institution, ne risque-t-il pas de devenir un « establishment » ?

Le livre est passionnant comme est passionnante la longue marche du P.c.i. lui-même. Il lui manque pourtant ce qui est, à notre avis, un aspect essentiel de la pratique quotidienne des communistes italiens. En effet, le compromis historique ne se limite pas à une proposition de dirigeants, à une démarche au sommet. Quotidiennement, les communistes italiens essayent de mettre en place ce qu'ils appellent le « protagonisme de masse » : la prise en main par les Italiens eux-mêmes, et dès aujourd'hui, de tout ce qui peut leur permettre de façonner leur destin. Prise en main qui se fait sans exclusives, en collaboration avec toutes les personnes concernées, « jusqu'aux jeunes fascistes non militants », me disait le dirigeant d'une association de chômeurs calabraise.

C'est cette pratique de masse qui donne toute sa richesse au P.c.i. C'est elle qui manque sans doute au P.c.f., mais aussi à l'ensemble de la gauche française. Ne nous y trompons pas : le compromis historique, dans son effort de réflexion dialectique et dans sa relation, également dialectique, à une pratique de masse, est un défi non seulement pour nos camarades communistes, mais pour nous tous.

FRANCIS PISANI

Internements arbitraires

DES GOULAGS CHEZ ROYER ?

Le Dr. Henri Petitot a comparu devant le tribunal correctionnel de Tours, le 17 février, sous l'inculpation de « détention illégale ». Jusque-là, les plaintes pour internements abusifs en hôpital psychiatrique aboutissaient devant de simples tribunaux administratifs, lesquels se prononcent sur les mémoires écrits des parties en présence. Ce n'est donc pas une mince victoire pour Eric Burman que d'avoir obtenu ce chef d'inculpation à l'encontre du docteur Petitot. Celui-ci était sous-directeur de l'hôpital Bretonneau de Tours lorsqu'en octobre 1970, au soir d'une manifestation de soutien à Alain Geismar, la politique a conduit Eric Burman, jeune électricien d'extrême gauche, à Bretonneau.

Burman y fut aussitôt interné dans le service psychiatrique du Pr Sizaret. Malgré ses protestations, il ne put obtenir la moindre explication sur les causes de sa présence à ce service. Il ne put pas davantage savoir sous quel statut il était interné. Sans l'appui efficace d'amis agissant pour obtenir son transfert, Burman, enfermé, drogué de médicaments et isolé de l'extérieur, n'aurait probablement pas pu quitter le service du Pr Sizaret, comme il l'a fait, onze jours après y avoir été admis.

L'internement des malades mentaux est régi, en France, par la loi du 30 juin 1838. Aussi insatisfaisante soit-elle, cette loi reste la base juridique de la législation psychiatrique et devrait présenter un minimum de garanties contre l'arbitraire et les internements abusifs. Du moins en principe...

La loi de 1838 prévoit deux modalités d'internement. Le placement d'office est ordonné par l'autorité publique à l'encontre de personnes dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sécurité des personnes. En revanche, le placement volontaire d'un individu est effectué à la demande d'un tiers, membre de la famille ou proche voisin. Il doit être accompagné d'un certificat médical détaillé précisant la nécessité de maintenir l'individu interné en milieu psychiatrique. Toutes les pièces produites doivent figurer dans le bulletin d'entrée de l'individu qui sera envoyé sous 24 heures, avec un certificat du médecin de l'établissement, au préfet ou au sous-préfet. Celui-ci en avisera les procureurs de la République de l'arrondissement du domicile de la personne internée et de l'arrondissement du service psychiatrique interessé, sous trois jours.

Il existe une troisième modalité, dite placement libre, qui ne relève pas de la loi de 1838. Elle permet à toute personne qui désire suivre un traitement psychiatrique, de se faire soigner dans un centre spécialisé dans des conditions identiques à n'importe quelle hospitalisation. Cela veut dire, en particulier, qu'elle est libre de ses allées et venues et peut décider d'interrompre son traitement quand bon lui semble.

Trois autres victimes

Dans le cas de Burman, on ne peut pas parler de placement d'office et pas davantage de placement libre, puisqu'il a été retenu onze jours contre sa volonté. S'agissait-il donc d'un placement volontaire ? Aucune des garanties prévues par la loi — demande émanant d'un tiers, certificat médical détaillé stipulant la nécessité de l'internement, envoi au préfet du bulletin d'entrée sous 24 heures — n'a été respectée. Et, qui plus est, on a fait signer sa demande de placement volontaire à Burman lui-même, le jour de sa sortie et non à sa date d'admission, le 21 octobre 1970.

Cette violation caractérisée de la loi a donc permis à Burman de porter plainte avec constitution de partie civile et d'obtenir l'inculpation du Dr Petitot pour « détention illégale ». Mais pourquoi le Dr Petitot et non pas le Pr Sizaret, chef du centre psychiatrique ? Comme l'a dit Me Cauchon, avocat de Burman, « on est tenté de considérer que le Dr Petitot est un lampiste. La responsabilité du Pr Sizaret paraît plus grande ». Après l'audition du Dr Petitot, Me Cauchon a pu relever que ce dernier, s'il dirigeait de nombreux services, ne contrôlait pas ce qui s'y passait. Il a rejeté l'argument curieux selon lequel le non-respect de la loi dans ce service psychiatrique pourrait s'expliquer par la volonté d'humaniser cette vieille loi. Le procureur a admis de son côté le caractère grave de la faute qui la rend détachable du service et permet de poursuivre personnellement le Dr Petitot. Devant cette violation flagrante de la loi, il a demandé que soit prononcée une condamnation significative couverte, de toute façon, par l'amnistie de 1974.

Le procureur a également tenu a souligner qu'il n'existe pas de «goulag » à Tours. Cette précision n'a pas convaincu les gens du Collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire. Pour le collectif, le cas Burman n'est pas un cas isolé dans la ville. Ainsi Sylviane Bouchoucha, jeune Algérienne de 27 ans, a-t-elle été retenue plus de trois semaines contre son gré dans le service du Dr Etienne, au printemps 1976. A sa sortie, obtenue non sans mal grâce à ses vives protestations et aux efforts de sa famille, l'administration de l'hôpital a tenté en vain de lui faire signer une demande de placement volontaire, devant témoins.

Ainsi encore le cas de Blériot, agriculteur de 69 ans, interné depuis près de trois ans dans le service du Pr Sizaret contre son gré. Lorsque, après deux années d'internement, Blériot a écrit à un avocat pour en appeler à la Justice, l'administration hospitalière a fait rédiger par l'épouse du malheureux une demande de placement volontaire à laquelle a été joint un certificat médical d'un médecin attaché de consultation à l'hôpital. Dans la plus parfaite illégalité, une fois de plus. Et Blériot, qui a finalement réussi à porter plainte avec constitution de partie civile, continue d'être interné.

Dernier cas connu, pour l'instant : celui de Jacques Fior. Séquestré pendant trois jours et demi dans le service du Pr Sizaret, Jacques Fior avait été interné sans demande de placement volontaire ni certificat médical. Cela fut régularisé... après la sortie de Fior qui a obtenu l'inculpation du Dr Clément, médecin qui a rédigé a posteriori ce certificat médical. Le Pr Sizaret devra être entendu dans le cadre de l'information ouverte, non sans problèmes, après la plainte de Fior.

La multiplicité de ces cas, même s'ils restent limités en comparaison des milliers de personnes internées en psychiatrie, a quelque chose d'inquiétant. Pour un Burman qui se bat pendant des années afin d'obtenir justice, combien se résigneront, dont il y aurait peut-être autant à dire ?

En tout état de cause, les libertés prises à Tours avec la loi de 1838, quelles qu'en soient les raisons, apparaissent bien trop fréquentes. Il n'est donc pas possible, comme a essayé de le faire l'avocat du Dr Petitot, de réduire cette pratique régulière à un simple « raté » administratif. Ni de prétendre que c'est une bavure purement formelle. Car sous couvert de ce refus de « formalisme » il a été porté atteinte à la liberté individuelle qui est, elle, constitutionnelle.

JEAN-LOUP REVERIER

Petites annonces

Nous venons d'éditer un index alphabétique des articles parus dans « l'Unité » pendant les années 1975 et 1976. Il sera envoyé à tous ceux de nos abonnés qui en feront la demande en joignant 2 F en timbres et la bande d'abonnement.

●

Ville de la banlieue parisienne recherche pour assurer la direction d'une association syndicale chargée de gérer les parties communes d'un ensemble immobilier de 3 000 logements un directeur possédant une bonne formation technique et administrative (niveau ingénieur des Travaux publics). Rémunération de début : 50 000 F annuels.
Ecrire au journal — 12, Cité Malesherbes 75009 Paris, qui transmettra.

●

Pour des relations internationales « tous azimuts », pourquoi pas l'Esperanto ? Renseignements : Fédération espérantiste du Travail 179, rue Ordener 75108 Paris.

●

Parti socialiste
recherche secrétaire
steno-dactylo (3/4 temps)
Tél. : 878.40.73. (Poste 68).

LES " BLANCHISSERIES " DE L'ARGENT

Le ministère de l'Intérieur vient de retirer leur agrément aux nommés Baille et Porte, respectivement directeur général et directeur des jeux du casino de Divonne-les-Bains — ce qui veut dire interdiction pour eux de toute activité contrôlée par la police des jeux — en même temps qu'ils sont inculpés par le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse. Cela pour un incident, une bêtise : Baille et Porte avaient fait verser un gain à la roulette d'un montant de 1 270 000 francs lourds à un certain S. qui, après encore quelques parties, avait passé la frontière suisse avec 1 700 000 francs. Le plus étrange étant que le 32 n'était nullement sorti et que les croupiers ne s'étaient exécutés que sur ordre insistant de leurs patrons.

Voilà qui ne va pas modifier la réputation bizarre, bizarre, bizarre d'un établissement qui se situe en n° 1 français avec une cagnotte de 80 millions et 10 % du marché à lui tout seul. Depuis sa création en 1954 par l'ancien secrétaire d'Etat Marcel Anthonioz, le casino de Divonne a grimpé en flèche : à cause de la proximité de la frontière suisse, qui offre à 3 km de là l'aéroport de Genève-Cointrin et l'occasion de... toutes les évasions. Le livre extrêmement informé que James Sarazin vient de publier aux Editions Alain Moreau, « Dossier M comme milieu », ne s'embarrasse pas de périphrases : « Pour bien des policiers, l'argent des grands hold-up de la région lyonnaise a accompli un stage de recyclage à Divonne-les-Bains... Bien entendu, les détenteurs de cet argent ne jouent pas pour gagner. Ils changent l'argent mal acquis en plaques, serpentent quelque temps autour des tables et se font remettre en argent « propre » leur revenu en fin de soirée... »

Appris au Sac

Voilà l'une des manières élégantes de « blanchir » un bien mal acquis qui ne profite jamais... si du moins on ne le « recycle » pas. Ainsi le produit conjugué de la prostitution, de la drogue, du racket et des hold-up est-il mis à l'abri des curiosités du fisc et des diverses polices.

Tout le monde ne peut pas, comme tel « roi du flipper », se jouer des frontières, grâce à un avion privé et des amis bien placés. Le plus simple est alors de truquer dès le départ ; mais cela demande du génie, comme c'est le cas pour les meilleurs des « ferrailleurs » aux comptabilités truquées qu'évoque Sarazin. Dans son haras ou dans sa villa avec parc et deux piscines, par exemple, le Corse de Lyon Fernand Recchia appelle son avocat Joannès Ambre dès qu'on doute que seule la récupération des métaux enrichit. L'essentiel, c'est de pouvoir, au bout du compte, arguer de « moyens financiers parfaitement clairs », comme dit le même Me Ambre d'un autre de ses clients, Nicolas Caclamanos, alias Nic le Grec. Grâce à la promotion immobilière, jure-t-il depuis sa villa en Espagne où il a pris — à 47 ans — une retraite bien méritée, après avoir notamment possédé un morceau du casino de Charbonnières.

L'immobilier constitue en effet un paravent en or pour les bénéfices, par exemple du proxénétisme et de la carambouille : tel est le cas de Louis, probable futur « parrain » de la capitale, dont les deux filles ignorent tout de ses activités réelles. Cas également des fameux frères Zemmour, qui « placent dans la pierre » aussi bien sur les Champs-Elysées qu'à Montréal ou en Israël. Les mêmes créent autant de sociétés de tous ordres qu'ils ont besoin de couvertures : c'est une technique dont Sarazin affirme que ces truands l'ont apprise au Sac — on se souvient aussi de l'Etec de Charly Lascorz — à qui les Zemmour ont rendu bien des services pendant la campagne électorale des présidentielles, en 1965.

La manière la plus répandue de « nettoyer » l'argent illicite reste cependant liée à la propriété d'établissements de plaisirs mineurs et de jeux majeurs. Cabarets, salles de spectacles, commerce de flippers sont d'incontrôlables labyrinthes.

« Troubles électoraux »

Du côté des hippodromes, les choses vont bien aussi. Les chers chevaux ! Non seulement « l'héroïne devient un placement plus aléatoire que le P.m.u. », selon l'expression de « Dossier M comme milieu » — qui cite l'exemple de haras normands détenus, grâce à des prête-nom, par des gangs — mais encore cette intervention du milieu ne peut que favoriser le truquage des courses : depuis quelques mois, un entraineur-escroc prépare en secret des chevaux qui, longtemps maintenus dans l'anonymat des haras atteignent des cotes fantastiques lorsqu'on les sort au bon moment et qu'ils gagnent. Pour s'être sans doute mêlé de trop près à cette combine, l'ancien driver Jacky Imbert, déjà spécialiste en tiercés truqués, s'est fait truffer de balles le 2 février... Aujourd'hui, une nouvelle mafia a mis la main sur les champs de courses.



Surtout, les gains sur les pelouses justifient tout. Le racketteur et souteneur Roger Lentz, par ailleurs agent occasionnel du Sdece, explique ainsi un train de vie peu compatible avec son état officiel de chômeur. C'est aussi parce qu'il a « de la chance au jeu » qu'en 1964 le nommé Marius Bertella avait payé cash les 3 millions de l'aménagement d'un haras dans l'Orne, avec surveillance des boxes par circuit télé. L'argent ? Il venait du casino. Bertella, que sa fiche de police présente comme racketteur, chef de la célèbre « bande des Trois Canards », et organisateur de « troubles électoraux » — on devine au service de qui — a décidément réponse à tout !

Car les casinos constituent un autre inattaquable alibi. Est-ce pour cela que de très particuliers chefs d'entreprise ont tenté de s'en assurer le contrôle ? Comme ce protégé de l'ancien député U.d.r. d'Ajaccio, Jean Bozzi, un certain Jean-Dominique Fratoni, à qui l'on confia les tables du Ruhl de Nice. Ce fut l'aube d'une guerre des casinos de la Côte : en juillet 1975, des groupes organisés iront faire « sauter la banque » du Palais de la Méditerranée, puis celle du casino de Menton... que Fratoni rachètera. Mais une association avec Alain Delon ne suffira pas à empêcher le plongeon du Ruhl, cependant qu'on s'aperçoit que 45 millions du capital initial ont disparu en moins de deux ans !

Voyez aussi Daniel Boggia, truand lyonnais de haut vol qui avait réussi à intéresser la Mafia américaine à un immense « complexe de loisirs » axé sur le jeu, qu'il voulait édifier à Biarritz. Ce spécialiste de trafics divers (femmes, devises, stupéfiants) avait même eu, en 1972 et 1973, la joie de recevoir sur place Frank Sinatra, toujours intéressé par les initiatives de la Cosa Nostra. Dommage alors, pour Boggia, de mourir à 31 ans d'une balle dans la nuque, juste au moment du procès du Fetich's Club auquel le juge Etienne Ceccaldi faisait comparaître le Corse de Lyon...

Plus commodes encore : les cercles de jeu (18 à Paris). Ce sont des associations loi de 1901 sans but lucratif (sic), ne payant aucun impôt sur les bénéfices (théoriquement inexistants — en fait le rapport annuel s'élève au moins à 30 % nets) et qui sont en outre bien moins surveillés que les casinos. Tout alors devient possible à des patrons de cercle comme Marcel Francisci, ancien conseiller général gaulliste, ami d'Alexandre Sanguinetti et de Bozzi, repéré par le F.b.i. entre autres activités comme importateur de morphine-base. Ou comme l'ancien commissaire Blémant, ou Youssef Khaïda, ou Antoine Peretti, ou Baptiste Andréani, ex-trafiquant de piastres et grand copain de notables U.d.r. Trop d'intérêts contradictoires qui déclenchent, un jour de février 1962, une « guerre des cercles » jetant ces hommes les uns contre les autres, dans une vaste débauche de cadavres qui durera plus de 7 ans, avant qu'intervienne une personnalité de la majorité.

Le « blanchissage », ainsi, coûte parfois cher... Et quelques belles pages du livre de Sarazin en convainquent vite : ni le Sac, ni la D.s.t., ni le Sdece n'en sortent, eux, blanchis.

SERGE RICHARD

LE VIRUS ASTRONOMICUS

Il y a bien longtemps, l'homo sapiens commença à regarder le ciel. Et, de cette contemplation, naquirent les premières questions, les éternelles : qui est l'homme ? D'où vient-il ? Où va-t-il ? Sans doute, si notre planète était enrobée d'épais nuages cachant les étoiles à nos regards, la face de la civilisation en serait-elle changée...

L'astronomie, c'est-à-dire l'étude de cet univers mystérieux, est restée pendant des siècles une branche fondamentale de la science, confondue à l'astrologie, aux mathématiques et à la philosophie. De tout cela, il ne reste aujourd'hui chez nos contemporains qu'une maigre connaissance : à peine le Français moyen sait-il situer la Grande Ourse ou reconnaître le premier croissant de la Lune... Et pourtant, qui n'a pas été émerveillé, au moins une fois, par la splendeur d'un ciel étoilé ?

Ils sont quelques milliers en France à avoir poussé plus loin ces premiers émerveillements souvent emportés par la passion. Très peu deviennent professionnels : il faut aujourd'hui de sérieux diplômes. Mais l'astronomie recueille de plus en plus d'amateurs saisis par le « virus astronomicus ».

Dans la nouvelle génération, ce sont souvent les développements de l'astronautique et la conquête de l'espace qui amènent les jeunes à s'intéresser à l'astronomie. Chez leurs aînés, ceux qu'ils viennent aujourd'hui consulter, tout avait souvent commencé par un livre. De nombreuses vocations, en France comme à l'étranger, ont été suscitées par la célèbre « Astronomie populaire » de Camille Flammarion. Ensuite, on essayait de se fabriquer une lunette, avec un tube en carton, un verre presbyte de grand-mère et une loupe. Sur les cratères de la Lune et les satellites de Jupiter, on exerçait leur regard. Après, on entreprenait de se construire un télescope. En général, à ce stade, il est trop tard : le microbe s'est emparé de l'amateur, prêt à tout consacrer à sa passion.

Aujourd'hui, les étapes ne sont guère différentes. Une émission de télévision, comme celle diffusée par F.r.3 le vendredi soir et le dimanche après-midi, peut jouer le rôle de Camille Flammarion et déclencher des vocations. Depuis une dizaine d'années, les clubs d'astronomie se sont multipliés en France. On y vulgarise la science même si, dans la majorité des cas, on y observe peu.

Ceux qui sont mordus

C'est ce que regrette Daniel Payrault, un pionnier puisqu'il a fondé le club de Vélizy il y a douze ans. Barbe brune, accent parisien, décontraction, la quarantaine insoupçonnable, il a l'enthousiasme juvénile des vrais amateurs, ceux qui aiment. Dans son appartement apparaissent toutes ses passions : des minéraux dans une vitrine éclairée, de quoi faire de la musique, un laboratoire photo, toutes sortes d'appareils électriques, une planche à dessin, des toiles sur les murs où il cherche des effets de matière, une cuisine de cordon bleu et, bien sûr, des lunettes, des télescopes, des tas de photos du ciel.





Queue devant le Palais de la Découverte, à Paris.

Payrault, aujourd'hui informaticien, s'est spécialisé dans l'astrophotographie. Pour cela, il a inventé et construit plusieurs machines : on y fixe des appareils de photo qui, animés par un petit moteur électrique, vont tourner pour compenser exactement la rotation de la terre. Ainsi peut-on prendre des photos d'étoiles, avec des temps de pose compris entre vingt minutes et une heure et quart.

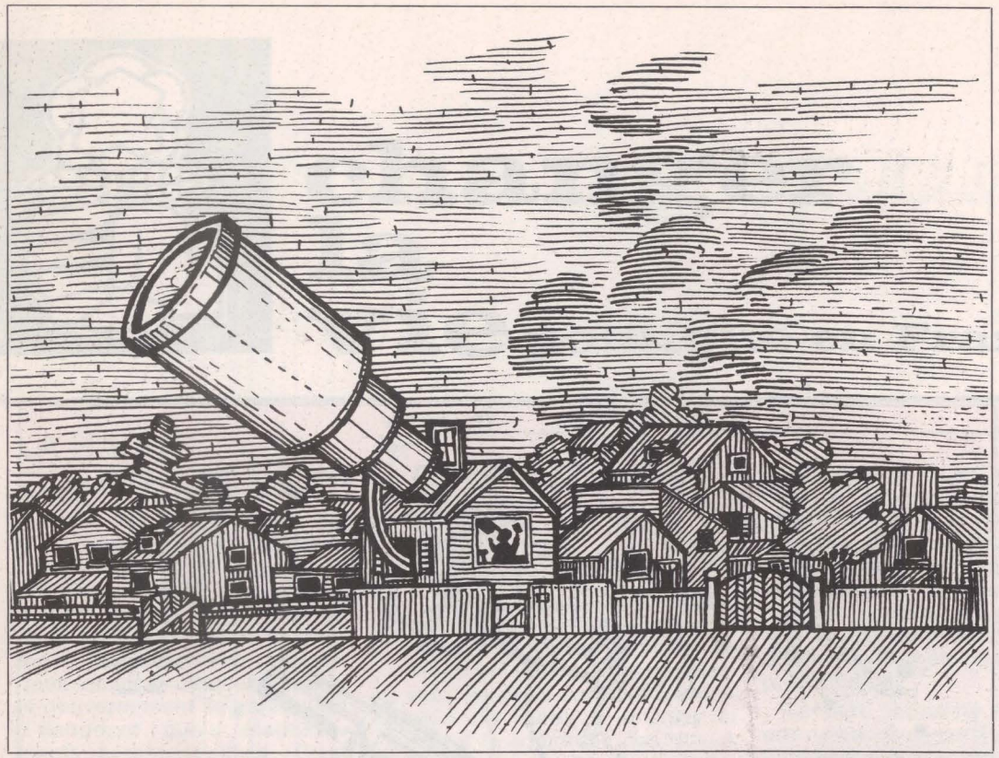
A neuf ans, Payrault avait lu dans un livre de distribution des prix que « le soleil maigrit réellement de 3 millions de tonnes par seconde »... Plus tard, comme tous les mordus par le microbe, il a cherché à faire partager sa passion. Son club, il a réussi à le monter après avoir « cassé les pieds » du maire de Vélizy pendant quatre ans, obtenant ainsi un télescope de qualité et une coupole d'observation. « Si c'était à refaire, je choisirais d'équiper un camion, ce qui permettrait d'aller à 50 ou 60 km de la ville, on observerait mieux ! » Puis, submergé par les tâches administratives, il a préféré quitter le club et travailler au Palais de la découverte.

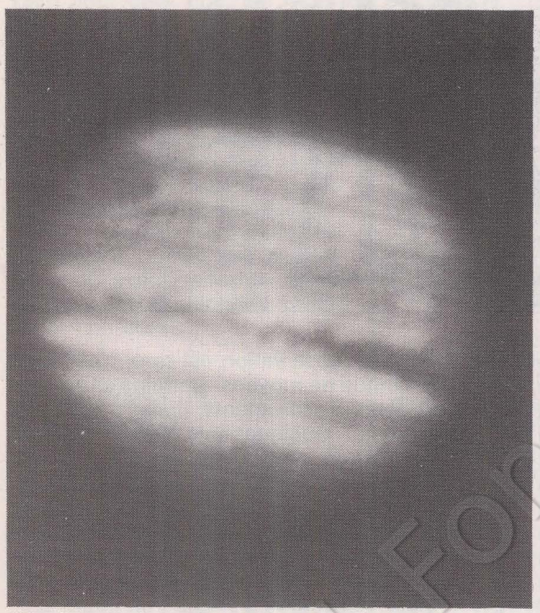
Fabriquer tout soi-même

Payrault recommande à tous de ne pas acheter d'instrument, de tout fabriquer soi-même. Car, pour obtenir un télescope de bonne qualité, il faut le payer très cher. Ainsi, depuis six mois, il conseille un jeune garçon de 14 ans dans la construction de son télescope ; le tout par lettres et par téléphone... Lui-même a mis six ans à construire le sien et il met en garde contre la maladie qui consiste à vouloir construire toujours plus grand : « On passe son temps à construire, pour ne jamais observer ».

Car observer, c'est le grand plaisir de l'astronome, mais c'est difficile. Pendant des années, Payrault s'est levé toutes les nuits vers deux heures moins le quart pour se recoucher deux heures après et se relever le matin pour gagner sa vie. Son ménage en a sans doute souffert, même si Payrault ne voit pas dans sa passion la seule cause de son divorce.

« Tout cela, c'est parce que je ne voyais jamais de belle nuit. A Paris, il n'y en a plus. Ainsi, l'observatoire de Meudon ne travaille que sur le soleil ; dans ce domaine, la pollution aide, au contraire ». Maintenant,





Cliché de Jupiter pris par Georges Viscardy en novembre 1976.



Observation sur les Grands-Boulevards.



Daniel Payrault.



Payrault préfère prendre chaque année un mois de congé sans solde qu'il passe dans la Creuse à observer du soir au matin. Le reste de l'année, il dépouille les résultats de ce mois « sur le terrain », il écrit des rapports et, en particulier, une série d'articles destinés à aider ceux qui voudraient se lancer dans l'astrophotographie. En la matière, « chacun a ses petits secrets et, avant de commencer la photo, il faut lire une centaine de livres »...

Le spécialiste de Jupiter

L'histoire de Georges Viscardy est totalement différente de celle de Payrault. Elle est aussi parfaitement exceptionnelle, puisque Viscardy travaille en professionnel. Mais gratuitement, en gagnant sa vie comme cadre dit « supérieur » à Monaco. La soixantaine gaie et replète, il a la gentillesse, la calvitie et la physionomie de Rostropovitch — grand amateur de musique, il a d'ailleurs été chanteur d'opéra.

Au contraire de la majorité de ses condisciples, lui sait ce qu'est une belle nuit. Dans son nid d'aigle, près de Nice, il en compte au moins 280 par an... Mais un tel privilège a été gagné à force de persévérance. Insatisfait par le petit observatoire qu'il s'était monté à Monaco, il a cherché pendant deux ans le coin idéal, sortant toutes les nuits avec son télescope. Il a trouvé le micro-climat, sans turbulence atmosphérique, qui lui permet d'obtenir des images stables. Au sommet d'une colline, à Saint-Martin-de-Peille, il a acheté deux hectares de terrain, sûr ainsi que personne ne viendrait s'installer à proximité et qu'aucune lumière ne viendrait troubler ses observations.

C'était en 1954 et, pour construire son observatoire et la petite maison bâtie autour, il a monté lui-même l'eau à dos de mulet...

Viscardy aurait dû être astronome professionnel, comme il en avait l'intention avant qu'éclate la guerre. « Mais cinq ans d'interruption, c'était trop ». Son rêve, il l'a donc réalisé à force de sacrifices, financiers en particulier. Ainsi, le dernier télescope de 620 mm qu'il a acheté coûte environ 300 000 francs... Récompensé, il l'est, puisqu'il travaille pour le centre de documentation planétaire de l'Union astronomique internationale, à Meudon. Connu comme un spécialiste de Jupiter parce qu'il a été le premier au monde à photographier une rotation complète de cet astre, soit 680 clichés pris pendant 9 h 55 par une glaciale nuit de novembre, Viscardy étudie aussi bien Mars que Vénus ou Saturne, selon les travaux que lui commande Meudon. Ainsi, dans quelques jours, il va « attaquer » Saturne...

→

LE VIRUS ASTRONOMICUS

Dans l'aventure, Viscardy laisse beaucoup de ses forces : depuis 30 ans, il dort environ 3 heures par nuit. Il travaille de 9 heures du matin à 7 heures du soir à Monte-Carlo et observe la nuit à Saint-Martin-de-Peille. Sa vie privée, non plus, n'a pas toujours été facile. Seule sa troisième femme a réussi à accepter totalement sa passion, y participant, même si elle se sent très dépassée...

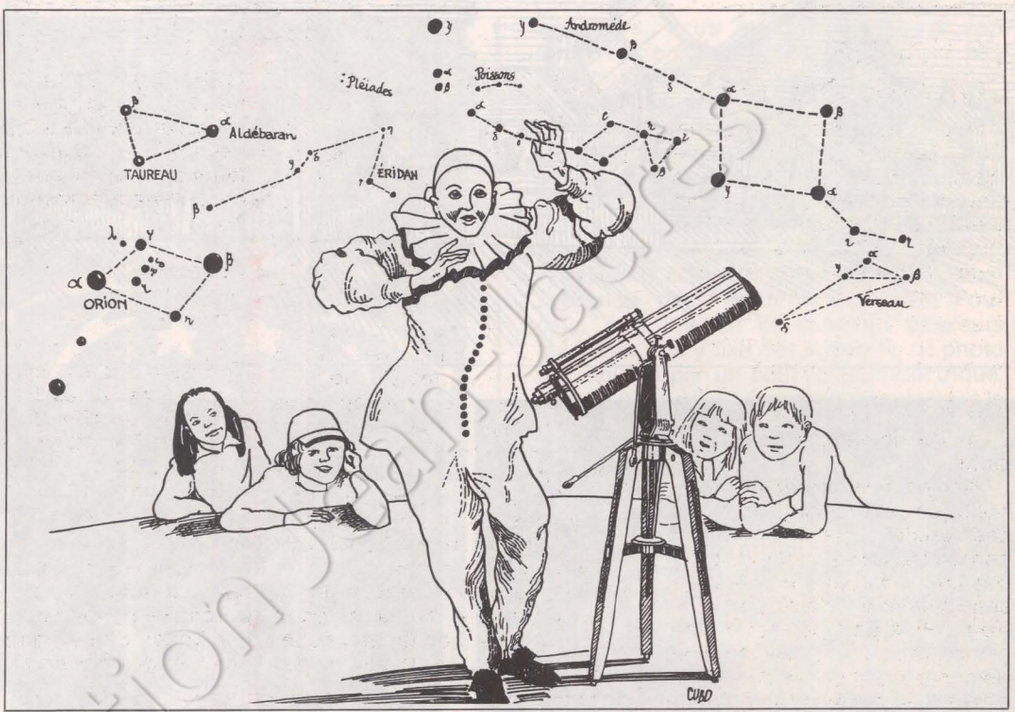
« Je suis un fou lucide », dit Viscardy en riant. Une belle définition puisqu'il avoue : « Si c'était à refaire, je ne le ferais pas », tout en reconnaissant que l'astronomie lui a permis de sortir d'une ambiance de travail banale et médiocre. Payrault, lui aussi, raconte que sa passion, plusieurs fois, lui a redonné le goût de vivre.

Les « amateurs » se heurtent donc tous à ce problème : concilier l'astronomie et la nécessaire recherche du pain quotidien. Pourtant, Payrault préfère sa position actuelle qui lui permet d'étudier ce qu'il veut, au moment où il le veut. Quant à Viscardy, il dit : « Mon verre est petit, mais je bois dans mon verre. Je préfère, au fond, ne pas être subventionné même si beaucoup de monde défile chez moi, même des professionnels, à cause de la qualité de mon ciel et de mes instruments ».

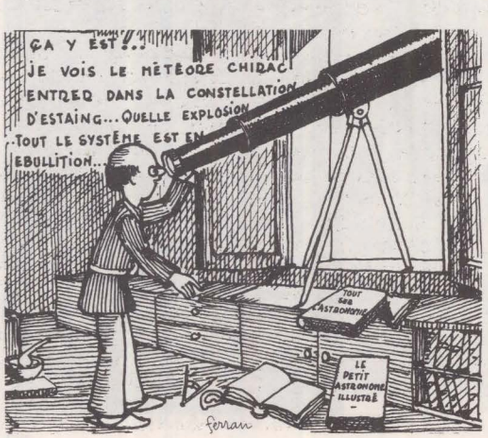
D'autres amateurs ont résolu le problème en cessant d'observer. Car, dans une ville, il faut attendre au moins trois heures du matin pour que les lumières commencent à s'éteindre, en espérant que les phares d'une voiture, balayant le ciel, ne vont pas compromettre une photo. Ceux qui ont abandonné se consacrent surtout à la vulgarisation, première tentation de tout astronome amateur. Il suffit de posséder une lunette pour désirer que les copains y jettent un œil. Viscardy, lui aussi, a été atteint de prosélytisme et a fondé en 1960 l'association franco-monégasque d'astronomie qui a aujourd'hui 500 membres. Mais on ne peut tout faire et, pour conserver un peu de vie personnelle, il a dû s'en dégager.

« On est bien peu de chose»

Payrault, lui, consacre à la vulgarisation une grande part de son temps d'astronome. En particulier au camp de La Courtine, dans la Creuse, où il part avec deux astronomes du Palais de la découverte. Là, pendant un mois, les jeunes travaillent toutes les nuits — sauf le 14 juillet, à cause des feux de Bengale ! — interrompus seulement par l'arrivée de la pleine lune. Dans la nuit, une atmosphère chaude se crée. Chacun se confie et philosophe, après l'inévitable « On est bien peu de chose ». Quand on parle en milliards d'années...



Il y a aussi une autre forme d'astronomie populaire, beaucoup plus répandue. Dans les clubs, quelqu'un explique : « Si vous regardiez dans la lunette, vous verriez... » Il est vrai que, souvent, les jeunes viennent dans un club parce qu'ils ont des problèmes familiaux, que ça va mal chez eux. Ils tiennent plus à parler qu'à vraiment faire de l'astronomie. Il est vrai aussi que les belles nuits sont rares, surtout au nord de la Loire et que les parents ne tiennent pas trop à voir leurs enfants se passionner pour l'astronomie. Dans certains cas, la découverte de l'astronomie peut entraîner un regain d'intérêt pour les maths ou pour les sciences ; le plus souvent, pourtant, les mordus considèrent ce qui se passe à l'école comme particulièrement ennuyeux et perdent tout goût pour le travail scolaire.



Mais, si l'observation est rare, c'est aussi par manque de moyens. Certains clubs sont bien dotés d'instruments, mais ils sont peu nombreux. Quelques-uns bénéficient de subventions communales, d'autres de cadeaux d'entreprises locales. Gérard Oudenot, astronome au Palais de la découverte, initiateur du Club Jean-Perrin et du camp de La Courtine, regrette surtout que l'astronomie reste accessible à un petit nombre seulement.

Selon lui, il faudrait d'abord enseigner l'astronomie au lycée, comme une matière de découverte. « A partir du visuel, on peut apprendre beaucoup ; il n'est pas nécessaire de couvrir les tableaux noirs de formules mathématiques ». Oudenot voudrait aussi que se multiplient des centres ouverts au public pour observer le ciel. Ce n'est pas un gros investissement : au Palais de la découverte, 120 000 à 130 000 francs suffiraient pour quelques petits instruments.

Car la culture, ce n'est pas seulement la littérature, le spectacle ou la télévision. La culture ouverte, ce pourrait être aussi la possibilité pour qui en a envie de jeter un œil dans un télescope, d'apprendre à regarder le ciel, de comprendre les théories de l'univers. Les animateurs existent aujourd'hui ; cela ne coûterait pas si cher et pourrait être pris en charge facilement par le ministère de la Culture, si ce ministère avait un budget digne de ce nom. Mais certains préfèrent enfermer la culture dans une grande maison plutôt que de la laisser s'épanouir à ciel ouvert.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

changer la vie politique en France

LA HACHE CONTRE LES I.U.T.

Selon des rumeurs diverses, Alice Saunier-Seïté s'apprêterait à supprimer, à partir de la rentrée prochaine, un certain nombre de départements d'Instituts universitaires de technologie. Naturellement, à quelques semaines des municipales, le gouvernement se garde bien d'annoncer quels établissements seront touchés. C'est bien pour cela, que, par question écrite, Louis Mexandeau vient de demander des précisions.

Rien de plus significatif d'une politique, en tout cas, que toute cette affaire : on commence par construire, un peu n'importe où, des I.u.t. « électoraux » — pensons à celui d'Egletons en Corrèze... Puis on lance toute une campagne contre ces établissements avant de les décapiter. Après d'autres élections. Quelle belle continuité !

« LE MATIN DE PARIS »

Un événement important va se produire la semaine prochaine dans la presse française. Mardi 1er mars doit, en effet, sortir le premier numéro d'un nouveau quotidien de gauche : « le Matin de Paris ». Il s'agit de l'aboutissement des efforts entrepris depuis plusieurs mois par une équipe de journalistes venus de plusieurs rédactions — et notamment de « France-Soir » — autour de Claude Perdriel, directeur général du « Nouvel Observateur ».

Les numéros d'essai de ce nouveau journal que nous avons eu entre les mains ne permettent pas encore de se faire une idée précise de ce qu'il sera. La naissance d'un quotidien de gauche est cependant un fait trop rare dans notre pays pour que nous ne souhaitions pas la bienvenue à notre jeune confrère en formant pour lui nos meilleurs vœux de réussite.

Puisque la question nous a été souvent posée, nous ajouterons que le Parti socialiste n'est aucunement lié à l'entreprise du « Matin de Paris ». Il ne sera pas plus engagé par le contenu de celui-ci que le nouveau quotidien ne le sera lui-même par les prises de position du P.s. « L'Unité » est et reste le seul organe d'audience nationale qui puisse se réclamer du Parti socialiste.

C.E.

COUP DE FORCE AUX ULIS

Quand la droite est menacée, elle sort son couteau de charcutier. Le 18 février, le préfet de l'Essonne a pris un arrêté dissolvant les deux conseils municipaux de Bures et d'Orsay et créant la commune des Ulis. A trois semaines des élections...

Il est vrai que la gauche, très nettement majoritaire sur la Zup des Ulis, menaçait sérieusement les deux maires réactionnaires de Bures et d'Orsay (voir « l'Unité », n° 219). Malgré l'hostilité déclarée de la population des Ulis, les deux conseils municipaux s'étaient prononcés en faveur de la création d'une nouvelle commune, espérant ainsi limiter l'influence des brebis galeuses. Le Conseil général de l'Essonne a demandé le renvoi de l'affaire à la prochaine session : des éléments importants sur l'incidence financière de l'opération manquaient au dossier. La décision préfectorale — et ministérielle, sans doute — a donc été prise dans la précipitation.

Le Parti socialiste a déposé une demande de sursis à exécution devant le tribunal administratif de Versailles. Il attend une décision proche de celle du Conseil d'Etat dans l'affaire de Saint-Malo ou dans le projet de fusion entre Lille et Hellemes, décisions remises après les élections.

Malgré tout, le précédent reste inquiétant. Pourra-t-on dorénavant modifier à volonté les limites d'une commune au moment des élections ?

LA LIGUE DANS LA BATAILLE

Il n'est pas courant que la Ligue des droits de l'Homme intervienne à l'occasion des élections municipales, plus rare encore qu'elle agisse ainsi dès le premier tour. Mais les tenants de la « majorité » semblent d'accord pour considérer ces élections municipales comme de grandes manœuvres avant l'échéance électorale décisive de 1978, certains d'entre eux se disant même convaincus que c'est le sort de notre société qui se jouera les 13 et 20 mars.

Puisque tel est le sens que la droite entend donner à ces élections, le devoir de la Ligue lui est apparu tout tracé : si c'est un choix de société qui est proposé aux électeurs français, elle ne peut rester muette, ni passive. Son Comité directeur a décidé, à l'unanimité, de ne pas intervenir dans le déroulement de la campagne électorale là où l'union n'aura pu se réaliser. En revanche, « son soutien sans réserve est d'ores et déjà acquis à tous ceux qui, sous le signe de l'union et partout où les élections municipales ne revêtiront pas un caractère strictement local, s'efforceront de faire échec aux représentants d'un Pouvoir qui ne cesse de porter les plus graves atteintes aux principes essentiels que la Ligue a la charge de défendre ».

LES SURPRISES DE ROCHEFORT

Nouveau sondage « en vrai » de la progession électorale de la gauche : dimanche dernier dans le canton de Rochefort-Sud (Charente-Maritime), où il s'agissait de remplacer un député R.p.r. décédé, le candidat socialiste Michel Fort, à la surprise générale, est arrivé en tête de tous les candidats avec une progression de 16,50 % par rapport à 1973 tandis que le candidat communiste progressait de son côté de plus de 1 %. Il est vrai que 40 % seulement des électeurs inscrits ont voté mais Fort n'en a pas moins toutes les chances d'être élu dimanche prochain dans un canton qui était jusqu'ici un fief de la droite.

« ATTENTION A VOTRE CARRIERE »

Serait-il mal vu, dans l'administration, d'être candidat de la gauche aux élections municipales ? On est bien tenté de le croire quand on sait qu'un ingénieur du minsitère de l'Equipement a été menacé de mutation d'office par la direction des Ponts-et-Chaussées de son département. Pourtant, il ne se présentait pas lui-même aux élections. Mais la candidature de sa femme sur une liste socialiste est, paraît-il, de nature à nuire à sa carrière..

Coïncidence : dans le même département, un employé du ministère, qui se présente sur la même liste sous l'étiquette communiste, a reçu lui aussi, un « avertissement ». Sa candidature est, paraît-il, de nature à nuire à sa carrière...

ARGUMENTS FUMIGENES

A propos de la Nécropolis germanique qu'a édifiée le Suisse Daniel Schmid dans son film « L'ombre des anges », et des personnages qui évoquent la façon dont pourrait naître un nouveau fascisme, il y aurait beaucoup à dire et pas forcément du plus louangeur. Mais en faire une œuvre antisémite est d'une vue pour le moins un peu courte, sinon absurde. Qu'enfin aux menaces anonymes contre le producteur se soit ajouté, dimanche, le jet d'une bombe fumigène qui obligea à évacuer la salle, c'est ni plus ni moins une censure par la violence. Ce que — comme le souligne la protestation de plusieurs dizaines de cinéastes, comédiens, écrivains et journalistes — personne ne peut évidemment accepter.

changer la vie culturelle

Action culturelle

MOIS DE L'ENFANCE A NANTERRE

Mars à la Maison de la Culture de Nanterre sera entièrement consacré aux enfants. A travers plusieurs cycles : l'enfance au présent ; le livre et l'enfant ; l'enfant, le cinéma et la télévision ; et l'enfant et la société. Le mime tchèque Fialka présentera ses « Etudes », du 1er au 6 mars. Le Théâtre de la Vie jouera « L'épreuve du cercle », du 8 au 10 mars. Côté cinéma sont annoncés : « Les quatre cents coups » de Truffaut, « Le ciel de notre enfance » de Okeiev, « L'argent de poche » de Truffaut, « Cria Cuervos » de Saura, « Un enfant dans la foule » de Blain, « Family Life » de Loach, « Un sac de billes » de Doillon, « Les aventures de Pinocchio » de Comencini et « Le petit garçon » d'Oshima. Côté télévision, Christophe Izard et Claude Santelli viendront présenter certaines de leurs émissions. Il n'y a plus d'enfants ? Si, à Nanterre !

Festivals

CHANT LIBRE A BESANÇON

Il y a quelques mois, au pays des Lip, autour de la chanteuse bisontine Claire, se créait l'Association « Masques ». Elle annonçait clairement la couleur : mettre en place un « Centre régional de création, d'expression et de diffusion de la chanson populaire », c'est-à-dire provoquer la prise en considération par les pouvoirs publics du phénomène chanson. On sait que, jusqu'à maintenant, pas un centime n'est consacré par le secrétariat d'Etat à la Culture à cet « art mineur » : la chanson. Pour donner plus de poids à sa revendication, l'Association « Masques » a bâti un Festival solide, une « Semaine de musique et de chanson populaires » du 2 au 6 mars. Intitulé affirmatif : cette manifestation s'appelle « Chant libre » et constitue, en quelque sorte, la première pierre de préfiguration du Centre régional de la Chanson populaire. Le menu est copieux : Roger Cueno, Bernard Lavilliers, Jean Vasca, Maurice Bénin, Toto Bissainthe, Yvan Dautin, le groupe Confluence, Jacques- Emile Deschamps, Jean-Max Brua, Jacques Bertin, Yvans et Danou, Workshop de Lyon, Claire, Julos Beaucarne, Gilles Elbaz, Ricet Barrier, Marvelous Band, Free Experience, etc. Si des festivals de ce genre continuent de se dérouler avec régularité et véhémence, il sera difficile au secrétariat d'Etat de ne pas en tenir compte.

Musique

LE GRAND DUO

Un grand monsieur de la musique noire vient de traverser l'Atlantique : Max Roach, batteur et chef d'un quintette fameux, est arrivé en France. Après un passage à Reims, il est à Paris ces vendredi, samedi et dimanche au Théâtre-club Campagne-Première (au 19 de la rue du même nom), puis le 4 mars (20 h 30) à la Mutualité pour une fracassante rencontre au sommet avec Archie Shepp.

On ne s'étonnera pas que ce soit nos amis d'Unitélédis qui organisent ce concert hors de l'ordinaire : c'est à eux déjà qu'on devait la précédente œuvre commune de Shepp et Roach. C'était en septembre dernier et tous deux se jetaient en pleine actualité pour donner un écho mi-angoissé, mi-bourré d'espoir aux luttes de ce tiers monde dont ils se veulent citoyens. Le résultat fut l'album « Force » d'Unitélédis, à la mémoire des frères de Soledad. Un long duo sans tierce intervention qui compte déjà comme un disque de référence du jazz moderne. Shepp révèle toute sa palette et Roach n'a jamais mieux utilisé que dans « Suid Afrika 76 », par exemple, son étonnante façon de transformer son instrument rythmique en instrument mélodique, « chantant ».

C'est un tel moment de la poétique musicale noire que veut faire ressurgir le concert du 4 mars sous l'égide d'un organisme culturel socialiste. Normal : l'effort spectaculaire accompli depuis deux ans par Shepp pour « totaliser » dans sa musique toute la culture de sa race rejoint la préoccupation qu'a toujours manifestée Roach d'être là où il se passe quelque chose d'important : avec Parker-Gillespie-Mlles Davis dans les années 40 ; avec Clifford Brown dans les années 50 ; aux origines du jazz « free » au début des années 60, lorsqu'il écrit cette suite au titre éloquent, « Freedom now » (La liberté, tout de suite !)

Décidément, la bonne vieille Mutualité leur conviendra fort bien à tous deux...

S.R.

L'AUTOMNE SELON MICHEL GUY

Jusqu'en juin 1974, Michel Guy, fleuriste de profession, était directeur du Festival d'Automne. A cette date, devenu secrétaire d'Etat à la Culture, il cédait la place à Alain Grombecque. Michel Guy n'est pas resté sous-ministre dans le gouvernement Barre. Il devait s'ennuyer le pauvre... La preuve : il vient d'être nommé à nouveau directeur du Festival d'Automne. Qui a pris la décision ? Mystère. Le premier surpris a été Alain Grombecque : « Je m'étonne que l'on ait pu prendre une telle mesure sans m'en informer au préalable. Je m'étonne également que le communiqué de presse annonçant cette nomination ait été publié à mon insu. Cette situation nouvelle me contraint de cesser toute collaboration avec cet organisme à l'issue de la réalisation du programme que j'ai préparé pour 1977 ». Le procédé est en effet particulièrement grossier. Grombecque n'est même pas mis en cause dans son travail comme le fut Jack Lang quand Michel Guy l'évinça de la direction du Théâtre national de Chaillot. Mais la méthode est la même : arbitraire et autoritarisme. Et, en ce domaine, le giscardisme a ses constantes : « plus ça change, plus c'est pareil ».

Radio

LIBRE PARCOURS

La grève des artistes-interprètes ayant pris fin à la suite de la désertion de la bataille par le Syndicat autonome (U.s.d.a.), la télévision et la radio vont à nouveau pouvoir enregistrer des émissions de variétés. Eve Griliquez ouvre le feu avec l'enregistrement en public, au Théâtre de l'Est parisien, le 3 mars à 20 h 30, de « Libre parcours ». Au programme, de la chanson avec Atahualpa Yupanqui, Annkrist, Toto Bissainthe, Serge Aubry, Bruno Brel et Claude Yvans ; de la musique classique avec le guitariste Rafaël Andia et la soprano Armande Olivier ; et de l'humour avec Marianne Sergent. Ce spectacle sera diffusé en deux fois sur France-Culture, les 15 et 22 mars à 13 h 30.

Gatti à Saint-Nazaire

ILS ONT PRIS LA PAROLE !

De notre envoyé spécial.

Quand Gatti et sa Tribu ont pu le rencontrer pour la première fois le 30 décembre 1976, à Zurich, Vladimir Boukovski leur a dit : « L'important, c'est de comprendre qu'en fin de compte chaque homme est responsable de ce qui se passe dans la société à laquelle il appartient. » A Saint-Nazaire, à travers l'opération « Canard sauvage », beaucoup de gens ont compris. On a pu voir les premières traces de cette prise en charge, durant toute la semaine dernière, en ville et sur les chantiers, dans les campagnes de la Brière aussi.

En quelques jours 50 créations, 94 représentations. Ajoutées à tout ce qui s'était passé avant : la venue de Pliouchtch et de Boukovski, les interventions dans les classes,

Cinéma

LA GRANDE SŒUR

« Nuit d'or », le film de Serge Moati qui va enfin vibrer sur les écrans à partir de mercredi, met au premier plan de son générique, en même temps que le nom du réalisateur, celui du co-auteur de l'adaptation : Françoise Verny. Elle méritait bien ce coup de chapeau. Non seule-

les veillées chez les paysans, les rencontres avec les comités d'entreprise, etc. Impossible de tout énumérer. La tempête a sévi pendant plusieurs mois. Reste l'écume. Mais quelle écume ! Trois films vidéo réalisés avec des syndicalistes qui racontent 40 ans de lutte ; titre de l'ensemble : « Ces canards qui volaient déjà contre le vent ». A Derval, un spectacle de marionnettes sur l'expropriation et les problèmes agricoles, « Lorsque l'enfant paraît », réalisé par les paysans eux-mêmes. A Cambon et Fay-de-Bretagne : « Une journée d'hiver », un film où les paysans expliquent comment ils sont peu à peu rentrés dans le monde du travail à la chaîne. D'autres agriculteurs, à Quérouet, ont réalisé « La répression », où ils montrent ce qui est nouveau dans leur mouvement : la solidarité. Et de préciser : « Ce n'est pas seulement un combat économique que nous menons ; nous défendons aussi une culture ». Les paysans de la presqu'île de Guérande, de leur côté, ont écrit une pièce : « Le paysanosaure : une espèce en voie de disparition ? ». A quoi il faut ajouter un journal de 75 pages réalisé et écrit uniquement par les paysans : « Terre de Loire-Atlantique ».

A Saint-Nazaire même, dans le quartier de la Tréballe, un gosse de 12 ans a posé « Les trois questions » : qui suis-je ? D'où viens-je ? Où vais-je ? Deux autres mômes de 15 ans ont raconté « La meule », c'est-à-dire la mobylette. Un théâtre d'ombres a aussi surgi : « Sam le canard sauvage ». Dans le quartier de la Bouletterie, un film a été inventé et réalisé par un travailleur de la Snias : « La plume ». Au C.e.s. de Montoir, des groupes d'élèves ont donné « Le lundi » et « La légende des canards briérons ». Au C.e.s. Jean-Moulin, huit élèves ont bâti une suite de « dramaturgies expérimentales » pour cerfs-volants : dans le ciel, ils ont joué « Le poète, le clochard et l'homme mensonge », « Le centripède sauvage », « Le combat du canard Rêve contre le canard Réalité », « Le diamant », « La traversée », « La chasse au vent », « Mourir au pays Lune », et « L'ouvrier seul ». A l'I.u.t., les étudiants n'ont pas monté moins de 12 spectacles. Il y a eu aussi le cycle « Les trente de la prison de Vladimir », sous-titré « De la nécessité de caresser l'Histoire à rebrousse-poil », où musique, théâtre, sketches et vidéo se sont côtoyés. Sans oublier « Le phare », la pièce de Mohamed, ouvrier algérien immigré.

« Jusqu'à maintenant, dit Gatti, sur nos expériences ont rôdé l'ombre de la mort, de l'écrasement des vaincus. A Saint-Nazaire, l'Histoire a pris tout le monde à contre-pied : un homme en est sorti vivant, Boukovski. Il est venu nous rejoindre. Du coup, tout a été remis en cause : notre langage, notre culture, notre mode de vie... Du coup, tout le monde a osé partir librement à la quête de son identité : les métallos des chantiers, les paysans, les enfants et les étudiants. Tout le monde a osé faire dissidence en prenant la parole. » C'est effectivement l'extraordinaire du « Canard sauvage » : à Saint-Nazaire, le mythe du « parlé collectif » en a pris un sérieux coup ; à Saint-Nazaire, des individus ont osé prendre la parole seuls et parler aux autres d'eux-mêmes et de leur vie. Ils ont ainsi donné une première consistance au souhait de Leonid Pliouchtch : « Bâtir une société où l'homme s'adresse à l'homme. »

Ce qui a été ainsi ébauché l'a été grâce à la prise en charge financière de l'opération par la municipalité socialiste et par la Maison des jeunes et de l'éducation populaire (M.j.e.p.). « Le canard sauvage » a plus remué de choses dans le coin en cinq mois que la traditionnelle « action culturelle » pendant des années. C'est sans doute pour cela qu'une délégation du secrétariat d'Etat à la Culture est venue le week-end dernier à Saint-Nazaire pour annoncer une rallonge de subventions... au Centre de Culture populaire ! Nous en sommes très heureux pour ledit C.c.p. Mais n'est-ce pas la M.j.e.p. qui a accueilli « Le canard sauvage » ? La leçon est a retenir : le Pouvoir n'aidera jamais ceux qui volent contre le vent. Ces enfants, ces étudiants, ces travailleurs, ces paysans qui se sont exprimés librement pour la première fois de leur vie sont devenus trop dangereux...

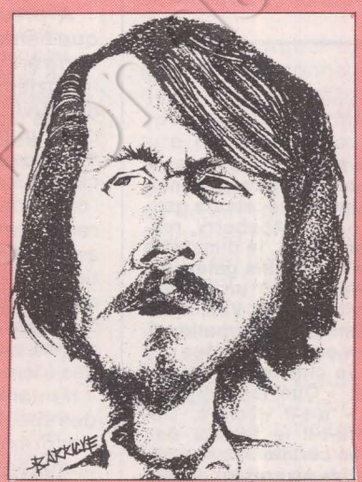
JEAN-PAUL LIEGEOIS

ment pour son travail sur « Nuit d'or », mais par l'acharnement qu'elle met à être toujours du côté de la qualité. Plaident pour elle — en attendant que se concrétisent ses projets de télévision sur le Front populaire et sur « Les chevaux du soleil » de Jules Roy — toutes ses émissions avec Claude Santelli. Ainsi que ses collaborations au « Sagouin », au « Pain noir », au « Mystère Frontenac », à « Tous les jours de la vie ». Bref, de Moati à Maurice Frydland, Françoise Verny se fait la grande sœur attentive de quelques-uns des meilleurs parmi les jeunes réalisateurs.

Théâtre

LES TRIBULATIONS DE JEAN DASTÉ

Officiellement Jean Dasté a « raccroché ». Il a quitté la direction de la Comédie de Saint-Etienne. Il fut un des pionniers de la décentralisation dramatique en France : on aurait tendance à parler de lui au passé... Erreur. Dasté continue. A sa manière : celle des pèlerins infatigables. Il a gardé son bâton et parcourt le pays, en solitaire, avec un récital qu'il a nommé « Récits, poèmes et masques ». Il dit à cette occasion des textes de Tchekhov, des poèmes de Char, Desnos, Eluard et Michaux ; il présente aussi, derrière des masques qu'il fabrique lui-même, une série de « parodies politiques ». Il sera, avec un spectacle, à Vincennes, au Théâtre Daniel-Sorano (16, rue Charles-Pathé), du 2 au 12 mars. Qu'est-ce qui fait encore courir Dasté ? Un amour fou du théâtre, dans son expression la plus simple, celle du conteur. « Le public groupé autour du conteur, explique-t-il, on est au cœur de l'assistance, on le regarde, on communique avec les hommes, les femmes, les enfants, beaucoup mieux que lorsqu'on est sur scène, isolé par les lumières ».



Patrice Chereau.

CHEREAU ET LA VIEILLESSE

« Ce qui fait vieillir les gens — Simone de Beauvoir l'a montré dans « La vieillesse » — c'est d'une part, bien sûr, la lente dégradation du corps, et d'autre part le fait qu'on traite les hommes, dans nos sociétés, en fonction de leur puissance de travail, et de rien d'autre ». C'est Jean-Paul Sartre qui parle ainsi du « troisième âge ». Sur ce thème Jean-Paul Wenzel a écrit une pièce à deux personnage : « Loin d'Hagondange ». « Voici une courte pièce, raconte Patrice Chéreau, que j'ai lue d'abord, puis que j'ai vue dans une très belle mise en scène de l'auteur, et dont la force m'a bouleversé. Puissé-je parvenir à transmettre cette émotion ! » Car Chéreau a décidé de la monter. C'est la première fois que le codirecteur du T.n.p. s'attaque, au théâtre, à une œuvre contemporaine. Depuis mardi, « Loin d'Hagondange » est joué au Théâtre de la Porte Saint-Martin, à Paris, par Tatiana Moukhine et François Simon, le fils de Michel. Elle sera reprise au T.n.p. de Villeurbanne du 12 avril au 14 mai prochains. Wenzel n'a pas trente ans, Chéreau tout juste. Ces jeunes hommes manient des mots graves comme si déjà la mort rôdait sur leurs têtes. « Nous vieillirons tous », confessent-ils. Et Chéreau d'avouer : « Il s'agit d'une pièce terrible parce qu'elle n'est ni cruelle, ni sentimentale, ni pathétique ». Mais le spectacle est tout à fait supportable parce que « Loin d'Hagondange » est aussi une belle histoire d'amour...

LE NAVET COLONIAL



Télévision

Maudits Anglais ! D'Azincourt à Twickenham, il faut toujours qu'ils nous cherchent. Notre panache, notre furia ne les épatent guère. Comme le constatait mélancoliquement Roger Couderc, lors du dernier match de rugby : « Les Français jouent à l'héroïsme, mais ça ne rapporte pas grand-chose ». Parfois même notre bravoure se solde par une défaite. A preuve : Fachoda. Si ce nom n'éveille en vous qu'une amertume confuse, rassurez-vous. A partir du 4 mars, à 20 h 30, sur Antenne 2 — et durant six semaines — vous pourrez suivre dans le détail l'épopée de nos malheureux petits soldats qui franchirent brousse, savane, déserts pour se retrouver deux ans et des milliers de kilomètres plus tard, le bec dans l'eau. A cause de qui ? Vous l'avez deviné : c'est un coup de la perfide Albion. Mais grâce au long, à l'interminable métrage de Roger Kahane, elle n'emportera pas en paradis ce morceau d'empire colonial qu'elle nous a dérobé.

Curieuse idée d'avoir associé la télévision sénégalaise à la production de ce film. S'il est vrai, comme le prétend Kahane, que « les Africains, à l'époque, coopéraient avec les Français pour coloniser leur propre pays », gageons qu'une telle collaboration leur a laissé des souvenirs mitigés. Que penseront demain les téléspectateurs de Dakar en voyant, sur leur écran, cette morne page de leur Histoire ? Après tout, le duel que se livraient le bon capitaine Marchand et l'affreux commandant Kitchener ne les concernait pas. Voués à servir de porteurs, de guides et de chair à fusil, ils assistaient, plus perplexes qu'enthousiastes, aux démêlés de leurs seigneurs blancs. Aujourd'hui, leurs descendants recrutés pour la figuration, expriment, avec un parfait naturel, la fatigue et l'ennui des ancêtres. Chargés de traîner des carcasses de bateaux dans la forêt vierge, ils poussent des soupirs qu'Astérix traduirait sans hésiter par : « Ils sont fous, ces Romains ! » Pauvres sauvages ! Comment comprendraient-ils les nobles intentions du capitaine Marchand ?

Voilà un homme qui ne badine pas avec la civilisation. Une âme de croisé brûle sous sa moustache. Ni les intrigues de Brazza, ni les pièges des négriers, ni les tergiversations des ministres parisiens ne parviennent à enrayer sa marche triomphale. Pour faire bonne mesure, le scénariste lui impose, en outre, la présence d'une princesse noire dont la séduction sème le trouble dans les rangs. Malheur à celui qui succombe ! « En guerre, on fusille les déserteurs, » déclare le chef. N'en concluez pas, pour autant, qu'il ignore les scrupules. Parfois, nous l'entendons murmurer : « Notre domination rendra-t-elle les indigènes plus heureux ? Le progrès que nous leur apportons vaut-il mieux que leur système ? » Si quelque flèche empoisonnée ne le distrayait pas de sa méditation, il en viendrait à citer Lévy-Strauss. Ces propos sont signés François-Marie Banier, dialoguiste de « Fachoda » et romancier bien parisien. Soucieux de « parler viril », il se cantonne, la plupart du temps, dans le vocabulaire basique des militaires : « En avant, marche ! », « Vous m'en mettrez trois caisses », « Il fait chaud pour la saison »... Mais quand on a de la culture, elle s'obstine à montrer le bout de l'oreille, fût-ce entre les lèvres des rois nègres ou des brutes galonnées.

Ce western au ralenti, tourné en trois mois au Sénégal, a permis à quelques centaines d'acteurs et de techniciens de jouer à Tintin au Congo. Au prix actuel du navet, on n'ose penser à ce qu'a dû coûter pareil feuilleton. On nous dira sans doute qu'il s'agit d'une création de prestige, du genre de celles que nous réclamons à cor et à cri. Eh bien ! non, justement, nous nous entêtons à croire qu'il est possible de sortir à moindre frais des sentiers battus et d'inventer, avec les moyens du bord, une télévision qui ne sacrifierait pas la qualité à la poudre aux yeux.

A preuve, si nous quittons ces parages que hante la mouche tsé-tsé, pour retrouver l'univers quotidien — et, plus précisément, le onzième arrondissement de Paris — nous découvrons ce qu'un esprit original peut tirer d'un tout petit budget. L'Institut national audiovisuel a donné à Peter Kassovitz, jeune cinéaste hongrois, et à Chantal Rémy, l'occasion de faire leurs preuves ; en l'occurrence, un film fantastique intitulé « Jeudi 7 avril », (sur A 2, le 6 mars à 21 h 30). Attention, l'œuvre risque de nuire à la digestion du repas dominical. Elle fourmille de cafards, punaises, blattes, perce-oreilles dont l'immense talent crève l'écran pour nous infliger des démangeaisons. Le couple d'acteurs « humains », Sherryl Button (la révélation des spectacles de Bob Wilson) et Janos Gat, s'exprime en anglais et la voix « off » qui commente l'action en français nous gêne un peu, comme une présence indiscrète. Mais, malgré ces faiblesses, il se dégage des images un souffle de magie que les amateurs éclairés respireront avec ivresse. Fervent de Bunuel, Kassovitz conteste la réalité quotidienne et, d'une chiquenaude, l'expédie en plein cauchemar. Il nous montre un jeune ménage moderne, frappé par la malédiction d'un « logement à rénover ». Il paraît que cet appartement existe, 12 Cité Prost, et qu'il attend de nouvelles victimes. Chiche que Jacques Chirac lui-même hésiterait à y planter sa tente !

GABRIELLE ROLIN

Y A D'L'ABUS !

● Vous l'a-t-on assez répété ? La censure n'existe pas à la télévision. Sauf, exceptionnellement, à l'égard de certains provocateurs gauchistes. Qui l'eût cru ? Le père Abeberry, responsable du « Jour du Seigneur », le dimanche matin, sur T.f.1, fait partie des brebis galeuses. Le 13 février, ayant décidé d'ouvrir un dossier sur la torture, il avait invité Louise Veil, vice-présidente française d'Amnesty International. Les six minutes d'interview ont été coupées par Cazeneuve, directeur de la chaîne, qui les jugeait de nature politique. « Que les religieux s'occupent de religion ! » a-t-il déclaré. Demain sans doute interdira-t-il la lecture des Evangiles dans lesquels un certain Jésus montrait déjà le mauvais exemple en sortant de son rôle pour fustiger les riches et les puissants ?

● Il y avait une fois un petit village nommé Apremont qui s'était offert un pont tout neuf sur la Saône. Le maire comptait bien l'inaugurer en fanfare, sous la présidence de monsieur le préfet mais, depuis plus d'un an, ses invitations restaient lettre morte. La préfecture punissait les citoyens d'Apremont qui s'étaient permis de voter à gauche lors des dernières élections. Rendons hommage pour une fois, à la contestable lorgnette de Jacques Martin qui s'est braquée sur cette injustice. Pierre Bonte en tête, le conseil municipal a franchi le Rubicon, à la barbe des autorités administratives. Voilà un préfet qui devrait apprendre à nager.

UN EXORCISEUR A VENISE

« Lo stronzo ». Le con. Rarement on aura vu personnage de film ou de roman porté par une telle haine de son « père spirituel », comme on dit en parlant d'un auteur. Dès la scène d'ouverture où explose une fantastique fête vénitienne qui laisse le fameux séducteur sous la pluie, ridiculement cramponné à une bougie, on comprend ce que sera « Le Casanova de Fellini » : le contraire d'une histoire d'amour. On pressent que le héros va voir de quel bois Federico se chauffe et pourtant on n'en devine pas le dixième.

Mais quoi ! ce n'est pas sa faute, à Fellini : les producteurs n'avaient qu'à ne pas lui imposer ce sujet... Et on n'avait qu'à ne pas le pousser à ouvrir les Mémoires de ce Casanova, « écrivain ennuyeux : lire cet annuaire téléphonique ne m'a procuré que gêne, dégoût, indifférence. Comment peut-on fréquenter un con pareil ? » Alors le cinéaste se venge sur la bête : autour du « stronzo » avec qui il est contraint de vivre de longs mois, il construit ce qu'il nomme « un film funèbre sur une non-vie ». Un sublime jeu de massacre.

C'est pure coïncidence si le hasard a amené sur nos écrans, juste avant « Le Casanova de Fellini », un « Casanova » signé par Luigi Comencini il y a de cela plusieurs années *(voir le n° 229 de « l'Unité »)*. Hormis le patronyme, rien à voir. Non seulement les deux Casanova sont évoqués à des périodes différentes de l'existence, mais encore le tendre Comencini n'a pu s'empêcher d'aimer son héros. Et, surtout, il saisit le prétexte pour donner de l'environnement social de la Venise du XVIIIe siècle un tableau aussi critique que minutieux. Ce qu'on chercherait vainement dans le film de Fellini : tout au plus — c'est loin toutefois d'être négligeable — comprend-on à quel degré de décrépitude en est arrivée une société que « démasque » la réussite d'un personnage aussi insignifiant que Casanova.

Fellini aurait-il reçu l'illumination maoïste de vouloir nous faire saisir que c'est par la tête (courtisans pervers, pape gâteux, rombières follingues...) que pourrit le poisson ? Non, simplement c'est là l'univers que fréquente Casanova et le film illustre un des procédés chers à Fellini : faire tout apparaître à travers les yeux du protagoniste et se borner à ce qu'ils enregistrent, réalité ou fantasme.

Voilà pourquoi tout nous ramène au légendaire personnage, puisque « Le Casanova de Fellini » est moins l'histoire d'une vie qu'un portrait. Ou mieux encore une caricature. Fellini a d'ailleurs été dessinateur pour hebdomadaires satiriques avant de passer au cinéma et c'est lui-même qui crayonne, au départ de ses films, les « têtes » qu'il lui faudra recruter et modeler : c'est à ce travail qu'il s'est livré sur Donald Sutherland — cet étonnant acteur enfin reconnu et qui est passé avec aisance des « Douze salopards » et de « Mash » à « 1900 » et au castelet de Fellini — jusqu'à lui donner cet air de cloporte abstrait, d'automate que prend ici l'irrésistible séducteur.

« Casanova incarne, dit Fellini à Aldo Tassone, le vide d'un universalisme sans signification : la Poésie, la Femme, l'Ame féminine, les Sciences, les Arts, avec un manque total d'individualité. » De sa vingt-huitième année — quand le film commence — jusqu'à sa vieillesse presque déchue, ce médiocre ne cessera de se montrer intéressé, pédant, courtisan, lâche, impudent, emphatique, infatué de sa connaissance de l'Arioste et de ses coïts à répétition, dont Fellini raille le caractère mécanique en les accompagnant des cocoricos d'un coq-automate dont Casanova a fait son fétiche. Négation de la vraie culture liée à la négation de l'amour véritable. En fait, l'égocentrique séducteur ne se livre jamais avec ses partenaires qu'à une masturbation indirecte qui trouvera son apothéose avec le premier véritable amour de Casanova : la poupée mécanique géante — ancêtre du simulacre auquel le personnage de Michel Piccoli succombe, de façon assez semblable, dans « Grandeur nature ».



Fellini et Donald Sutherland, par Solo

Fellini pouvait accabler son anti-héros sous l'odieux, chose aisée : le vrai Casanova n'était pas qu'un escroc, l'Inquisition vénitienne le rétribua aussi comme « indic » et délateur ; le cinéaste s'est contenté de l'achever par le ridicule. En priant qu'on se reconnaisse sous ses traits, lui-même, ses compatriotes transalpins — « avec 2000 ans de catholicisme derrière nous » — et pourquoi pas nous-mêmes, ses frères en latinité : « C'est le type même de l'Italien : l'approximatif, le conventionnel, la façade, la personne, la pose... le mâle italien lâche, égoïste, puéril ». Autant de travers qui peuvent mal tourner : Casanova est aussi « un fasciste, une espèce d'anticipation de cette brute élémentaire et satisfaite d'elle-même que l'on verra sous le fascisme, qui se saoûle d'actions et de gestes pompiers et théâtraux et qui pense selon un système établi de slogans ».

Le reste appartient à la fantasmagorie de l'auteur. Avec sa détermination « anti-historique » affirmée — comme au temps du « Satyricon ». Avec aussi les vagues de plastique de ce merveilleux antiréalisme qui a fait construire à Cinecitta une Venise qu'il n'était pas question de filmer à Venise... Peut-être est-ce le bon moyen, à l'occasion du film le plus sceptique et le plus cruel de Fellini, de prendre suffisamment de ce recul que lui-même recommande afin qu'il nous serve de « garde-fou moqueur » en toutes circonstances.

SERGE RICHARD

UN SORCIER EN BAVIERE

Dans les principaux films de Werner Herzog, il y a toujours — sur fond historique ou documentaire — un protagoniste hors de l'humain : Aguirre rendu dément par l'odeur du pouvoir, Kaspar Hauser surgi à l'état sauvage au milieu de la civilisation de la vieille Nuremberg... Cette fois, dans « Cœur de verre », c'est le berger Hias, visionnaire bavarois plus ou moins légendaire du siècle dernier. « Cœur de verre » raconte, à travers mille détours mentaux, comment Hias se refuse à trahir au profit des « civilisés » un secret que la nature a repris — celui de la fabrication du verre rubis — pour au contraire annoncer l'Apocalypse où sombrera le vieux monde.

Venant pourtant à la suite d'« Aguirre » et de « Kaspar Hauser », dont la leçon politique était lumineuse, le nouveau film d'Herzog s'entoure jalousement d'opacité. Celle d'une forme néo-romantique jouant des couleurs ainsi que des sombres musicalités de la langue allemande ; celle aussi d'un sujet sans doute populaire — une légende paysanne — mais qui tournera au mysticisme facilement ésotérique dont il n'existe de précédent que chez les compatriotes expressionnistes d'Herzog ou chez Dreyer. L'auteur de « Cœur de verre », sorcier, démiurge, exalte la recherche de l'absolu : les « lointains mystérieux » guettés par les quelques êtres retirés du monde, sur un îlot abrupt vers lequel le plan final s'envole avec la même époustouflante beauté que « l'ouverture » de « Kaspar Hauser » ou l'ultime arabesque autour du radeau d'Aguirre.

Fallait-il pour autant mettre ses acteurs sous hypnose, comme l'a fait Herzog, qui procédait lui-même à l'opération ? On peut s'effrayer d'un tel procédé — qui, à vrai dire, est une étape logique d'une œuvre située sous le signe de l'hypnotisme — et souhaiter que son usage demeure rarissime. Mais on ne peut discuter le résultat : un merveilleux film-poème qui emporte loin des conventions cinématographiques, loin même de tout déjà-vu.

S.R.

Chants d'Amérique latine

TOUS LA MEME CLEF

De notre envoyé spécial

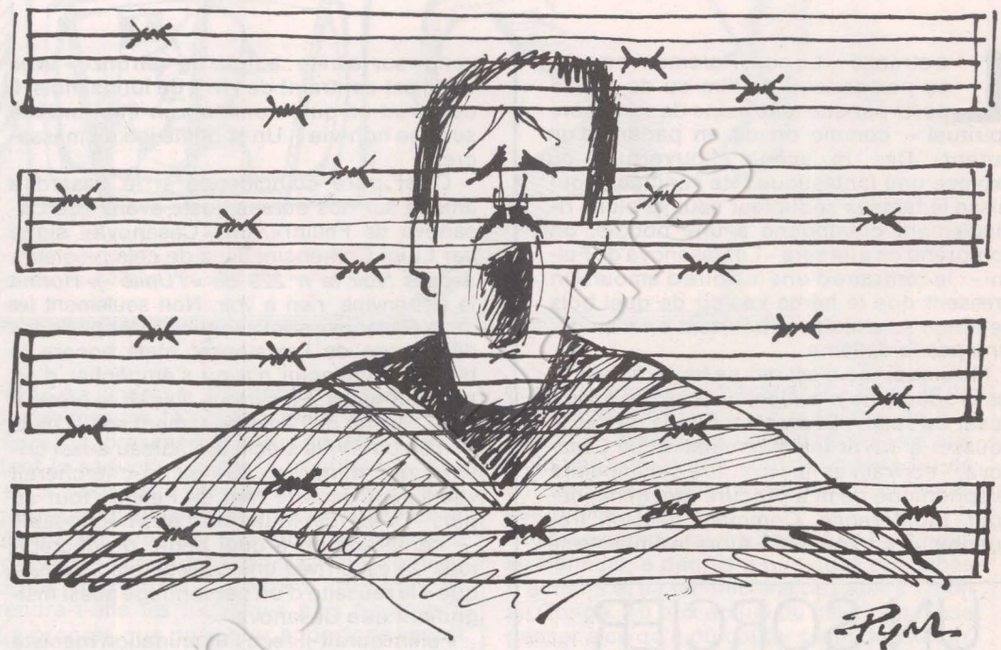
Depuis l'automne 1973, depuis le putsch de Pinochet, quand on parle en Europe occidentale de musique et de chansons latino-américaines, chacun pense aussitôt au Chili. C'est erroné et injuste. Erroné historiquement : en ce domaine, la Chilienne Violeta Parra ne fut pas la seule à sonner l'éveil ; un Argentin, Atahualpa Yupanqui, a tout autant qu'elle participé au collectage du folklore passé et des chants traditionnels ; comme elle, il a contribué à faire réapparaître au grand jour l'ancestral patrimoine sur lequel se sont appuyés les chanteurs d'aujourd'hui pour tonner leur parole contemporaine. Injuste également : artistiquement parlant, les Chiliens ne sauraient avoir le monopole d'un continent ; parallèlement au « Mouvement de la nouvelle chanson chilienne », dans les autres pays d'Amérique du Sud, dans les années soixante, une pléiade d'artistes se sont levés : ils sont Boliviens, Cubains, Argentins, Brésiliens, Colombiens, Vénézuéliens, Péruviens, Uruguayens, etc.

C'est pourquoi, en organisant du 1er au 6 février derniers une semaine de musique latino-américaine sous le titre « Chanson debout » à la Maison de la Culture de Rennes, Jacques Erwan a justement contribué à remettre les choses en place. Les chanteurs et musiciens présents lors de cette manifestation ne sauraient prétendre à dresser à eux seuls un panorama exhaustif de la diversité sud-américaine. Mais, incontestablement, ils constituent un choix significatif dans sa diversité : le Cuarteto Cedron, Atahualpa Yupanqui, Martin Saint-Pierre et Uña Ramos pour l'Argentine ; Waskar Amaru pour le Pérou ; Teca et Ricardo, Manduka pour le Brésil ; Daniel Viglietti pour l'Uruguay. Dans cet ensemble, les Quilapayun, Osvaldo Rodriguez et Patricio Manns pour le Chili s'inséraient parfaitement, faisaient la preuve que leur aventure n'était ni une belle exception ni la trace isolée d'un cri sans lendemain. « Quand l'un de nous parle, dit Patricio Manns, c'est tout le continent qui hurle ».

Malgré ses grandes différences géographiques, politiques et culturelles, le continent sud-américain a vite éprouvé le besoin de serrer les coudes à travers ses chanteurs. La première grande confrontation à l'échelle continentale a eu lieu en juillet 1967 à Cuba, à l'occasion du premier Festival de la « Cancion de protesta », autrement appelé « Festival de la rose qui pleure ».

Dans son livre « La rose qui pleure : chants libres d'Amérique latine », paru en 1975 aux Editions du Cerf, Régine Mellac raconte : « Etaient venus d'Uruguay Daniel Viglietti, los Olimarenos, Carlos Molina, Alfredo Zitarroza, Quintin Cabrera ; parmi les Argentins, Oscar Matus ; le Péruvien Nicomedes Santa Cruz ; du Chili, Rolando Alarcon et Angel Parra ; et parmi les hôtes cubains Carlos Puebla, Pablo Milanes, Noël Nicola et Silvio Rodriguez... En Amérique latine, on ne peut savoir ce qui se passe chez les peuples voisins que par les « rencontres ». Et pour cela Cuba a joué un rôle capital dans le décloisonnement de l'information, assurant la liaison entre mouvements isolés dans différents pays... »

Les chanteurs latino-américains ont en quelque sorte été des précurseurs : contre la gangrène des dictatures qui ronge régulièrement et tenacement leur terre — il n'y a pas que le Chili qui tremble sous les bottes militaires ! — ils ont, par-dessus et en dehors des organisations politiques progressistes, tenté de mettre sur pied une unité culturelle latino-américaine. S'ils n'y sont pas complètement parvenus, si l'éparpillement et le chauvinisme ont continué d'affleurer çà et là, une réelle solidarité n'en est pas moins née. Qui n'a cessé de progresser depuis 1967. Qui n'a pas été que « parole verbale ». A preuve cet hommage à la Chilienne Violeta Parra, organisé durant toute l'année 1971 à Cuba par Haydée Santamaria et la Casa de las Americas. A preuve aussi le Festival d'Aguadulce, à Lima, au Pérou, en 1972, où le premier prix fut partagé entre la Chilienne Isabel Parra et le Brésilien Manduka. A preuve encore les pérégrinations d'Isabel Parra : en 1972, elle parcourt le Pérou et Cuba ; en 1973, l'Equateur, la Colombie et l'Argentine. Sans oublier la fameuse « Peña de los Parra » où, pendant dix ans, tous les artistes du continent sont passés.



« Nous ne voulons pas, dit Daniel Viglietti, par cette solidarité, bâtir un marché commun de la douleur. Nous souhaitons seulement avoir tous la même clef. Celle qui, pour l'instant, ouvre les portes de la contre-information face au musèlement organisé par les dictatures. Celle qui demain, après nous avoir aidé à échapper à la peur, nous permettra de pénétrer dans les jardins de l'espoir. » Viglietti est Uruguayen. Son répertoire est l'illustration même de sa volonté internationaliste : il ne chante pas que ses propres compositions ; il interprète aussi des textes des Chiliens Isabel et Angel Parra, Victor Jara, Charo Coffre et Quilapayun ; des textes des Boliviens Los Jaira ; de la Vénézuélienne Soledad Bravo et de la Cubaine Elena Burke ; des textes d'autres Uruguayens, Alfredo Zitarrosa, Hector Numa Moares et Los Olimarenos ; aussi des Argentins Cesar Isella, Cuarteto Zupay, Los Huanca Hua, Maria Escudero et Mercedes Sosa. En retour, on a pu ou on peut entendre les chansons de Viglietti dans des bouches de toutes nationalités : celle de la Chilienne Violetta Parra ; celle de l'Argentin Atahualpa Yupanqui ; celles des Brésiliens Chico Buarque et Edu Lobo ; celles des Cubains Silvio Rodriguez, Pablo Milanes et Noël Nicola ; celles, bien sûr, des Uruguayens Hector Numa Moraes, Jorge Salerno et Julian Garcia. Existe-t-il phénomène semblable sur un autre continent ?

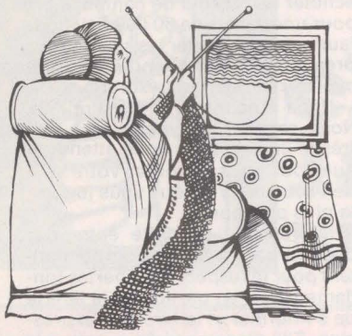
Vu d'Europe, on imagine mal la richesse de la chanson latino-américaine. On connaît les Chiliens en nombre, quelques Brésiliens, un Argentin ou deux. Et après ? Que sait-on ici du Bolivien Benjo Cruz, mort en 1967 dans une embuscade ? Que sait-on de la solitude de la Vénézuélienne Soledad Bravo qui, « dans un pays jusqu'ici sans musique engagée », avoue être tombée « comme un parachutiste isolé » ? Que sait-on de la « chanson sociale » colombienne autour d'Alejandro Gomez et Jaime Caicedo ? Qui connaît la Mexicaine Judith Reyes ? Et les deux extraordinaires Brésiliennes, Maria Bethania et Nara Léo ? Reconnaissons-le : notre méconnaissance des chanteurs latino-américains n'est que l'aveu indirect de notre quasi-ignorance d'un continent... Bien sûr, « c'est écrit dans le journal » : là-bas des gens meurent tous les jours sous la torture et les fusils de la répression ; là-bas la trouille est pain quotidien ; mais c'est bien loin savez-vous...

Il serait peut-être temps d'en finir avec cette bonne conscience justifiée par l'éloignement. Comme le dit le Québécois Raoul Duguay, « il y a des centaines de silences qui assassinent ». Notre surdité à l'égard de « l'exotique » terre andine n'entretient-elle pas un peu trop le règne de ces silences ? La chanson, véhicule privilégié des peuples bâillonnés, est à portée de nos oreilles. Ne pas se les boucher, c'est déjà essayer de comprendre ce qui se passe entre la Terre de Feu et le canal de Panama. Car, comme le souligne Viglietti, « en Amérique latine, parler chanson c'est parler politique ».

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Discographie : en France de nombreux enregistrements de chanteurs et musiciens latino-américains sont disponibles. On en trouve beaucoup au catalogue du Chant du Monde : Atahualpa Yupanqui, Daniel Viglietti, Uña Ramos, Violeta Parra, Angel et Isabel Parra, Victor Jara, Hector Pavez et Aparcoa. Chez Pathé-Marconi ; Les Quilapayun . Chez Alvarez : les Inti-Illimani. Chez R.c.a. : Teca et Ricardo, et toute une suite brésilienne. Chez Polydor : le Cuarteto Cedron. Chez Philips : Mercedes Sosa. Chez Moshe-Naim : les premiers 33 tours de Teca et Ricardo, Waskar Amaru. Etc.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 25 FEVRIER.

Au magazine Vendredi : « Municipales — Chermignon, dans le Valais, un exemple suisse » (20 h 30, F.r.3).

« Les messages du ciel », dans la série Voyage dans le cosmos (21 h 30, F.r.3). (Voir page 20).

Une parabole morale sous le récit d'espionnage : « Cape et poignard » de Fritz Lang (22 h 50, A2).

Face à face à Romans, le socialiste Georges Fillioud et Claude Payre, majorité (8 h 30, Radio-Monte-Carlo).

Auch : le docteur Laborde (P.s.) contre Jean Dhours, majorité (13 h 15, Radio-Andorre).

Georges Sarre face à Jacques Chirac et Henri Fiszbin (P.c.) face à Michel d'Ornano (R.t.l., 21 h).

SAMEDI 26

Au magazine Thalassa : recherche en mer du Nord (20 h, F.r.3).

Les samedis de France-Culture : « A l'orée de la Chine » (14 h 05).

DIMANCHE 27

L'homme en question : Le Dr Olivenstein et la drogue (20 h 30, F.r.3).

Le trio Yul Brunner-Mitchum-Bronson dans « Pancho Villa » de Buzz Kulik (20 h 30 T.f.1).

Spécial cinéma : « Le Casonava de Fellini » — voir aussi en p. 27 (21 h 30, F.r.3).

Francis Huster joue le « Hamlet » de Jules Laforgue (21 h 30, A2).

« Senilita », un film de Mauro Bolognini — une sorte d'« ange bleu » à l'italienne incarné par Claudia Cardinale (22 h 30, F.r.3)

LUNDI 28

« La voix d'Israël », dans la série Nouvelles de Somerset Maugham (15 h 05, A2)

L'un des plus noirs films de science-fiction : « THX 1138 », de Georges Lucas (20 30, T.f.1) suivi d'un débat sur « Les angoisses de l'an 2000 » (21 h 55).

« A perte de vie » : Jacques Prévert (21 h 55, A2).

François Mitterrand rédacteur en chef du Journal inattendu de R.t.l. (13 h).

Face à face à Sarcelles entre le communiste Henri Canacos et Raymond Lamontagne, majorité (19 h 15, Europe 1).

Pierre Mauroy (P.s.) à Lille, contre le R.p.r. Norbert Ségard (21 h, R.t.l.)

MARDI 1er MARS

« Scènes de la vie de province » : le couple Benoîte Groult-Paul Guimard dans une émission de Pierre Jakez-Hélias (19 h 40, F.r.3).

La sécurité des citoyens face à la violence : un débat des Dossiers de l'écran pour suivre « L'incident », film de Larry Peerce — violence dans le métro à New York (20 h 30, A2).

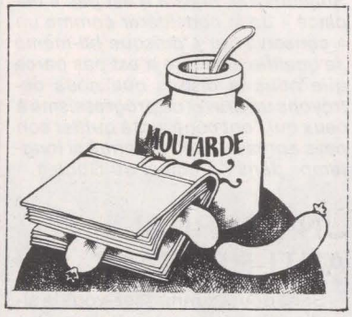
MERCREDI 2

Football : Saint-Etienne - Liverpool (20 h 30, A2).

« Tim » : querelles familiales et la mort toute proche — une dramatique de Raymond Rouleau et Paul Quentin, d'après Paul Osborne (20 h 30, T.f.1).

JEUDI 3

Le deuxième épisode des « Rendez-vous en noir » d'après William Irish (20 h 30, T.f.1).



Livres

SOCIETE

*** Hannah Musset : Lucy pas comme les autres (Calmann-Lévy).**

Une famille heureuse. Un deuxième enfant naît : une fille. Mais elle est mongolienne. Accepter ou rejeter ? La mère dit oui, la société non. Un témoignage poignant.

*** François et Nicole Robin : Le pouvoir médical (Stock).**

La santé se vend bien. Les pharmaciens ne s'en portent pas mal. L'industrie des médicaments mieux encore. Mais certains médecins se sentent prisonniers de ce mercantilisme. Et ils le disent.

*** Anne-Marie Dourlen-Rollier et Colette Holstein : Le divorce à la carte (Le Centurion).**

Qui divorce ? Et pourquoi donc ? Comment divorce-t-on en Scandinavie, en U.r.s.s. ? Un ouvrage de réflexion autant qu'un guide pratique.

*** Monica Charlot : Les femmes dans la société britannique (Armand Colin).**

Etat des lois et état des mœurs, contexte économique et contexte culturel. Une étude sur un cas « étranger » pour comparer avec une situation relativement semblable chez nous.

*** François-Régis Barbry : La télévision par câbles ou la communication horizontale (Le Cerf).**

La « câblovision », techniquement parlant, peut devenir un remarquable moyen de communication. Mais pourra-t-elle devenir un nouvel outil de la démocratie ? L'auteur tente de répondre.

POLITIQUE

*** Tiziano Terzani : La chute de Saigon (Fayard).**

Terzani y était. Le 30 avril 1975. Il a obtenu la première interview de Nguyen Huu Tho, président du F.n.l. Il a ensuite fait le voyage de Saigon à Hanoï. Il raconte.

*** Maurice Duverger : L'autre côté des choses (Albin Michel).**

D'abord adhérent au P.p.f. de Doriot ; puis opposant au gaullisme ; aujourd'hui « homme de gauche ». Qui êtes-vous, monsieur Duverger ?

*** Vittorio Corresio : Berlinguer (Fayard).**

La première biographie complète de cet homme qui convainc ses amis, déroute ses adversaires et fascine tout le monde.

*** Encyclopédie du monde actuel : Les Soviétiques (Le Livre de poche).**

Problèmes économiques et questions politiques, institutions théoriques et réalités quotidiennes. Une compilation minimale.

*** Revue « Autrement » : A gauche, ces chrétiens.**

De la Joc au militantisme « à gauche ». Un historique et des interrogations. Une composante importante du combat actuel.

*** René Carême : Combats d'un militant (Les Editions ouvrières).**

Lorrain, ouvrier sidérurgiste, ancien responsable national de la Métallurgie C.f.d.t., Carême est aujourd'hui maire de Grande-Synthe, près de Dunkerque. Il témoigne ici de son travail de syndicaliste et d'élu municipal.

*** René Maurice : L'Unef ou le pari étudiant (Editions sociales).**

Pour connaître ce syndicalisme étudiant qu'Alice Saunier-Seïté se refuse à prendre en compte.

*** François Morin : Le capitalisme en France (Le Cerf).**

Sur quoi repose l'unité politique de la bourgeoisie française ? Réponse : sur le capital. Il n'empêche que le capitalisme français s'est quelque peu transformé ces derniers temps. Morin dépiste ces évolutions.

*** Raymond Barrillon, Jean-Michel Bérard, Marie-Hélène Bérard, Georges Dupuis, Alain Grangé-Cabane et Yves Mény : Dictionnaire de la Constitution (Editions Cujas).**

Pour mieux comprendre les institutions de la Ve République. Ce qui n'est pas sans intérêt si la gauche l'emporte en 1977 et si la droite donne dans le chantage...

*** Pierre Durand : Les Français à Buchenwald et à Dora (Editions sociales).**

On a déjà beaucoup décrit la vie et la mort dans les camps d'extermination nazis. On a moins insisté sur les combats clandestins qui s'y sont menés pour sauver des vies humaines ou préparer des soulèvements héroïques. C'est surtout sur ce second aspect que Durand insiste.

*** Valentin Moroz : Chronique de la Résistance (Editions Piuf).**

Un livre traduit de l'ukrainien et préfacé par Pierre Daix. Un complément non dénué d'intérêt à « L'archipel du Goulag »

*** Les femmes dans la Résistance (Editions du Rocher).**

Les actes passionnants d'un colloque qui s'est tenu en Sorbonne les 22 et 23 novembre 1975.

*** Marcel Roger : Timor oriental (Editions L'Harmattan).**

Qui sait que la dictature indonésienne a massacré plus de 60 000 personnes en 1975 dans une île située entre l'Indonésie et l'Australie ? Depuis un an, une résistance populaire se manifeste. Mais 45 000 soldats indonésiens occupent l'île...

*** Jacques Chonchol : Chili, de l'échec à l'espoir (Le Cerf).**

Fondateur du Mapu, ministre de l'Agriculture du président Allende, Chonchol fut le principal artisan de la réforme agraire chilienne. Il parle. L'échec était-il inévitable ? Pour Chonchol, l'espoir demeure intact : « Rien ne parviendra à tuer ce goût d'un monde meilleur que les Chiliens ont connu. »

A ne pas manquer

ANNE SYLVESTRE AU PALAIS DES ARTS

Anne Sylvestre n'en finit pas de « revenir ». Le « show-biz » l'aurait volontiers évincée. Mais Anne est têtue et créative. Depuis 4 ans elle fait rentrée sur rentrée ; chaque année avec une moisson de chansons nouvelles. Après le Théâtre des Capucines en 1974, le Théâtre de la Renaissance en 1975, le Théâtre Montparnasse en 1976, la voici qui inaugure un nouveau lieu en 1977 : elle chantera du 1er au 24 mars, tous les soirs à 20 h 45, au Palais des Arts (325, rue Saint-Martin, Paris 3e). Au même moment elle sort un nouveau 33 tours (Sylvestre 558 058, distribution Barclay) et un nouveau disque pour enfants, « La petite Josette et le carnaval » (Sylvestre ABC Disque 778 033, distribution Barclay). Dans son spectacle on découvrira, bien sûr, les chansons de son dernier disque : « L'histoire de Jeanne-Marie, » « Thérèse », « Clémence, » « Les gens qui doutent » et « Dis-moi Pauline ». On y trouve les tendresses, l'humour et l'émotion auxquels Anne nous a habitués. On aime ce ton loin des certitudes : « J'aime les gens qui doutent / les gens qui trop écoutent / leur cœur se balancer... » On aime cette gentille « vacherie » qu'elle envoie à ses amis québécois, cette tendre satire qu'elle adresse par-dessus l'océan à sa belle complice Pauline Julien : « On vous a beaucoup plaint c'est vrai / de ce que chez vous le français / était envahi par l'anglais. / Sais-tu Pauline, / chez nous c'est pas loin d'être ça / le français tu le trouves pas / où tu n'entends chanter que la langue crétine... ? » On a tendance à aimer Anne presque inconditionnellement. Et pourquoi pas ?

A ne pas manquer

THEODORAKIS A SURESNES

Il y a déjà quelque temps qu'on n'avait plus vu Mikis Théodorakis sur une scène française. Depuis l'été 1974, depuis son retour en Grèce, il s'était fait rare. Il s'était pratiquement retiré pour se consacrer à la composition. Il sera au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes les 3, 4 et 5 mars à 21 h. Il y dirigera un ensemble de musiciens et chanteurs qui interpréteront ses œuvres. Il y manquera l'extraordinaire Maria Farantouri, la « chanteuse à la voix d'océan ». Mais l'ampleur du programme compensera aisément cette frustration. Théodorakis présentera en effet des extraits de huit de ses œuvres : « Chants de déportation », « Romancero Gitan », « L'Otage », « Chansons de la patrie amère », « Canto General », « Chansons pour Andréas », « Grécité » et « Les ballades ».

Nos lecteurs ont la parole

PETITE HISTOIRE FISCALE

Peut-être serez-vous intéressé par ce que je vais vous dire.

Mon mari, retraité, a, jusqu'à septembre dernier, touché sa pension tous les trimestres à terme échu (6 janvier, 6 avril, 6 juillet, 6 octobre) comme tous les retraités. Or, en septembre, il a reçu de la trésorerie de la Gironde, un avis lui disant que sa pension serait mensualisée, et qu'en conséquence son trimestre échu le 6 octobre serait payé le 30 septembre avec une diminution de 5 jours sur les 90.

Sur le moment nous avons été contrariés de cette décision qui ne nous arrangeait pas. Mon mari a donc été payé fin octobre, fin novembre et le 1er janvier 1977 pour décembre. Ce qui fait qu'au début janvier il n'avait rien eu de plus que les autres années.

Mais voici que maintenant, n'ayant rien eu de plus que d'habitude, nous sommes dans l'obligation de déclarer 14 mois et peut-être 15 si nous devons ajouter décembre payé le 1er janvier.

Ce supplément à déclarer va nous coûter en impôt le quart de ces 2 ou 3 mois, puisqu'il tombe dans la tranche du prélèvement supérieur.

Nous ne sommes pas seuls, les retraités d'Aquitaine sont dans le même cas.

On a pensé sans doute que des personnes âgées, et peut-être sans grande énergie, n'auraient pas le courage de protester.

Nous remercions le brillant esprit qui a trouvé le moyen d'amener un supplément de ressources dans les caisses de l'Etat, non en prenant l'argent où il se trouve, mais en demandant à des gens qui ont parfois juste de quoi vivre (ainsi nous savons, pour l'avoir entendu à France-Inter, qu'une personne non imposable aurait, par ce moyen, des impôts à payer cette année).

Nous trouvons que ces façons d'agir sont pure filouterie. Nous n'avions que faire de la mensualisation, étant habitués à vivre sur la retraite des 3 mois écoulés.

Nous sommes de ces chrétiens qui s'interrogent, partagés entre l'attrait et la crainte de l'union de la gauche à cause du P.c. ; le ministère des finances vient de lever nos dernières hésitations.

(Mme JUAN - 24200 SARLAT)

ENCORE SOLJENITSYNE

Militant du P.s et fidèle abonné de « l'Unité », j'ai pris connaissance trop tard du n° 237 (11 au 17 février) pour réagir à temps à l'insinuation concernant Alexandre Soljenitsyne, que j'ai trouvée parfaitement déplacée. Heureusement J. Terraubella, 75015 a protesté à ma place. Qu'il en soit remercié !

Mais le commentaire de la rédaction à la suite de la reproduction de la lettre de ce dernier dans le n° 238 ne me satisfait pas non plus. Qualifier Alexandre Soljenitsyne de « très conservateur » me paraît impropre et déplacé.

Si l'on gratifie de cette appellation Alexandre Soljenitsyne, il faut en qualifier aussi Vladimir Boukowski et, dans ce cas, pourquoi s'amuser à recueillir les impressions d'un tel personnage ? D'autre part, si l'on considère que le conservatisme est représenté en U.r.s.s. par Alexandre Soljenitsyne et ses disciples, cela singifie que l'on délivre un brevet de démocratie et de progressisme aux dirigeants. Etrange conception !

(M. BOURRAS - 75015 Paris)

● *Nous ne tenons pas à prolonger cette polémique à propos de Soljenitsyne, mais il n'est pas « déplacé » de le considérer comme un « conservateur » puisque lui-même se qualifie ainsi. Ce n'est pas parce que nous le disons que nous octroyons un brevet de progressisme à ceux qui l'ont contraint à quitter son pays après l'y avoir enfermé si longtemps dans l'Archipel du Goulag.*

UN JOURNAL ANTI-HERSANT

Sans doute connaissez-vous la situation de la presse en Normandie, essentiellement dominée par l'empire Hersant « Paris-Normandie », divers quotidiens au Havre, à Fécamp, une pléiade d'hebdos et de bi-hebdos acquis à la manière que l'on sait.

Nous sommes quatre journalistes qui avons décidé de créer à Dieppe un hebdomadaire, libre du pouvoir de l'argent, et des groupes philosophiques, politiques et religieux. Nous ne renoncerons pas pour autant à nos convictions et nos engagements socialistes. Notre ambition est de faire un journal qui soit à la fois un moyen d'information, un lieu de rencontre et un outil pour la réflexion à la disposition des habitants de Dieppe et la région.

Pour le réaliser, nous devons acheter le matériel de composition, pour une valeur de 80 000 F. Il nous faudra aussi assurer les salaires des premiers mois en attendant les premières rentrées de trésorerie.

Nous lançons une souscription. Nous savons que vous devez être très sollicités. Mais nous attendons que vous nous apportiez votre soutien sous la forme que vous jugerez la plus appropriée.

La réussite de cette entreprise dépendra aussi de ceux qui combattent pour le respect des libertés fondamentales, en particulier la liberté de s'informer et la liberté d'expression. Elle sera une victoire contre la mainmise du pouvoir de l'argent dans les moyens d'information.

(Pierre MABIRE
50 000 ST-LO)

● *Nous ne pouvons que souhaiter la réussite d'une telle entreprise à laquelle nous apporterons notre soutien. En attendant nous invitons nos lecteurs de la région à prendre contact avec le porte-parole de cette nouvelle équipe : Serge Lucas, Le Hamelet, Saint Aubin-sur-Scie 76550 Offranville.*

MISE AU POINT

M.Y.Sanchez, directeur de la société de Gestion d'Etudes et de Travaux Publics de Montpellier, mis en cause dans un article des pages spéciales que nous avons consacrées le 28 janvier à cette ville, nous demande de préciser que son appartenance au Mouvement unifié des rapatriés n'a pour but que d'apporter à celui-ci sa participation socio-professionnelle et que les travaux attribués à sa société ne le sont qu'après appel à la candidature. Dont acte.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie quotidienne

NUCLEAIRE : LA LEÇON DE BROKDORF

Brokdorf... février.

Ce n'est pas une manifestation ordinaire, mais un événement politique majeur que cette marche qu'ont accomplie samedi des dizaines de milliers de militants contre la centrale nucléaire de Brokdorf, en Allemagne fédérale. Le gouvernement du Schleswig-Holstein et Bonn n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts, bien relayés par les media, pour casser la manifestation. Mais ni les tracts falsifiés (tracts prétendument d'extrême gauche distribués par la police), ni l'intoxication massive par la télévision, ni la mobilisation de milliers de policiers, ni le recours (inédit à ce jour) aux lois sur l'état d'urgence et la mise en action de la B.g.s. (Bundesgrenzchultz : initialement police des frontières, mais qu'on peut, de façon approximative, rapprocher des C.r.s.), ni les interpellations, perquisitions, barrages d'autoroutes, ni les tanks qui gardaient la centrale, ni le souvenir de la brutale répression (en novembre 1976) d'une première grande manifestation à Brokdorf n'ont pu empêcher que des militants de toutes conditions viennent ici de toute l'Allemagne, par route, par fer, pour dire non au programme décidé par le gouvernement seul.

Celui-ci a essayé — très maladroitement, d'ailleurs — de faire passer la manifestation de Brokdorf pour une entreprise des « groupes K » (organisations d'extrême gauche). Faute d'être taxé de mensonge, il lui faudrait reconnaître que ces groupuscules n'en sont pas s'ils sont capables de mobiliser, dans des conditions particulièrement difficiles, des dizaines de milliers de manifestants. En réalité, la manifestation recouvrait un très large éventail politique réunissant à la fois les groupes K, de multiples « Initiatives » (comité d'action), les communistes du D.k.p., de très nombreux militants — et généralement jeunes — sociaux-démocrates du S.p.d. et même des libéraux F.d.p. autour d'un



même thème : par-delà l'inquiétude écologique, c'est la démocratie et la liberté politique qui sont là en question. D'où la nécessité d'un grand débat.

La leçon ne vaut pas seulement pour l'Allemagne. Le même jour qu'à Brokdorf, une manifestation à Creys-Malville (Isère) donnait au mouvement contre Super-Phénix une ampleur européenne illustrée par les émissions quotidiennes de l'émetteur clandestin Radio-Active et la détermination de pratiquer sur les paiements à E.d.f. une autorédution de 15 % jusqu'à l'arrêt des travaux de la centrale. Le même jour aussi où des grèves de la faim en Alsace, permettent de parler de la naissance, des deux côtés du Rhin, de quelque chose de commun.

G.S.

LE C.E.A. POUR LE BARON BELGE

Depuis plusieurs années le gouvernement mène une politique persévérante tendant à transférer du secteur public au secteur privé les équipes d'ingénierie du C.e.a. qui ont depuis 20 ans assuré la cohésion et par là même la sûreté des études, du contrôle, des constructions et des mises en route des réacteurs surrégénérateurs.

Le 15 février, l'administrateur général du C.e.a. a présenté comme un fait accompli la suppression de ces équipes à cause de la création par Creusot-Loire de Novatome-Industrie — contrôlée par le baron belge Empain. Parmi les personnels concernés, ceux qui ne refusent par l'idée d'exercer leur métier dans le privé ont estimé inconcevable les conditions d'emploi qu'on leur propose. Après une semaine de grève ils ont obtenu l'ouverture de négociations. Mais l'établissement d'un accord piétinant, le personnel se prépare à de nouvelles actions.

CRISE A L'I.N.C.

Trois candidatures au lieu d'une émanant du « collège » des associations de consommateurs de l'Institut national de la consommation (I.n.c.). Pour la première fois, le 15 février dernier, lors du vote pour l'élection de la présidence du conseil d'administration de l'I.n.c., les associations de consommateurs se sont divisées. Or ce n'est qu'à une voix seulement que les consommateurs peuvent avoir la majorité face aux autres « collèges », producteurs et représentants des ministères... Résultat : la présidente de l'I.n.c., Maria Aubertin (de l'Association des familles rurales) a été élue contre le vœu des autres organisations de consommateurs, grâce à la collusion des producteurs (C.n.p.f.) et des représentants des pouvoirs publics. C'est une étape importante dans la reprise en main de l'I.n.c. par Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat a la Consommation. Désormais, le patronat et l'administration risquent fort de peser plus lourd dans la gestion de l'I.n.c.... au détriment des intérêts des consommateurs. Commentaire de Michel Louis, de la Confédération syndicale du cadre de vie : « L'I.n.c. n'avait vraiment pas besoin de cela pour préserver une crédibilité déjà bien précaire »... Et la présence de Henri Estingoy, directeur de l'Institut, sur une liste d'Ornano à Paris ne risque pas de redresser l'image de marge de l'I.n.c...

ACROLEINE = BOMBE

Un nouveau Seveso est-il possible en France ? « L'incident » survenu le 19 décembre dernier dans une usine de la société Pechiney-Ugine-Kuhlmann à Pierre-Bénite dans la banlieue lyonnaise a rendu la menace crédible : sous l'effet de quelques gouttes d'eau salée 5 tonnes d'acroléine ont littéralement explosé et se sont enflammées immédiatement. Par miracle aucune victime... Mais apparemment l'avertissement n'a pas suffi. Après 50 heures d'interruption, la production d'acroléine a repris. Sur ordre du préfet du Rhône qui a jugé suffisantes les quelques modifications des installations. Ce n'est pas l'avis des ouvrières qui pendant trois jours ont refusé de reprendre le travail pour protester contre le manque de sécurité.

Il y a en effet de quoi s'alarmer. Selon la section locale C.f.d.t., « 5 tonnes d'acroléine dans l'atmosphère suffisent pour créer une dose mortelle sur un million de mètres carrés et vingt mètres de haut »... Un autre « incident » témoigne de la toxicité de ce produit : le 11 juillet 1976, un chargement de vingt tonnes d'acroléine s'est déversé dans le Rhône. Résultat : 365 tonnes de poissons ont été détruites.

Que se passerait-il si un camion de chlore se déversait en pleine ville ? Rien n'est prévu pour maîtriser les conséquences d'un tel sinistre. Juste quelques coups de sirène...

PAROLES DE FEMMES

PAR ANNE MANCERON

Anaïs Nin : Ouvrages traduits en français : chez Stock, Une espionne dans la maison de l'amour; Les miroirs dans le jardin; La séduction du minotaure, **suivi de** Collages; **un essai :** Le roman de l'avenir; **et les cinq volumes de son** Journal **(le volume 6 paraîtra en mai); aux Editions des Femmes :** La maison de l'inceste; La cloche de verre; Un hiver d'artifice.

Le 14 janvier, les cendres d'Anaïs Nin ont été dispersées au large des Etats-Unis, dans le Pacifique. Elle avait soixante-quatorze ans. On aurait dit que le temps n'avait pas eu prise sur elle. Elle était toujours aussi jolie, aussi séduisante. Depuis une douzaine d'années, on s'était enfin aperçu que c'était un écrivain, et son talent était unanimement reconnu. Cependant, elle avait connu une période de tel dénuement et de telle incompréhension, à son retour aux Etats-Unis en 1940, qu'elle avait dû imprimer elle-même sur une presse à bras (oui, vous avez bien lu, sur une presse à bras!) « Un hiver d'artifice », et qu'elle avait dû, avec un « atelier » d'amis, écrire des histoires érotiques pour un amateur du genre.

Son œuvre véritable, elle l'écrivait tous les jours : son « Journal ». Son ami Henry Miller avait dit, dès 1937, que « cette confession monumentale prendrait place, lorsqu'elle serait publiée, à côté des révélations de saint Augustin, Pétrone, Abélard, Rousseau et Proust ». C'est presque chose faite : depuis quelques années, des extraits de ce « Journal » monumental ont été publiés. Le miracle, c'est que ce texte tant attendu ne déçoive pas, malgré les amputations (Anaïs Nin a voulu préserver l'anonymat de certains de ses proches).

Bien sûr, les Français seront surtout intéressés par la période où elle habitait à Paris, dans les années 30, qu'elle recevait chez elle et voyait June et Henry Miller, Antonin Artaud, Lawrence Durrell, Pablo Neruda, Marcel Duchamp, ou les psychanalystes Rank et Allendy. Mais, si on restait à cet aspect anecdotique, on passerait à côté de l'importance de son œuvre.

Que ce soit dans son « Journal », dans ses nouvelles, dans son poème en prose « La maison de l'inceste », ou son essai sur le roman, c'est la femme qui parle. Qui parle pour elle et pour les autres femmes. Elle aura été jusqu'au bout. Sans fard. Telle qu'elle est. Dominée par le doute de soi, balançant entre le repli sur soi et le besoin de créer, terrorisée à l'idée de perdre à nouveau son père, mais généreuse comme la mère qui allaite son enfant. Au fond, une femme qui a besoin de voir clair en elle-même pour pouvoir être claire pour les autres.

A un écrivain qui lui demandait : « Pourquoi écrit-on ? », elle avait répondu : « Nous écrivons aussi pour aviver notre perception de la vie, nous écrivons pour charmer, enchanter et consoler les autres, nous écrivons pour donner une sérénade aux êtres qui nous sont chers (...). Nous écrivons pour nous apprendre à parler avec les autres, pour consigner le voyage à travers le labyrinthe, nous écrivons pour élargir notre univers, lorsque nous nous sentons étranglés, gênés, seuls »... Un peu plus haut, dans cette même lettre : « Lorsqu'on crée un monde tolérable pour soi-même, on crée un monde tolérable pour les autres ».

Sorcières (revue bimestrielle; le numéro, dans tous les kiosques : 12 F. Abonnement annuel : 65 F. Abonnement de soutien : 150 F. Adresse : Editions Albatros, 14, rue de l'Armorique, 75015 Paris).

« Pourquoi sorcières ? Parce qu'elles dansent. (...) Pourquoi sorcières ? Parce qu'elles chantent. (...) Pourquoi sorcières ? Parce qu'elles vivent. (...) Pourquoi sorcières ? Parce qu'elles jouissent » (Xavière Gauthier). En écho à la description de la sorcière faite par Michelet (ces milliers de femmes qui savaient soigner et qui ont été condamnées par l'Eglise à être brûlées vives, jusqu'au XVIe siècle), Xavière Gauthier précise, dans le texte de présentation de la revue qu'elle a fondée avec un groupe de femmes au début de l'année dernière : « Je propose ici « Sorcières » comme un point d'ancrage historique, immense révolte politique du passé sans doute, mais aussi et surtout comme un mouvement présent essentiellement tourné vers l'avenir. D'autres femmes écriront ici comment elles disent, sentent, pensent les sorcières, différemment, ou même comment elles les refusent ».

Etonnement : le premier numéro est centré sur la nourriture. Après tout, il y a peut-être plus urgent à faire que parler de nourriture ! Mais dès les premières pages, on comprend que tout est important pour les femmes, puisqu'elles commencent seulement à s'exprimer. Certains textes provoquent même un choc. Je pense par exemple à l'article d'Hélène Cixous, intitulé « Un morceau de Dieu » (sur la communion... ou sur le vampirisme de dieu ?). On a envie d'applaudir, on a envie de crier « bravo ! c'est bien ça ! ». Enfin, j'imagine que la femme a envie d'applaudir. Quant à l'homme, s'il veut connaître cette sorcière...

Les numéros suivants (2 : « La voix », 3 : « Se prostituer » ; 4 : « Enceintes. Porter, accoucher » ; 5 : « Odeurs ») provoquent cette même intense jubilation. Enfin une langue que la femme comprend immédiatement. D'autres articles m'ont particulièrement touchée (« Comme un cri d'hirondelle » de Claude Hajlblum, sur la voix de femme-désir de femme ; « Les catins des Lumières de Blanche », pinceau de lumière insolite sur les femmes de Restif de la Bretonne ; « Béance » de Françoise T. Clédat, sur la naissance de son enfant ; « A l'intérieur », de Xavière Gauthier, sur l'odeur de la femme). Mais tout cela est subjectif. Il y a tant de nourriture, c'est le cas de le dire, que tout le monde peut trouver sa pâture.

Il ne faut pas croire pourtant que ces textes soient tous « littéraires ». D'autres sont plus directement des témoignages. Par exemple, un montage, de Blanche, sur la faim dans les pays du tiers monde, ou un texte tout à fait bouleversant sur le retour de déportation d'un homme — je n'ai jamais lu de récit plus terrible que celui-ci sur ce qu'étaient devenus certains déportés. Et puis deux textes de Françoise Dolto, sur le désir du bébé (le titre est à lui seul un poème : « Au jeu du désir, les dés sont pipés et les cartes truquées », dont le texte entier va paraître au Seuil), et sur la nécessité des odeurs pour l'enfant.

D'autre part, il y a des notes de lecture, sur les arts, et d'information sur les différentes luttes des femmes. Le numéro à paraître sera consacré aux prisons et le suivant à l'écriture.

Je pourrais me faire l'avocat du diable, c'est-à-dire de l'homme, et dire que les illustrations peuvent quelquefois paraître « rétro », désuètes, et certains textes « précieux » ou trop maniérés. C'est la critique traditionnelle que l'on a faite autrefois aux romancières, notamment anglaises. Mais, maintenant, les femmes sont sourdes à ce genre d'argumentation. Elles écrivent, disent, chantent, dessinent, crient ce qu'elles veulent.

Cette revue, à ma connaissance, est la seule de ce genre en France : cela mérite qu'on la soutienne.